

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3137

[C - 2009/27165]

3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 31 mars 2009;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'Etat le 30 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du le Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^o « décret » : le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;
- 2^o « Région » : la Région wallonne;
- 3^o « Gouvernement » : le Gouvernement wallon;
- 4^o « collège » : le collège communal de la commune où l'exploitant soit exploite soit a l'intention d'exploiter son service de taxis;
- 5^o « conseil » : le conseil communal de la commune où l'exploitant soit exploite soit a l'intention d'exploiter son service de taxis;
- 6^o « exploitant » : toute personne physique ou morale qui exploite ou a l'intention d'exploiter un service de taxis, un service de location de voitures avec chauffeur ou un service de taxis collectifs au sens de l'article 1^{er} du décret;
- 7^o « Ministre » : le Ministre des Transports;
- 8^o « Services du Gouvernement » : la Direction du Service public de Wallonie ayant le transport des personnes dans ses attributions;
- 9^o « jours » : jours calendrier
- 10^o « jours ouvrables » : l'ensemble des jours calendrier, à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux. Si le délai exprimé en jours ouvrables expire un samedi, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

TITRE 2. — Les services de taxis**CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'exploitation****Section I^{re}. — Dispositions relatives aux exploitants****Art. 2.** Nul ne peut exercer la profession d'exploitant d'un service de taxis s'il ne satisfait pas aux conditions de moralité, de solvabilité et de qualification professionnelle requises visées aux articles 3 à 5.

Lorsque l'exploitation est assurée par une personne morale, les conditions de moralité et de qualification professionnelle doivent être remplies par les personnes chargées de la gestion journalière dans les conditions prévues par le décret.

Art. 3. Pour justifier de sa moralité, l'exploitant doit :

- 1^o présenter un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois;
- 2^o ne pas avoir encouru depuis moins de cinq ans, en Belgique ou à l'étranger, une condamnation coulée en force de chose jugée pour une des infractions qualifiées au Livre II, titre III, chapitres I^{er} à V et titre IX, chapitres I^{er} et II du Code pénal.

S'agissant des condamnations prononcées par une juridiction étrangère, il sera tenu compte de toute condamnation s'appliquant à un fait qui, d'après la loi belge, constitue une des infractions visées à la présente disposition.

Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

Art. 4. Pour justifier de sa solvabilité, l'exploitant doit :

- 1^o être propriétaire des véhicules qu'il exploite ou respecter les échéances de paiements qu'il doit effectuer dans le cadre des contrats de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente lui assurant la disposition des véhicules exploités. Lorsque le demandeur ne possède pas encore de véhicule, il se justifiera par une déclaration sur l'honneur certifiant la propriété future des véhicules ou le respect des échéances de paiement;
- 2^o ne pas accuser de retard :
 - de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service;
 - en matière de cotisations sociales. Lorsque le demandeur exerce pour la première fois une activité professionnelle, il se justifiera par une déclaration sur l'honneur certifiant que les versements à la caisse d'assurances sociales pour indépendants ou à l'Office national de Sécurité sociale seront régulièrement effectués;

- 3° bénéficiaire d'une assurance en responsabilité civile pour le transport rémunéré de personnes afin de couvrir les dommages causés aux personnes transportées et aux tiers à l'occasion de l'usage de son véhicule et respecter les échéances de paiements qu'il doit effectuer dans le cadre de ces contrats d'assurance.

Art. 5. Pour justifier de sa qualification professionnelle, l'exploitant doit être titulaire d'une attestation émanant des services du Gouvernement dont il résulte qu'il a participé de manière effective à une formation relative aux dispositions légales et réglementaires organisant les services de taxis et de location de voitures avec chauffeur.

L'exploitant actif à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté se trouve dispensé de cette formation.

Art. 6. Les exploitants ne peuvent engager ou laisser circuler des chauffeurs qui ne sont pas titulaires du certificat de capacité délivré conformément aux articles 11 à 14.

Art. 7. L'exploitant est tenu de notifier à l'administration communale, dans un délai de huit jours ouvrables, tout changement de domicile, de siège d'exploitation ou de siège social, ainsi que tout changement de véhicule.

Section 2. — Dispositions relatives aux chauffeurs

Art. 8. Les chauffeurs doivent répondre en permanence aux conditions de moralité et de qualification professionnelle requises visées aux articles 9 à 16.

Art. 9. Pour justifier de sa moralité, le chauffeur doit :

- 1° présenter un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois, ou pour les ressortissants étrangers, tout autre document correspondant ou la preuve qu'ils bénéficient du statut de réfugiés.

Les candidats réfugiés et les ressortissants étrangers séjournant de manière légale et ininterrompue en Belgique depuis plus de cinq ans sont admissibles à la condition de produire un extrait de casier judiciaire belge de modèle 1;

- 2° ne pas avoir encouru en Belgique ou à l'étranger l'une des condamnations suivantes coulée en force de chose jugée :

- a) une peine criminelle avec ou sans sursis;
- b) une peine correctionnelle d'emprisonnement principale de plus de six mois avec ou sans sursis;
- c) une peine correctionnelle d'emprisonnement principale de trois à six mois avec ou sans sursis dans les cinq ans qui précèdent la délivrance du certificat de capacité ou la revalidation de celui-ci;
- d) plus de trois condamnations avec ou sans sursis pour infraction du troisième ou du quatrième degré à la réglementation de la circulation routière, dans l'année qui précède la délivrance du certificat de capacité ou la revalidation de celui-ci;
- e) une condamnation avec ou sans sursis pour conduite en état d'intoxication alcoolique, d'imprégnation alcoolique, d'ivresse ou sous l'effet d'autres substances qui influencent la capacité de conduite dans le cadre de son activité professionnelle dans l'année qui précède la délivrance du certificat de capacité ou la revalidation de celui-ci;
- f) des condamnations correctionnelles ou de police qui, additionnées, excèdent trois mois d'emprisonnement principal avec ou sans sursis, dans les trois ans qui précèdent la délivrance du certificat de capacité ou la revalidation de celui-ci.

Il n'est pas tenu compte des condamnations effacées ou pour lesquelles l'intéressé a obtenu sa réhabilitation.

Art. 10. Pour justifier de sa qualification professionnelle, le chauffeur doit être porteur du certificat de capacité conformément aux articles 11 et suivants du présent arrêté dont un modèle figure à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 11. Pour obtenir son certificat de capacité, le candidat chauffeur doit se présenter à l'administration communale du lieu de l'exercice de sa fonction muni des documents suivants :

- 1° sa carte d'identité, ou, pour un ressortissant étranger, un document prouvant son identité, le cas échéant traduit dans une des langues nationales par un traducteur juré;
- 2° le certificat de sélection médicale dûment validé ou l'attestation d'aptitude délivrés en application des articles 84 et suivants de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du candidat;
- 3° le permis de conduire national belge de la catégorie B au moins ou un permis de conduire européen de catégorie équivalente;
- 4° pour les ressortissants étrangers concernés, les documents dont l'obtention est requise en vue d'avoir le droit de fournir des prestations de travail en Belgique;
- 5° une copie du document repris à l'article 9, 1° ou 3°, du présent arrêté justifiant sa moralité;
- 6° le cas échéant, une attestation de réussite aux examens pour les communes qui en organisent.

Art. 12. Les personnes ayant exercé irrégulièrement le métier de chauffeur de taxi sur le territoire de la Région sans être titulaires d'un certificat de capacité se verront refuser, après constat par un procès verbal établi par un fonctionnaire de police ou par un inspecteur des services du Gouvernement, toute possibilité d'exercer cette profession pendant une durée de six mois à compter de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 13. Les chauffeurs sont tenus de se présenter annuellement à l'administration communale entre le 1^{er} janvier et le 31 mars munis d'un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois, ou pour les ressortissants étrangers, tout autre document correspondant, ainsi que du certificat de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude délivrés en application des articles 84 et suivants de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire en cours de validité sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du chauffeur, auquel cas celui-ci doit être produit.

Cette présentation permet la revalidation des certificats de capacité. Mention de cette revalidation sera faite sur leur certificat de capacité.

La revalidation du certificat de capacité sera refusée si le certificat de sélection médicale ou l'attestation d'aptitude est périmé ou si l'extrait de casier judiciaire de modèle 1 laisse apparaître que des condamnations, encourues depuis le dernier visa, ne permettent plus de considérer le chauffeur comme présentant les garanties de moralité visées à l'article 9, 2°.

Art. 14. La péremption du certificat de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude ou le fait d'encourir l'une des condamnations reprises à l'article 9, 2°, entraîne de plein droit la caducité du certificat de capacité.

Art. 15. Sans préjudice de l'obligation d'être en possession de ces documents dès la survenance de l'événement, les chauffeurs sont tenus d'informer l'administration communale, dans les huit jours ouvrables à compter de la survenance de l'événement, de tout changement de domicile, en présentant leur carte d'identité ainsi que de tout changement d'employeur en présentant une copie de leur nouveau contrat de travail.

Art. 16. Nul ne peut exercer la profession de chauffeur de taxi s'il n'est âgé de 21 ans accomplis.

Tout chauffeur de taxi doit être titulaire d'un permis de conduire de catégorie B depuis minimum trois ans.

Art. 17. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs doivent être en possession des documents énoncés à l'article 11, 1° à 3°, du présent arrêté accompagnés de leur certificat de capacité.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière indiquant notamment, en caractères indélébiles :

- 1° l'identité de l'exploitant, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le numéro d'identification du taxi et la date d'utilisation;
- 2° l'index kilométrique du tableau de bord et du taximètre au début du service;
- 3° l'heure du commencement du service du chauffeur et, pour les salariés, l'heure prévue de la fin de son service;
- 4° les numéros d'ordre des courses;
- 5° les index kilométriques tels qu'ils figurent soit au tableau de bord, soit au taximètre, à l'embarquement et au débarquement des clients;
- 6° les lieux et heures d'embarquement et de débarquement;
- 7° les sommes perçues;
- 8° les interruptions de service;
- 9° les index kilométriques du tableau de bord et du taximètre à la fin du service.

Les indications sub 1° à 3° doivent être inscrites avant que le chauffeur ne commence son service.

Les autres indications doivent être inscrites au plus tard à la fin de chaque course.

La feuille de route journalière doit être signée de la main du chauffeur.

Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route.

Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date, soit par chauffeur et par date.

Art. 19. Les chauffeurs sont tenus :

- 1° de porter un uniforme :
 - pour le personnel masculin : un veston de teinte unie, un pantalon de teinte unie, une chemise de teinte unie et des chaussures fermées;
 - pour le personnel féminin : un veston de teinte unie, un pantalon ou une jupe de teinte unie, une chemise de teinte unie et des chaussures fermées.

Par temps chaud, le port du veston n'est pas obligatoire. Par temps froid, le port d'un pull uni est autorisé;

- 2° de se comporter avec politesse et respect envers le public;
- 3° d'aider les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite à embarquer dans le véhicule et à en débarquer;
- 4° de s'assurer, avant la mise en marche du véhicule, que les portes sont bien fermées;
- 5° de rester avec leur véhicule à disposition des voyageurs qu'ils conduisent pendant tout le temps exigé par ceux-ci, sauf s'il devait en résulter des prestations d'une amplitude manifestement exagérée;
- 6° de s'assurer que le client n'a rien oublié dans le véhicule et de lui remettre sur le champ les objets qu'il pourrait y avoir laissés; si, pour un motif quelconque, cette remise n'a pu s'effectuer, les objets trouvés doivent être déposés aussitôt que possible, et au plus tard dans les 5 jours, au bureau de police le plus proche;
- 7° de délivrer, sur demande une attestation de transport qui doit comporter au moins les mentions suivantes :
 - a) le nom de la société;
 - b) le numéro d'identification du taxi;
 - c) le numéro d'ordre de la course;
 - d) la date et l'heure de prise en charge et de fin de course;
 - e) le nombre de kilomètres parcourus;
 - f) le prix total de la course;
 - g) le lieu précis d'embarquement et de débarquement du client;
 - h) le nom et la signature du chauffeur;
- 8° de veiller à faire observer les obligations mises à charge des voyageurs par le présent arrêté;
- 9° d'aider les voyageurs à charger et décharger leurs bagages.

Art. 20. § 1^{er}. Sauf indication contraire du client, le chauffeur doit conduire celui-ci par la voie la plus rapide à son point de destination.

§ 2. Le chauffeur doit, après chaque course ou chaque série ininterrompue de courses, ramener le véhicule par la voie la plus rapide à un point de stationnement autorisé.

Art. 21. Sauf motifs valables visés à l'article 22, tout conducteur en service sur le territoire de sa commune est tenu, dès qu'il est libre et que son véhicule est en ordre de marche, de prendre en charge les personnes qui désirent se faire transporter.

Toutefois, le conducteur hélé sur le territoire de sa commune doit refuser la course si son véhicule se trouve à moins de cent mètres d'un lieu de stationnement réservé aux taxis où un ou plusieurs véhicules sont disponibles.

Art. 22. Les chauffeurs peuvent :

- 1° refuser de prendre en charge toute personne demandant à être conduite à longue distance ou dans un endroit peu habité, à moins que le client n'ait décliné son identité, au besoin à l'intervention de la police locale ou de la police fédérale;
- 2° refuser de prendre en charge toute personne en état d'ivresse ou sous l'influence de stupéfiants;
- 3° refuser de prendre en charge des clients qui perturbent l'ordre public, compromettent la sécurité, mettent en péril les bonnes mœurs et ne respectent pas le véhicule ou le chauffeur lui-même;
- 4° exiger une provision pour les courses de longue distance.

Art. 23. Il est interdit aux chauffeurs :

- 1° de fumer dans le véhicule;
- 2° de réclamer un prix supérieur à celui indiqué au taximètre;
- 3° de laisser conduire leur véhicule par un tiers à l'exception des candidats chauffeurs en stage;
- 4° d'assurer leur service en compagnie de personnes autres que la clientèle à l'exception des candidats chauffeurs en stage, ou en compagnie d'un animal;
- 5° de charger dans leur véhicule des objets pouvant souiller ou détériorer les garnitures intérieures;
- 6° de faire fonctionner un poste de radio, un lecteur de disque ou un enregistreur, à l'exception du poste de radiotéléphonie de service, sauf avec l'accord du voyageur;
- 7° de faire circuler leur véhicule afin de racoler des clients;
- 8° de placer leur véhicule en surnombre ou en-dehors des limites fixées aux places de stationnement.

Section 3. — Dispositions relatives aux véhicules

Art. 24. § 1^{er}. Les véhicules affectés à un service de taxis doivent être en bon état et remplir toutes les conditions de qualité, de confort, de commodité et de propreté nécessaires, tant en ce qui concerne la carrosserie que l'habitacle.

§ 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis est fixée à sept ans.

Art. 25. Tout véhicule en service doit porter à l'avant-droit une plaque d'une dimension minimale de quinze centimètres de largeur sur huit centimètres de hauteur sur laquelle figurent au moins le mot « Taxi », le nom de la commune par laquelle il a été autorisé et le numéro d'identification attribué par la commune, conformément au modèle figurant à l'annexe 2 du présent arrêté.

Le numéro de cette plaque doit être reproduit à l'intérieur du taxi, à un endroit clairement visible des usagers.

Art. 26. Tout véhicule affecté à un service de taxi doit impérativement porter une plaque d'immatriculation reprenant les sigles « TX », au sens de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Dès qu'un véhicule n'est plus utilisé dans le cadre de l'exploitation du service, l'exploitant est tenu, dans les huit jours ouvrables, de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V. et d'en informer la commune.

Art. 27. Tout véhicule doit avoir à son bord au moins les documents suivants :

- 1° une copie du document d'autorisation d'exploiter et de l'attestation y annexée visés à l'article 42.
- 2° la feuille de route journalière relative aux déplacements du véhicule reprise à l'article 18.

En cas de feuille de route rédigée électroniquement, celle-ci doit être à tout moment consultable;

- 3° une copie de la réglementation relative aux services de taxis et aux services de locations de voitures avec chauffeur, en ce compris le règlement communal éventuel relatif aux services de taxis;
- 4° une attestation de l'assureur confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes, conformément au modèle repris à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 28. Les véhicules doivent être équipés d'un taximètre comportant deux tarifs et indiquant exactement et en caractères facilement lisibles de l'intérieur, les renseignements prescrits.

Le cadran de cet appareil doit être éclairé dès que ses indications cessent d'être lisibles à la lumière du jour.

L'appareil doit en outre répondre aux prescriptions édictées en matière de métrologie.

Art. 29. Selon que le véhicule est occupé ou non, le taximètre doit être enclenché ou déclenché sauf si ce véhicule est utilisé dans le cadre d'une location de voiture avec chauffeur conformément à la possibilité d'un usage mixte prévue à l'article 35 du décret.

Un panneau avec l'inscription « pas libre » doit être apposé de manière visible lorsqu'un véhicule circule ou se trouve en stationnement sans être disponible, notamment parce qu'il fait l'objet d'une commande, pour des raisons de prestations de personnel ou pour des raisons techniques.

Art. 30. A chaque taximètre doit être couplé un dispositif répéteur fixé sur le toit du véhicule, indiquant de façon lisible de l'extérieur que le taxi est libre lorsque le taximètre est déclenché.

Lorsque le compteur est enclenché, le dispositif répéteur doit indiquer de façon très claire, par voyant lumineux, quel tarif est d'application.

Art. 31. Dans chaque véhicule, une affiche doit être apposée de façon permanente, sous plastique ou plastifiée, au dos du siège avant, et doit indiquer lisiblement le tarif en vigueur applicable dans la commune sur le territoire de laquelle le véhicule est autorisé ainsi que les suppléments autorisés.

La mentions précisant que « le service, la T.V.A. et le pourboire sont compris dans le prix indiqué au taximètre » doit être clairement indiquée sur l'affiche visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 32. Si, en cours de route, quelque dérangement survient dans le fonctionnement du taximètre, le conducteur doit, dès que le voyageur a quitté le véhicule, ramener celui-ci au garage. Dans ce cas, le montant de la course est fixé de commun accord entre les parties.

En cas de circonstances empêchant le véhicule de continuer sa route, notamment pour cause de panne ou accident, il est loisible au voyageur, soit d'abandonner le véhicule en payant la somme enregistrée au moment de l'interruption du service pour autant que le chauffeur lui permette d'achever sa course au moyen d'un autre véhicule, soit de garder le véhicule et, dans ce cas, de déduire, de commun accord avec le chauffeur, le temps d'attente correspondant à l'indisponibilité du véhicule, avec inscription adéquate à la feuille de route

Art. 33. En cas de contestation entre le chauffeur et les voyageurs, le chauffeur ne peut refuser de conduire ceux-ci au bureau de police le plus proche où leur plainte sera examinée.

Le voyageur dont la plainte n'est pas reconnue fondée est tenu au paiement du prix du parcours supplémentaire, attente comprise.

Art. 34. Les véhicules de réserve visés à l'article 10 du décret doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° être entièrement équipés pour assurer un service de taxis, y compris l'exigence relative à la plaque d'immatriculation reprenant les sigles « TX »;
- 2° être mentionnés dans l'acte d'autorisation de l'exploitant et dans l'attestation y annexée visés à l'article 42;
- 3° être munis à l'extérieur, d'une part, à l'avant-droit, de la plaquette d'identification du véhicule auquel il se substitue et, d'autre part, à l'avant-gauche, d'une plaquette portant la mention « RESERVE » selon le modèle figurant dans l'annexe 4 du présent arrêté;
- 4° avoir à leur bord tous les documents requis pour exercer un service de taxis ainsi que les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule de réserve;
- 5° avoir à leur bord l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant qu'ils sont assurés pour du transport rémunéré de personnes.

Art. 35. Les véhicules de remplacement visés à l'article 9 du décret doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° être entièrement équipés pour assurer un service de taxis, à l'exception de l'exigence relative à la plaque d'immatriculation reprenant les sigles « TX »;
- 2° être munis à l'extérieur, d'une part à l'avant-droit, de la plaquette d'identification du véhicule auquel il se substitue et d'autre part, à l'avant-gauche, d'une plaquette portant la mention « REMPLACEMENT » selon le modèle figurant dans l'annexe 5 du présent arrêté;
- 3° avoir à leur bord tous les documents requis pour exercer un service de taxis ainsi que les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule de remplacement;
- 4° avoir à leur bord l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes.

Section 4. — Dispositions relatives aux voyageurs

Art. 36. Il est interdit aux voyageurs :

- 1° de fumer dans le véhicule;
- 2° de monter dans le véhicule quand le nombre de personnes qu'il peut règlementairement contenir est atteint;
- 3° de pénétrer dans le véhicule, sans accord du chauffeur, avec des chiens ou autres animaux ne pouvant être tenus sur les genoux, à l'exception des chiens d'aveugle et des chiens qui apportent une assistance à toute personne frappée d'un handicap. Le fait que le chien est bien un chien d'assistance doit pouvoir être prouvé par la personne qui désire se faire transporter;
- 4° d'introduire dans le véhicule des objets dangereux ou des colis qui, par leur volume, leur nature ou leur odeur, peuvent blesser, salir, gêner ou incommoder;
- 5° d'entrer dans le véhicule en état de malpropreté évidente;
- 6° de se pencher hors du véhicule ou d'en ouvrir les portes lorsqu'il est en mouvement;
- 7° de souiller le véhicule ou de le dégrader;
- 8° de lancer du véhicule tout objet quelconque.

CHAPITRE II. — Autorisations

Section 1^{re}. — Procédure d'introduction et d'instruction des demandes

Sous-section 1^{re}. — Demande d'autorisation d'exploiter

Art. 37. Toute demande d'autorisation d'exploiter un service de taxis prévue à l'article 3 du décret mentionne à peine d'irrecevabilité :

- 1° les nom, prénom, qualité ou profession, domicile, numéro de téléphone professionnel et numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises de l'exploitant ou si celui-ci est une personne morale, sa raison sociale ou sa dénomination, sa forme, son siège social, son numéro de téléphone et son numéro d'identification à la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2° le nombre de véhicules pour lesquels l'autorisation est sollicitée, en ce compris les éventuels véhicules de réserve;
- 3° les caractéristiques générales des véhicules à utiliser;
- 4° les lieux de stationnement non situés sur la voie publique dont l'exploitant est propriétaire ou dont il a la jouissance.

Art. 38. La demande d'autorisation doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° selon le cas, copie de la carte d'identité de l'exploitant ou des statuts de la personne morale et de la carte d'identité des personnes chargées de la gestion journalière;
- 2° un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois justifiant la moralité de l'exploitant, conformément à l'article 3.

- 3° les pièces ci-après permettant de justifier la solvabilité de l'exploitant, conformément à l'article 4 :
- une copie de la facture d'achats des véhicules à utiliser dans le cadre de l'exploitation du service ou, le cas échéant, la preuve du respect des échéances de paiement dans le cadre des contrats de vente à tempérament, de location financement ou de location-vente. Si le demandeur ne dispose pas encore des véhicules, une déclaration sur l'honneur certifiant la propriété future ou le respect des échéances de paiement;
 - une attestation émanant, selon le cas, soit de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants soit de l'Office national de sécurité sociale conforme à l'attestation délivrée en exécution de l'article 90, §§ 3 et 4, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions de travaux publics et dont il résulte que le demandeur est en règle en matière de cotisations sociales; lorsque le demandeur exerce pour la première fois une activité professionnelle, celui-ci ne peut joindre à sa demande qu'une déclaration sur l'honneur certifiant qu'en cas d'octroi d'autorisation, il s'affiliera et, le cas échéant, s'immatriculera, et que les versements à la caisse d'assurances sociales pour indépendants ou à l'Office national de Sécurité sociale seront régulièrement effectués;
- 4° une copie de l'attestation reprise à l'article 5 justifiant la qualification professionnelle du demandeur;
- 5° les documents suivants relatifs aux véhicules si l'exploitant est déjà en leur possession;
- copie du certificat d'immatriculation visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques de tous les véhicules utilisés dans le cadre de l'exploitation, y compris les véhicules de réserve éventuels;
 - copie du dernier certificat de visite visé à l'article 24, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires utilisés, de tous les véhicules utilisés dans le cadre de l'exploitation, y compris les véhicules de réserve éventuels;
 - copie de l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que chaque véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes et des cartes vertes en cours de validité, y compris pour les véhicules de réserve éventuels.

Art. 39. La demande d'autorisation d'exploiter datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale, et accompagnée de ses annexes est adressée au collège par toute voie utile.

Celui-ci vérifie que la demande est complète et adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

Art. 40. Le collège prend sa décision dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception d'un dossier complet.

Art. 41. § 1^{er}. Dans le cadre d'une décision d'autorisation, le collège transmet immédiatement, par toute voie utile, sa décision ainsi que le dossier au Gouvernement aux fins d'approbation et en informe l'exploitant.

Le Gouvernement vérifie que le dossier est complet et adresse un accusé de réception au Collège par toute voie utile.

Le Gouvernement notifie sa décision au collège, dans les soixante jours de l'accusé de réception d'un dossier complet aux fins d'approbation.

§ 2. En cas d'approbation du Gouvernement ou à défaut pour le Gouvernement d'avoir transmis sa décision dans les soixante jours, le collège délivre l'autorisation à l'exploitant sous réserve de produire dans les deux mois les documents énoncés à l'article 38, 5° non joints à la demande.

La mise en circulation effective des véhicules ne sera autorisée qu'après réception de l'ensemble de ces documents et délivrance de l'attestation visée à l'alinéa 3.

Dès réception des documents exigés à l'article 38, 5°, le Collège délivre à l'exploitant une attestation datée et signée confirmant la production des documents conformes et en adresse une copie aux services du Gouvernement.

L'attestation doit en tout état de cause être annexée au document d'autorisation.

À défaut pour l'exploitant de transmettre ces documents dans le délai ou de produire des documents conformes, l'autorisation du collège devient automatiquement caduque.

§ 3. En cas de refus d'approbation du Gouvernement, le collège en informe immédiatement l'exploitant par toute voie utile.

Art. 42. § 1^{er}. L'autorisation d'exploiter délivrée par le collège à l'exploitant doit notamment mentionner :

- l'identité complète de l'exploitant au sens de l'article 37, 1°;
- le nombre de véhicules autorisés, en ce compris les véhicules de réserve et leurs caractéristiques générales;
- la date et la durée de validité de l'autorisation d'exploiter;
- les lieux de stationnement non situés sur la voie publique dont l'exploitant est propriétaire ou dont il a la jouissance.

§ 2. L'attestation annexée au document d'autorisation doit notamment mentionner :

- la décision d'autorisation du collège à laquelle elle se rapporte
- les numéros d'immatriculation respectifs des véhicules autorisés, en ce compris les véhicules de réserve, et les numéros d'identification correspondants

Art. 43. § 1^{er}. Dans le cadre d'une décision de refus d'autorisation, le collège transmet immédiatement, par toute voie utile, sa décision à l'exploitant et en adresse une copie aux services du Gouvernement pour information.

§ 2. Dans ce cas ou en cas d'absence de décision du Collège dans les trois mois à dater de l'accusé de réception, le demandeur a la possibilité d'introduire un recours auprès du Gouvernement. Ce recours doit être notifié selon les cas, dans les quinze jours de la notification du refus ou dans les quinze jours de la date d'expiration du délai de trois mois qui suit la réception de l'accusé de réception. Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

Sous-section 2. — Demande de renouvellement d'une autorisation

Art. 44. Outre les mentions devant figurer dans la demande d'autorisation avec précision des véhicules pour lesquels le renouvellement est sollicité, en ce compris les véhicules de réserve, la demande de renouvellement doit être accompagnée à peine d'irrecevabilité des documents suivants :

- 1° un nouvel extrait de casier judiciaire de modèle 1 ne datant pas de plus de trois mois justifiant la moralité de l'exploitant;
- 2° la preuve de ce que le demandeur est toujours propriétaire des véhicules ou, le cas échéant, respectent les échéances de paiement dans le cadre des contrats de vente à tempérament, location financement ou location vente;
- 3° la preuve de ce que le demandeur a été et demeure en règle de cotisations sociales relatives au personnel occupé dans son entreprise ou pour lui-même;
- 4° la preuve que l'exploitant n'accuse aucun retard de plus de six mois en matière de paiements de taxes ou impôts liés à l'exploitation de son service,
- 5° une copie de l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que chaque véhicule utilisé dans le cadre de l'exploitation est assuré pour du transport rémunéré de personnes et des cartes vertes en cours de validité, y compris pour les véhicules de réserve éventuels;
- 6° la preuve que les véhicules utilisés dans le cadre de l'exploitation, y compris les véhicules de réserve, sont en ordre de contrôle technique;
- 7° la copie du certificat de l'immatriculation des véhicules utilisés dans le cadre de l'exploitation, y compris des véhicules de réserve.

Art. 45. La demande de renouvellement d'autorisation est introduite et instruite selon la procédure fixée aux articles 39 à 43.

Elle doit être introduite neuf mois au plus tôt et six mois au plus tard avant l'expiration de l'autorisation en cours.

Sous-section 3. — Demande d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement

Art. 46. Les demandes d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement au sens de l'article 9 du décret sont introduites en cours d'exploitation et contiennent les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur au sens de l'article 37, 1°;
- 2° les éléments d'identification, le nom du propriétaire et le numéro d'immatriculation du véhicule temporairement endommagé ou hors service;
- 3° les éléments d'identification et le numéro d'immatriculation du véhicule qui sera utilisé en remplacement;
- 4° la durée pour laquelle est sollicitée l'autorisation de remplacement;
- 5° le motif précis de l'immobilisation temporaire du véhicule habituellement exploité;
- 6° l'indication du lieu où le véhicule immobilisé peut être inspecté.

Art. 47. Les demandes d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement datées, signées par l'exploitant ou, s'il s'agit d'une personne morale, par une personne chargée de la gestion journalière, et accompagnées de leurs annexes sont adressées au collège par toute voie utile.

Le collège vérifie que la demande est complète et correcte. Il peut, le cas échéant, réclamer les documents manquants et faire compléter les mentions insuffisantes de la demande ou de ses annexes. Il peut également demander à l'exploitant de présenter le véhicule.

Art. 48. Le collège notifie à l'exploitant sa décision dans les huit jours de la réception d'une demande d'autorisation complète.

Si aucune décision n'est notifiée à l'exploitant dans le délai visé à l'alinéa précédent, celui-ci peut utiliser son véhicule de remplacement conformément à sa demande.

Sous-section 4. — Demande d'autorisation de disposer d'un véhicule de réserve

Art. 49. Les demandes d'autorisation de disposer d'un véhicule de réserve au sens de l'article 10 du décret sont introduites soit en même temps que la demande d'autorisation d'exploiter soit en cours d'exploitation. Dans ce dernier cas, la demande d'autorisation contient les mentions et annexe suivantes :

- 1° l'identité complète du demandeur au sens de l'article 37, 1°;
- 2° une copie de l'autorisation d'exploiter;
- 3° une copie de la facture d'achat du véhicule de réserve ou, le cas échéant, du contrat de vente à tempérament, de location financement ou de location vente y relatif;
- 4° une copie des documents relatifs au véhicule énoncés à l'article 38, 5°, si l'exploitant en a déjà la disposition.

Art. 50. Les demandes d'autorisation de disposer d'un véhicule de réserve en cours d'exploitation sont introduites et instruites selon la procédure définie aux articles 39 à 43.

Section 2. — Limitation du nombre de taxis autorisés dans une commune

Art. 51. § 1^{er}. Le nombre de taxis autorisés dans une commune est limité à un taxi pour 2 500 habitants.

§ 2. Lorsque la norme est atteinte, le collège dresse une liste d'attente sur laquelle sont inscrits le nom ou raison sociale et adresse des exploitants demandeurs.

§ 3. La commune peut établir, par voie de règlement, des critères de choix objectifs dans le cadre de la sélection des candidats.

A défaut, la sélection s'établit dans l'ordre chronologique de la réception des demandes.

Art. 52. Par dérogation à l'article 51, § 1^{er}, le Gouvernement peut, sur demande motivée d'une commune, revoir cette norme à la hausse ou à la baisse et fixer un autre chiffre pour cette commune pour l'un des motifs suivants :

- 1° inadéquation évidente entre l'offre et la demande et circonstances suscitant un trafic exceptionnel de manière permanente notamment par la présence, sur le territoire de la commune, d'un aéroport, d'un port, d'une gare, d'un site touristique, d'une zone d'activité économique, d'un hôpital, d'un centre universitaire;
- 2° impossibilité d'aménager des zones de stationnement pour taxis supplémentaires.

Art. 53. Dans sa décision, le Gouvernement tiendra au moins compte du taux d'occupation moyen des véhicules de taxis déjà autorisés. Pour calculer ce taux d'occupation moyen, il ne peut être tenu compte que des courses de taxis dont le point de départ ou le point de destination se situe dans la commune.

CHAPITRE III. — Stationnement

Art. 54. Les taxis peuvent occuper n'importe quel point de stationnement libre sur la voie publique réservé aux taxis au sens de l'article 1^{er}, 1^o, 3^e alinéa du décret.

Lorsque tous les emplacements sont occupés, le véhicule doit être conduit vers un autre endroit de stationnement dont un emplacement est libre.

Art. 55. Le véhicule ne peut occuper les emplacements autorisés que lorsqu'il est en service. Son conducteur doit pouvoir le déplacer à tout moment pour suivre son tour dans la file ou à la requête d'un agent qualifié.

Art. 56. Aux lieux de stationnement, les véhicules doivent rester alignés ou groupés sans gêner la sécurité ou la commodité du passage.

Art. 57. Lorsqu'un voyageur ne choisit pas expressément un autre taxi, c'est le chauffeur qui tient la tête de la file qui exécute la course.

Art. 58. La commune veille à prévoir des emplacements réservés aux taxis en nombre suffisant au regard des véhicules autorisés.

CHAPITRE IV. — Cessation d'activité

Art. 59. En cas de cessation définitive d'activité, les exploitants sont tenus, dans les huit jours ouvrables, d'en aviser la commune et y déposer, pour chaque véhicule, la plaque visée à l'article 25, si celle-ci lui a été délivrée par l'administration communale, ainsi que les documents d'autorisation.

La plaque d'immatriculation de chaque véhicule doit être restituée dans les mêmes délais à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V.

Art. 60. La commune est tenue d'informer les services du Gouvernement de la cessation d'activité de l'exploitant dans le mois du dépôt des pièces visées à l'article 59.

TITRE 3. — Les services de location de voitures avec chauffeur

CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'exploitation

Section 1^{re}. — Dispositions relatives aux exploitants

Art. 61. Nul ne peut exercer la profession d'exploitant d'un service de location de voitures avec chauffeur s'il ne satisfait pas aux conditions de moralité, de solvabilité et de qualification professionnelle requises conformément aux articles 3 à 5.

Lorsque l'exploitation est assurée par une personne morale, les conditions de moralité et de qualification professionnelle doivent être remplies par la personne chargée de la gestion journalière dans les conditions prévues par le décret.

Art. 62. Les exploitants ne peuvent engager ou laisser circuler des chauffeurs qui ne sont pas titulaires des documents énoncés à l'article 11, 1^o à 5^o, et sont tenus de vérifier le respect des conditions de moralité et de qualification professionnelle par ceux-ci.

Art. 63. § 1^{er}. Les exploitants ne peuvent mettre une voiture de location avec chauffeur en service qu'au bénéfice d'une personne physique ou morale déterminée en vertu d'un contrat écrit conclu au plus tard au moment de la prise en charge, numéroté dans l'ordre de conclusion des contrats et contenant au moins toutes les mentions reprises au modèle figurant à l'annexe 6 du présent arrêté.

§ 2. Le contrat original doit se trouver au siège d'exploitation et une copie à bord du véhicule lorsque la signature précède la prise en charge des passagers; dans les autres cas, l'original du contrat se trouve à bord du véhicule.

§ 3. Par dérogation au § 2, si le contrat de location porte sur des prestations effectuées sur une longue durée, une attestation signée par les deux parties certifiant l'existence d'un contrat à consulter au siège d'exploitation suffit à bord du véhicule.

Art. 64. Les exploitants doivent tenir au siège de leur entreprise un recueil des contrats de location dans l'ordre chronologique de leur conclusion ainsi qu'un registre reprenant au jour le jour les mentions principales relatives à toutes les locations de voiture avec chauffeur, en mentionnant la date et l'heure de la commande ainsi que le numéro, l'objet précis du contrat de location et son prix.

Ces documents doivent être conservés pendant trois ans.

Art. 65. L'exploitant est tenu de notifier aux services du Gouvernement, dans un délai de dix jours, tout changement de domicile, de siège d'exploitation ou de siège social, ainsi que tout changement de véhicule.

Section 2. — Dispositions relatives aux chauffeurs

Art. 66. Les chauffeurs doivent répondre en permanence aux conditions de moralité requises conformément à l'article 9.

Art. 67. Les chauffeurs doivent répondre en permanence aux conditions de qualification professionnelle requises en étant titulaire des documents repris à l'article 11, 1^o à 5, et en se conformant à l'article 16 du présent arrêté.

Art. 68. Les chauffeurs sont tenus de présenter annuellement à l'exploitant un nouvel extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document correspondant, ainsi que la copie du certificat de sélection médicale ou de l'attestation d'aptitude délivrés en application des articles 84

et suivants de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire en cours de validité sauf si une mention y relative figure sur le permis de conduire du chauffeur, auquel cas celui-ci doit être produit.

Art. 69. Les personnes ayant exercé irrégulièrement le métier de chauffeur sur le territoire de la Région sans être titulaires des documents requis ou possédant des documents périmés ou non-conformes se verront refuser, après constat par un procès verbal établi par un fonctionnaire de police ou par un inspecteur des services du Gouvernement, toute possibilité d'exercer cette profession pendant une durée de six mois à compter de la date du procès-verbal constatant l'infraction.

Art. 70. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs doivent être en possession des documents énoncés à l'article 11, 1° à 3°.

Art. 71. Conformément à l'article 19, § 1^{er}, 5°, du décret, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière indiquant notamment, en caractères indélébiles :

- 1° l'identité de l'exploitant, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule, le numéro d'identification du véhicule et la date d'utilisation;
- 2° l'index kilométrique du tableau de bord au début du service;
- 3° l'heure du commencement du service du chauffeur et, pour les salariés, l'heure prévue de la fin de son service;
- 4° les numéros d'ordre des courses;
- 5° les index kilométriques tels qu'ils figurent au tableau de bord à l'embarquement et au débarquement des clients;
- 6° les lieux et heures d'embarquement et débarquement;
- 7° les interruptions de service;
- 8° les index kilométriques du tableau de bord à la fin du service;
- 9° le numéro du contrat ou des différents contrats relatifs à chaque trajet effectué.

Les indications sub 1° à 3° doivent être inscrites avant que le chauffeur ne commence son service.

Les autres indications doivent être inscrites au plus tard à la fin de chaque course.

Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route.

Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées par véhicule et par date.

Art. 72. A la fin de l'exécution de chaque contrat de location, les chauffeurs sont tenus de reconduire le véhicule directement et par la voie la plus rapide au siège social ou à l'un des sièges d'exploitation de l'entreprise.

Section 3. — Dispositions relatives aux véhicules

Art. 73. § 1^{er}. Les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur doivent en permanence être en bon état et présenter toutes les conditions de qualité, de commodité et de propreté nécessaires, tant en ce qui concerne la carrosserie que l'habitacle, détaillées comme suit :

- 1° l'ouverture et la fermeture des portières, du coffre et du capot doivent se faire sans difficulté;
- 2° les vitres des portières doivent pouvoir être ouvertes et fermées facilement;
- 3° le coffre du véhicule ne peut être encombrés d'objets quelconques susceptibles d'empêcher le dépôt des bagages des passagers; il doit être tenu constamment en parfait état de propreté afin de ne pas souiller ces bagages;
- 4° les véhicules ne peuvent présenter des traces d'accident ou de rouille, leur donnant un aspect négligé; la peinture du véhicule ne peut être écaillée ou enlevée à quelque endroit que ce soit. Elle ne peut présenter des retouches d'une autre couleur que celles du véhicule;
- 5° les sièges ne peuvent être défoncés, la garniture des sièges ne peut être déchirée, ni présenter des traces de saleté;
- 6° le véhicule en mouvement ne peut produire des bruits ou vibrations anormaux;
- 7° ni papier ni déchet quelconque ne peuvent traîner à l'intérieur du véhicule;
- 8° les voitures doivent être aérées régulièrement de façon à ce qu'aucune odeur désagréable ne soit perceptible à l'intérieur de l'habitacle.

§ 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de location de voiture avec chauffeur est fixée à sept ans.

Art. 74. Tout véhicule affecté à l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur doit porter à l'avant droit et à l'arrière une vignette d'identification circulaire délivrée par les services du Gouvernement devant être clairement visible de l'extérieur en permanence sur laquelle figure le sigle « LVC » et le numéro d'identification attribué par le Gouvernement, conformément au modèle figurant à l'annexe 7 du présent arrêté.

Le numéro de cette vignette doit être reproduit à l'intérieur du véhicule, en un endroit clairement visible des usagers.

Art. 75. Tout véhicule affecté à un service de location de voitures avec chauffeur doit impérativement porter une plaque d'immatriculation reprenant les sigles « TX », au sens de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Dès qu'un véhicule n'est plus utilisé dans le cadre de l'exploitation du service, l'exploitant est tenu, dans les huit jours ouvrables, de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé DIV et d'en informer les services du Gouvernement.

Art. 76. Tout véhicule en service doit avoir à son bord au moins les documents suivants :

- 1° une copie du document d'autorisation d'exploiter et de l'attestation y annexée délivrés par les services du Gouvernement conformément à l'article 81, § 2;
- 2° l'original ou une copie du contrat de location du véhicule ou l'attestation certifiant l'existence du contrat lorsque celui porte sur des prestations effectuées sur une longue durée;

- 3° la feuille de route journalière relative aux déplacements du véhicule reprise à l'article 71;
- 4° une copie de la réglementation relative aux services de taxis et de location de voiture avec chauffeur;
- 5° l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4° confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes.

Art. 77. Les véhicules de remplacement visés à l'article 23 du décret doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° respecter les exigences imposées pour assurer un service de location de voitures avec chauffeur reprises à l'article 73;
- 2° être munis à l'extérieur, d'une part à l'avant-droit, de la vignette d'identification du véhicule auquel il se substitue et d'autre part, à l'avant-gauche, d'une vignette portant la mention « REMPLACEMENT », selon le modèle figurant à l'annexe 8 du présent arrêté;
- 3° avoir à leur bord, outre les documents requis pour exercer un service de location de voitures avec chauffeur, les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule de remplacement;
- 4° avoir à leur bord l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes.

CHAPITRE II. — Autorisations

Section 1^{re}. — Demande d'autorisation d'exploiter

Art. 78. Toute demande d'autorisation d'exploiter un service de location de voitures avec chauffeur prévue à l'article 18 du décret mentionne à peine d'irrecevabilité :

- 1° l'identité complète du demandeur au sens de l'article 37, 1°;
- 2° le nombre de véhicules pour lesquels l'autorisation est sollicitée;
- 3° les caractéristiques générales des véhicules à utiliser;
- 4° le siège d'exploitation visé à l'article 29 du décret.

Art. 79. La demande d'autorisation doit être accompagnée des documents repris à l'article 38.

Art. 80. La demande d'autorisation d'exploiter datée et signée par l'exploitant ou par une personne chargée de la gestion journalière, s'il s'agit d'une personne morale, et accompagnée de ses annexes est adressée aux services du Gouvernement par toute voie utile.

Ceux-ci vérifient que la demande est complète et adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

Art. 81. § 1^{er}. Le Gouvernement notifie sa décision par toute voie utile au demandeur dans les trente jours à dater de l'accusé de réception d'un dossier complet.

§ 2. En cas d'autorisation, le Gouvernement délivre l'autorisation à l'exploitant sous réserve de produire dans les deux mois les documents énoncés à l'article 38, 5°, non joints à la demande.

La mise en circulation effective des véhicules ne sera autorisée qu'après réception de l'ensemble de ces documents et délivrance de l'autorisation visée à l'alinéa 3.

Dès réception des documents exigés à l'article 38, 5°, les services du Gouvernement délivrent à l'exploitant une attestation datée et signée confirmant la production des documents conformes et la vignette d'identification circulaire visée à l'article 74 pour chaque véhicule autorisé.

L'attestation doit en tout état de cause être annexée au document d'autorisation.

A défaut pour l'exploitant de transmettre ces documents dans le délai ou de produire des documents conformes, l'autorisation du Gouvernement devient automatiquement caduque.

Section 2. — Demande de renouvellement d'autorisation

Art. 82. Outre les mentions devant figurer dans la demande d'autorisation avec précision des véhicules pour lesquels le renouvellement est sollicité, la demande de renouvellement doit être accompagnée à peine d'irrecevabilité des documents visés à l'article 44.

Art. 83. La demande de renouvellement d'autorisation est introduite et instruite selon la procédure fixée aux articles 80 et 81.

Elle doit être introduite neuf mois au plus tôt et six mois au plus tard avant l'expiration de l'autorisation en cours.

Section 3. — Demande d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement

Art. 84. Les demandes d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement au sens de l'article 23, § 2, du décret sont introduites en cours d'exploitation et contiennent les mentions et annexes reprises à l'article 46.

Art. 85. Les demandes d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement datées, signées par l'exploitant ou, s'il s'agit d'une personne morale, par une personne chargée de la gestion journalière et accompagnées de leurs annexes sont adressées aux services du Gouvernement par toute voie utile.

Les services du Gouvernement vérifient que la demande est complète et correcte. Ils peuvent, le cas échéant, réclamer les documents manquants et faire compléter les mentions insuffisantes de la demande ou de ses annexes. Ils peuvent également demander à l'exploitant de présenter les véhicules.

Art. 86. Le Gouvernement notifie sa décision dans les huit jours de la réception d'une demande d'autorisation complète.

Si aucune décision n'est notifiée à l'exploitant dans le délai visé à l'alinéa précédent, celui-ci peut utiliser son véhicule de remplacement conformément à sa demande.

CHAPITRE III. — Stationnement

Art. 87. Les véhicules utilisés pour l'exploitation d'un service de location de voitures avec chauffeur ne peuvent stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public que s'ils sont en service pour avoir fait l'objet d'une location préalable au siège de l'entreprise et dont le contrat est en cours d'exécution.

CHAPITRE IV. — *Cessation d'activité*

Art. 88. En cas de cessation définitive d'activité, les exploitants sont tenus, dans les huit jours ouvrables, d'en aviser les services du Gouvernement et d'y déposer, pour chaque véhicule, la vignette visée à l'article 74 ainsi que les documents d'autorisation.

La plaque d'immatriculation de chaque véhicule doit être restituée dans les mêmes délais à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé DIV.

TITRE 4. — Les services de taxis collectifsCHAPITRE I^{er}. — *Conditions d'exploitation**Section 1^{re}. — Dispositions relatives aux exploitants*

Art. 89. Nul ne peut exercer la profession d'exploitant d'un service de taxis collectifs s'il ne satisfait pas aux conditions de moralité, de solvabilité et de qualification professionnelle requises conformément aux articles 3 à 5.

Lorsque l'exploitation est assurée par une personne morale, les conditions de moralité et de qualification professionnelle doivent être remplies par la personne chargée de la gestion journalière.

Art. 90. Les exploitants ne peuvent engager ou laisser circuler des chauffeurs qui ne sont pas titulaires des documents énoncés à l'article 11, 1^o à 5^o et sont tenus de vérifier le respect des conditions de moralité et de qualification professionnelle par ceux-ci.

Art. 91. § 1^{er}. Les exploitants ne peuvent effectuer un service de taxis collectifs qu'en vertu d'un bon de commande confirmant la réservation d'une place, numéroté dans l'ordre de leur conclusion et contenant les mentions reprises au modèle figurant à l'annexe 9 du présent arrêté

§ 2. Le bon de commande original doit se trouver soit à bord du véhicule soit au siège d'exploitation avec une copie à bord du véhicule.

Art. 92. Les exploitants doivent tenir au siège de leur entreprise un recueil des bons de commandes dans l'ordre chronologique de leur conclusion ainsi qu'un registre reprenant au jour le jour les mentions principales relatives à toutes les commandes, en mentionnant la date et l'heure de la commande, son numéro et son prix.

Ces documents doivent être conservés pendant trois ans.

Art. 93. L'exploitant est tenu de notifier aux services du Gouvernement, dans un délai de dix jours, tout changement de domicile, de siège d'exploitation ou de siège social, ainsi que tout changement de véhicule.

Section 2. — Dispositions relatives aux chauffeurs

Art. 94. Les chauffeurs doivent répondre en permanence aux conditions de moralité et de qualification professionnelle requises conformément aux articles 66 à 69.

Art. 95. Lorsqu'ils sont en service, les chauffeurs doivent être en possession des documents énoncés à l'article 11, 1^o à 3^o.

Art. 96. Conformément à l'article 31, § 1^{er}, 3^o, du décret, les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière indiquant notamment, en caractères indélébiles les mentions reprises à l'article 71.

Le véhicule peut être équipé d'un appareil périphérique permettant d'établir électroniquement une feuille de route.

Les feuilles de route doivent être conservées au siège social de l'exploitant pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées par véhicule et par date.

Art. 97. Les chauffeurs sont tenus de respecter les obligations reprises à l'article 19, 2^o à 9^o.

Art. 98. Le chauffeur qui effectue une course collective choisit lui-même la route la plus appropriée et la plus rapide en fonction des destinations respectives.

Toutefois, le chauffeur ne peut assurer une desserte entre deux ou plusieurs points d'une ligne régulière d'autobus que si un accord de partenariat a été conclu avec une des sociétés d'exploitation instituées par le décret du Conseil régional wallon du 21 décembre 1989 relatif aux services de transport public de personnes en Région wallonne.

Art. 99. A la fin de l'exécution de chaque course collective, les chauffeurs sont tenus de reconduire le véhicule directement et par la voie la plus rapide au siège social ou à l'un des sièges d'exploitation de l'entreprise.

Art. 100. Les dispositions relatives aux chauffeurs reprises à l'article 22 sont applicables aux services de taxis collectifs.

Art. 101. Les interdictions relatives aux chauffeurs de taxis énumérées à l'article 23, 1^o, 3^o, 4^o, 5^o et 6^o sont applicables aux chauffeurs de taxis collectifs.

Section 3. — Dispositions relatives aux véhicules

Art. 102. § 1^{er}. Les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis collectifs doivent en permanence être en bon état et présenter toutes les conditions de qualité, de commodité et de propreté nécessaires, tant en ce qui concerne la carrosserie que l'habitacle.

§ 2. La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis collectifs est fixée à sept ans.

Art. 103. Tout véhicule affecté à l'exploitation d'un service de taxis collectifs doit porter à l'avant-droit et à l'arrière une vignette d'identification circulaire délivrée par les services du Gouvernement devant être clairement visible de l'extérieur en permanence sur laquelle figure le sigle « TC » et le numéro d'identification attribué par le Gouvernement, conformément au modèle figurant à l'annexe 10 du présent arrêté.

Le numéro de cette vignette doit être reproduit à l'intérieur du véhicule, en un endroit clairement visible des usagers.

Art. 104. Tout véhicule affecté à un service de taxis collectifs doit impérativement porter une plaque d'immatriculation reprenant les sigles « TX », au sens de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules.

Dès qu'un véhicule n'est plus utilisé dans le cadre de l'exploitation du service, l'exploitant est tenu, dans les huit jours ouvrables, de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V. et d'en informer les services du Gouvernement.

Art. 105. Tout véhicule en service doit avoir à son bord au moins les documents suivants :

- 1° une copie du document d'autorisation d'exploiter et de l'attestation y annexée délivrés par les services du Gouvernement conformément à l'article 81, § 2;
- 2° l'original ou une copie du bon de commande pour chacun des passagers;
- 3° la feuille de route journalière relative aux déplacements du véhicule reprise à l'article 71;
- 4° une copie de la réglementation relative aux services de taxis et de locations de voitures avec chauffeur;
- 5° l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes.

Art. 106. Les véhicules de remplacement visés à l'article 23 du décret doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° respecter les exigences imposées pour assurer un service de taxis collectifs conformément à l'article 102;
- 2° être munis à l'extérieur, d'une part à l'avant-droit, de la vignette d'identification du véhicule auquel il se substitue et d'autre part, à l'avant-gauche, d'une vignette portant la mention « REMPLACEMENT » selon le modèle figurant à l'annexe 8 du présent arrêté;
- 3° avoir à leur bord, outre les documents requis pour exercer un service de taxis collectifs, les documents d'autorisation relatifs à l'utilisation du véhicule de remplacement;
- 4° avoir à leur bord une copie de l'attestation de l'assureur visée à l'article 27, 4°, confirmant que le véhicule est assuré pour du transport rémunéré de personnes.

Section 4. — Dispositions relatives aux voyageurs

Art. 107. Les interdictions aux voyageurs visées à l'article 36 sont applicables aux services de taxis collectifs.

CHAPITRE II. — *Autorisations*

Section 1^{re}. — Demande d'autorisation d'exploiter

Art. 108. Toute demande d'autorisation d'exploiter un service de taxis collectifs, doit être adressée sur base d'un formulaire dont le modèle est repris à l'annexe 11 du présent arrêté.

Art. 109. Le formulaire doit être accompagné des documents repris à l'article 38.

Art. 110. La demande d'autorisation via le formulaire est introduite et instruite selon la procédure fixée aux articles 80 et 81.

Section 2. — Demande de renouvellement d'autorisation

Art. 111. Toute demande de renouvellement d'autorisation doit être adressée via le formulaire visé à l'article 109.

Art. 112. Le formulaire doit être accompagné des documents repris à l'article 44.

Art. 113. La demande de renouvellement d'autorisation est introduite et instruite selon la procédure fixée à l'article 80 et 81.

Elle doit être introduite neuf mois au plus tôt et six mois au plus tard avant l'expiration de l'autorisation en cours.

Section 3. — Demande d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement

Art. 114. Toute demande d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement est introduite en cours d'exploitation et doit contenir les mentions et annexes reprises à l'article 46.

Art. 115. Les demandes d'autorisation d'utiliser un véhicule de remplacement sont introduites et instruites selon la procédure fixée aux articles 85 et 86.

CHAPITRE III. — *Stationnement*

Art. 116. Les véhicules utilisés pour l'exploitation d'un service de taxis collectifs ne peuvent stationner sur la voie publique ou sur une voie privée accessible au public que s'ils sont en service pour avoir fait l'objet d'une commande en cours d'exécution.

CHAPITRE IV. — *Cessation d'activité*

Art. 117. En cas de cessation définitive d'activité, les exploitants sont tenus, dans les huit jours ouvrables, d'en aviser les services du Gouvernement et d'y déposer, pour chaque véhicule, la vignette visée à l'article 103 ainsi que les documents d'autorisation.

La plaque d'immatriculation de chaque véhicule, doit être restituée dans les mêmes délais à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V.

TITRE 5. — Les services de transport d'intérêt général

CHAPITRE I^{er}. — *Agrément*

Art. 118. Sont agréés d'office pour assurer un service de transport d'intérêt général au sens de l'article 1^{er}, 4° du décret :

- 1° les communes, y compris lorsqu'elles agissent conformément à une convention visée à l'article L1512-1 CDLD;
- 2° les centres publics d'action sociale (C.P.A.S.);
- 3° les régies communales autonomes;
- 4° les associations de projet entre communes;
- 5° les intercommunales;
- 6° les associations régies par le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociales;

- 7° les mutualités telles qu'organisées par la Loi du 06 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;
- 8° les associations sans but lucratif, pour autant :
 - qu'elles poursuivent un objectif d'intérêt général;
 - qu'elles aient été fondées par une mutualité, une commune ou un C.P.A.S. ou les mandataires de la commune ou du C.P.A.S. agissant dans l'exercice de leur mandat, ou que la commune, le C.P.A.S., ou leurs mandataires agissant dans l'exercice de leur mandat en soient membres;
 - et qu'elles fonctionnent, en droit ou en fait, sous leur contrôle.

Ne sont pas visées les associations sans but lucratif qui bénéficient seulement de subventions des autorités locales ou dont certains mandataires sont membres à titre personnel, même s'ils sont membres de leurs organes.

Art. 119. Toute demande d'agrément doit contenir à peine d'irrecevabilité les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'organisme accompagnée d'une liste reprenant l'identité complète de chacun des responsables et une copie des statuts;
- 2° l'objectif d'intérêt général précis en matière de transport poursuivi par l'organisme;
- 3° les conditions tarifaires applicables au transport dans le cadre des courses du service.

Art. 120. La demande d'agrément datée et signée par la personne responsable de l'organisme accompagnée de ses annexes est adressée aux services du Gouvernement par toute voie utile.

Ceux-ci vérifient que la demande est complète et dans l'affirmative, adresse un accusé de réception au demandeur par toute voie utile.

Art. 121. Le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les trente jours de la réception d'une demande complète.

Art. 122. L'agrément est accordé pour une durée de trois ans renouvelable pour autant que les conditions d'agrément se trouvent toujours remplies.

Art. 123. L'organisme agréé s'engage à informer les services du Gouvernement de toute modification relative à son identité, ses statuts, son objectif ou ses conditions tarifaires.

Art. 124. Le Gouvernement peut décider à tout moment de suspendre ou retirer l'agrément pour défaut de l'une de ses conditions.

CHAPITRE II. — *Conditions d'exploitation*

Art. 125. Afin de justifier de sa moralité, le chauffeur doit présenter à l'organisme un extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document équivalent conformément à l'article 9, 3°.

L'organisme apprécie la moralité du chauffeur sur base du document fourni et s'en porte garant.

Les chauffeurs sont tenus de présenter annuellement à l'Organisme un nouvel leur extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de trois mois ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document correspondant.

Art. 126. Les chauffeurs doivent répondre aux conditions d'âge et d'expérience minimum de conduite fixées à l'article 16.

L'organisme est tenu de vérifier le respect de ces conditions.

Art. 127. Toute activité de transport incluse dans le champ d'application du présent titre doit faire l'objet d'une couverture assurantielle appropriée.

Cette couverture pourra être assurée par l'organisme agréé ou par le chauffeur lui-même sous réserve de vérification par l'organisme.

Art. 128. Lorsqu'ils sont en service les chauffeurs doivent être en possession des documents repris à l'article 11, 1° et 3°.

L'organisme est tenu de vérifier ces documents pour chacun de ses chauffeurs dont il se trouve responsable.

Art. 129. Les chauffeurs doivent être en possession d'une feuille de route journalière indiquant notamment, en caractères indélébiles :

- 1° l'identité de l'organisme, le nom du chauffeur, le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule et la date d'utilisation;
- 2° les index kilométriques tels qu'ils figurent au tableau de bord au départ de chaque mission jusqu'au retour;

- 3° les lieux et heures de départ et de retour de chaque mission;
- 4° le cas échéant, les sommes perçues, sinon le tarif demandé, pour chaque mission.

Les feuilles de route doivent être conservées au siège de l'organisme pendant trois ans à partir de leur date d'utilisation et doivent être classées soit par véhicule et par date, soit par chauffeur et par date.

Art. 130. Les organismes doivent tenir à leur siège un registre reprenant le relevé de chaque course et mentionnant la date et l'heure de la commande, son numéro et son prix.

Ce registre doit être conservé pendant trois ans.

Art. 131. les organismes doivent tenir un répertoire reprenant :

- les nom, prénom, qualité ou profession, domicile et numéro de téléphone de tous les chauffeurs;
- une copie de la carte d'identité, du permis de conduire et de l'extrait de casier judiciaire de modèle 1 en cours de validité de l'ensemble des chauffeurs;
- les caractéristiques générales des véhicules utilisés par les chauffeurs, leur numéro d'immatriculation et la preuve que ceux-ci sont correctement assurés.

CHAPITRE III. — Déclaration

Art. 132. Toute activité de transport d'intérêt général doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Gouvernement.

La déclaration datée et signée doit être introduite par toute voie utile auprès des services du Gouvernement et doit contenir les mentions et annexes suivantes :

- 1° l'identité complète de l'organisme au sens de l'article 37, 1°;
- 2° une attestation sur l'honneur de l'organisme indiquant :
 - qu'il effectue du transport d'intérêt général au sens de l'article 1^{er}, 4° du décret;
 - qu'il répond aux conditions exigées en vertu de la présente réglementation;
 - que l'ensemble des documents relatifs aux chauffeurs et aux véhicules repris aux articles 129 et 131 est consultable au siège de l'organisme;
- 4° le type éventuel de voyageurs visés par le service;
- 5° l'indication du prix au kilomètre ou forfaitaire défini par l'organisme dans le respect du prix maxima fixé à l'article 1, 4° du décret.

Art. 133. Les services du Gouvernement vérifient que la déclaration est complète et adresse un accusé de réception à l'organisme par toute voie utile.

Art. 134. Cette déclaration doit être renouvelée tous les trois ans auprès des services du Gouvernement.

TITRE 6. — Les sanctions

CHAPITRE I^{er}. — Suspension et retrait des autorisations

Art. 135. L'autorisation d'exploiter un service de taxis, de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs peut être suspendue pour une durée déterminée ou retirée définitivement par l'autorité compétente selon le type de service concerné pour les motifs visés aux articles 8, § 2 et 22, § 2, du décret.

Avant toute mesure de suspension temporaire ou de retrait définitif d'une autorisation, l'exploitant concerné est convoqué pour une audition préalable par l'autorité compétente. La convocation indique les griefs retenus à sa charge et l'informe qu'il peut consulter le dossier de la procédure.

La décision motivée de suspension temporaire ou de retrait définitif de l'autorisation est notifiée à l'exploitant concerné par toute voie utile avec accusé de réception dans les dix jours de l'audition.

Passé ce délai, l'autorité est réputée renoncer définitivement à toute suspension ou tout retrait fondé sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

Dans les huit jours de la notification de la décision de suspension ou de retrait, l'exploitant est tenu de restituer à l'autorité compétente :

- les documents d'autorisation;
- pour les véhicules affectés à un service de taxis, la plaque visée à l'article 25, si celle-ci a été délivrée par l'administration communale et, pour les véhicules affectés à un service de location de voitures avec chauffeur ou de taxis collectifs, la vignette d'identification visée aux articles 74 et 103.

Dans les huit jours de la notification d'une décision de retrait définitif, l'exploitant est tenu de restituer la plaque d'immatriculation à la Direction de l'Immatriculation des Véhicules, en abrégé D.I.V..

Art. 136. Toute décision motivée du collège de suspendre temporairement ou retirer définitivement l'autorisation à un exploitant d'un service de taxis doit être immédiatement communiquée aux services du Gouvernement.

Art. 137. L'exploitant d'un service de taxis a la possibilité d'introduire un recours contre la décision de suspension ou de retrait prise par le Collège auprès du Gouvernement.

Ce recours doit être introduit dans les quinze jours de la notification de la décision de suspension ou de retrait de l'autorisation.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

CHAPITRE II. — Amendes administratives

Art. 138. § 1^{er}. Est constitutive d'une infraction de type A, commise par un exploitant :

- 1° toute exploitation d'un service de taxis, de location de voitures avec chauffeur, de taxis collectifs sans autorisation effective délivrée par le pouvoir compétent;
- 2° toute organisation d'un service de transport d'intérêt général sans agrément et/ou déclaration;
- 3° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux exploitants;
- 4° toute infraction relative à la cessation d'activité;
- 5° toute infraction à l'article 19, § 1^{er}, 3°, 4°, 7°, du décret et à l'article 31, § 1^{er}, 2°, du décret.

§ 2. Est constitutive d'une infraction de type B, commise par un chauffeur :

- 1° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux chauffeurs;
- 2° toute infraction relative au stationnement;
- 3° toute infraction à l'article 19, § 1^{er}, 5°, du décret et à l'article 31, § 1^{er}, 3°, du décret.

§ 3. Est constitutive d'une infraction de type C, commise selon le cas, soit par l'exploitant, soit par le chauffeur :

- 1° toute infraction aux conditions d'exploitation relatives aux véhicules;
- 2° à l'article 19, § 1^{er}, 2°, 6°, 8°, 9° et 10°, du décret et à l'article 31, § 1^{er}, 4°, 5° et 6°, du décret.

§ 4. Est constitutive d'une infraction de type D, toute infraction commise par un voyageur aux conditions d'exploitation relatives aux voyageurs.

Art. 139. § 1^{er}. Sont punis d'une amende administrative de 500 euros, ceux qui commettent une infraction de type A prévue à l'article 138, § 1^{er}, 1° et d'une amende administrative de 300 euros, ceux qui commettent une amende administrative de type A prévue à l'article 132, § 1^{er}, 2° à 5°.

§ 2. Sont punis d'une amende administrative de 100 euros, ceux qui commettent une infraction de type B prévue à l'article 138, § 2.

§ 3. Sont punis d'une amende administrative de 150 euros, ceux qui commettent une infraction de type C prévue à l'article 138, § 3.

§ 4. Sont punis d'une amende administrative de 50 euros, ceux qui commettent une infraction de type D prévue à l'article 138, § 4.

Art. 140. En cas de récidive, le montant de l'amende administrative fixé à l'article 139 est doublé, sans préjudice de l'article 39 du décret.

Art. 141. Les faits sanctionnés à l'article 139 sont constatés dans un procès-verbal par un fonctionnaire de police ou par un inspecteur des services du Gouvernement dont une copie est remise sur le champ au contrevenant.

Art. 142. § 1^{er}. Le procès-verbal est transmis au fonctionnaire délégué désigné par le Gouvernement.

§ 2. La sanction administrative est imposée par le fonctionnaire délégué

§ 3. Préalablement à la fixation d'une amende administrative et dans les trente jours calendrier du constat visé à l'article 141, le fonctionnaire délégué informe la personne concernée par lettre recommandée à la poste.

La lettre recommandée contient les éléments suivants :

- 1° la mention du ou des griefs retenus;
- 2° le montant de l'amende envisagée;
- 3° le fait que, dans les vingt jours de la notification de la lettre recommandée, le contrevenant a la possibilité d'exposer par écrit ses moyens de défense et de demander d'être entendu par le fonctionnaire délégué afin de présenter oralement sa défense; si le contrevenant souhaite être entendu et se faire accompagner ou représenter par un tiers, il doit joindre copie de la carte d'identité dudit tiers à sa demande d'audition, sauf si ce tiers a la qualité d'avocat;
- 4° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté.

Le fonctionnaire délégué précise, le cas échéant, le jour où l'intéressé est invité à exposer oralement sa défense.

§ 4. L'audition se déroule au plus tard soixante jours ouvrables après l'envoi de la lettre recommandée visée au § 3. Le fonctionnaire délégué dresse un procès-verbal de l'audition, et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y ait consigné ses observations.

Art. 143. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué fixe le montant de l'amende administrative par une décision motivée et en informe la personne concernée dans les soixante jours de la notification de la lettre recommandée au contrevenant ou, en cas de demande d'audition, dans les soixante jours de la date à laquelle le contrevenant ou son représentant a été ou aurait dû être auditionné. Passé ce délai, le fonctionnaire délégué est réputé renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

§ 2. La décision est notifiée au contrevenant par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception.

§ 3. La décision indique l'intitulé et le numéro de compte auquel le paiement doit être effectué.

§ 4. Le contrevenant procède, dans le mois de la notification de la décision, au paiement du montant réclamé.

§ 5. En cas de défaut de paiement dans le délai prévu au § 4, le fonctionnaire délégué délivre une contrainte dans les soixante jours de l'expiration dudit délai et déclare celle-ci exécutoire et la notifie au contrevenant par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 144. La notification de la décision du fonctionnaire délégué d'infliger une amende administrative fait mention de la possibilité de recours auprès du Tribunal de Police et du délai dans lequel le recours peut être exercé, conformément à l'article 39, § 3, du décret.

Art. 145. Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales entamées sur la base de l'article 38 du décret, même si elles ont abouti à un non-lieu ou à un acquittement.

TITRE 7. — Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions transitoires

Art. 146. Les autorisations d'exploiter un service de taxis délivrées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les conditions d'exploitation y afférentes restent d'application jusqu'au terme de leur échéance.

Art. 147. Tous les véhicules de taxis déjà en service à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté doivent répondre à la condition d'immatriculation visée à l'article 26 lors de l'introduction par l'exploitant de sa demande de renouvellement d'autorisation.

Art. 148. Les chauffeurs disposent d'un délai de six mois pour satisfaire aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

Art. 149. Dans le cadre de l'application de l'article 51, lorsque le nombre de véhicules autorisés pour l'exploitation d'un service de taxis sur le territoire d'une commune dépasse le quota maxima, une réduction proportionnelle arrondie à l'unité supérieure devra être opérée par cette commune afin de réduire le nombre de véhicules au quota autorisé.

Cette réduction s'appliquera au terme de chaque autorisation lors de la demande de renouvellement par l'exploitant.

CHAPITRE II. — Dispositions finales

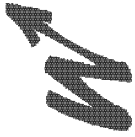
Art. 150. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 151. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE



RÉGION WALLONNE

COMMUNE DE

CERTIFICAT DE CAPACITE

N°

Nous, soussigné, certifions :

- a) que Madame/Monsieur*
 né(e) à, le, domicilié(e) à,
 a produit les documents suivants :
- 1° carte d'identité
 - 2° certificat de sélection médicale dûment validé / attestation d'aptitude
 - 3° permis de conduire
 - 4° document attestant le droit de fournir des prestations de travail en Belgique (pour les ressortissants étrangers uniquement)
 - 5° un extrait de casier judiciaire de modèle I datant de moins de trois mois (ou, pour les ressortissants étrangers, tout autre document équivalent)
 - 6° l'attestation de réussite à l'examen (pour les communes qui en organisent uniquement)
 conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.
- b) que la personne visée au point a) est habilitée à faire valoir sa capacité professionnelle dans une entreprise exploitant un service de taxis sur le territoire de notre commune.

Délivré à, le

Cachet de l'administration communale

Pour le Collège :
 Le Secrétaire communal

.....

Annexe n°2

TAXI

(Commune)

(n° d'identification)

Annexe n° 3

(à établir sur papier à en-tête de la Compagnie d'assurances et à joindre à la carte verte en cours de validité)

Attestation d'assurances pour du transport rémunéré de personnes

Nous, soussigné SOCIETE D'ASSURANCES
dont le siège est situé à :
représenté par en qualité de.....

attestons que :

° Madame/Monsieur.....
domicilié(e) à.....
ou
° La société.....
dont le siège social est établi à
ici représentée par
Madame/Monsieur.....

inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro.....

est bien titulaire d'une « assurance responsabilité civile pour effectuer du transport rémunéré de personnes » n°..... pour le véhicule suivant d'une capacité de 9 places maximum, chauffeur compris :

Catégorie et marque du véhicule	Numéro d'immatriculation	Numéro de châssis ou moteur

Période de validité: VALABLE du..... au

Fait à

Le

(Signature de l'assureur)

Annexe n° 4

RESERVE

(Commune)

(n° d'identification)

Annexe n° 5

REEMPLACEMENT

Annexe n°6

Convention de location de voitures avec chauffeur

(CACHET DE L'EXPLOITANT)

Année :
N° contrat :**ENTRE D'UNE PART :**

°Madame/Monsieur.....
domicilié(e) à.....
ou
° La société.....
dont le siège social est établi à
ici représentée par Madame/Monsieur.....

inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro.....
exploitant un service de location de véhicules avec chauffeur et titulaire d'une autorisation d'exploiter
n°.....délivrée par les services du Gouvernement wallon en date du.....,
ci-après dénommé(e) «le loueur »,

ET D'AUTRE PART :

.....(nom et adresse complète)
ci-après dénommé(e) « le client »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**Objet :**

Le loueur met à la disposition du client le (ou les) véhicule(s) suivants avec chauffeur (*) :

N° d'identification	Marque et modèle	N° immatriculation

(*) A défaut de connaissance préalable du (des) véhicule(s) affecté(s) à l'exécution du présent contrat, annexer la liste complète de l'ensemble des véhicules à disposition.

- pour la prestation unique suivante :
- début de la prestation le .../.../...à.....heures
- fin de la prestation le .../.../...à.....heures

- pour l'ensemble des prestations suivantes :
- prestation 1 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 2 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 3 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 4 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 5 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 6 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures
- prestation 7 : le.../.../...de.....heures jusqu'à.....heures

- Pour la période du.....au.....dans le cadre d'un contrat à long terme à consulter au siège de l'entreprise.

Identité du passager (facultatif) :**Prix :**

Le prix des prestations s'élève àeuros

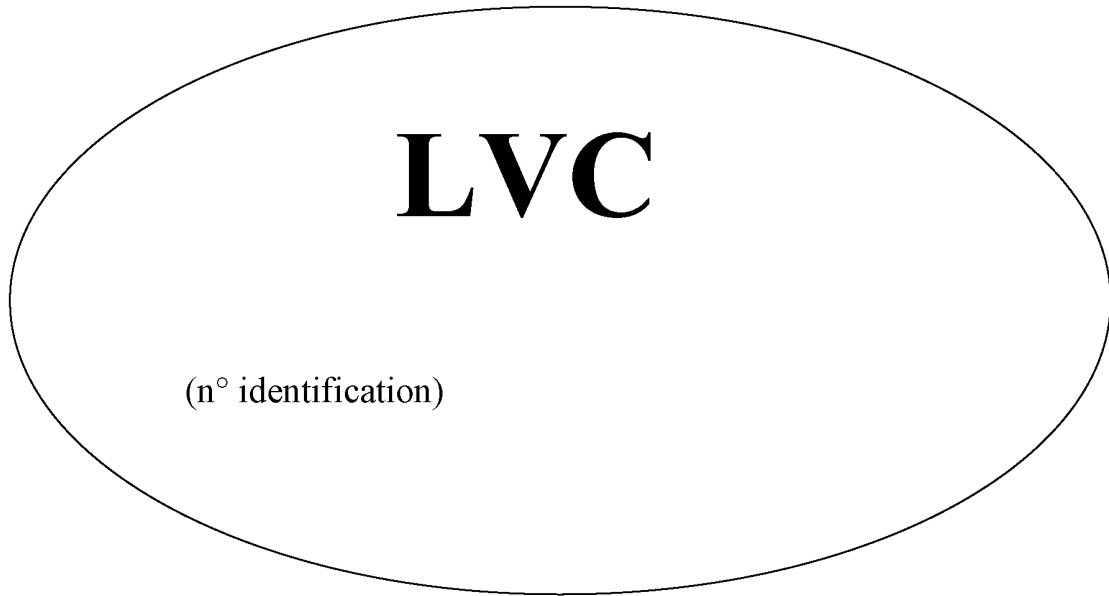
Les dispositions du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur et ses arrêtés d'exécution sont pleinement d'application.

Fait à, le .../.../....., en deux exemplaires originaux, dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire et dont l'original ou une copie doit toujours se trouver à bord du véhicule pendant toute la durée d'exécution du contrat.

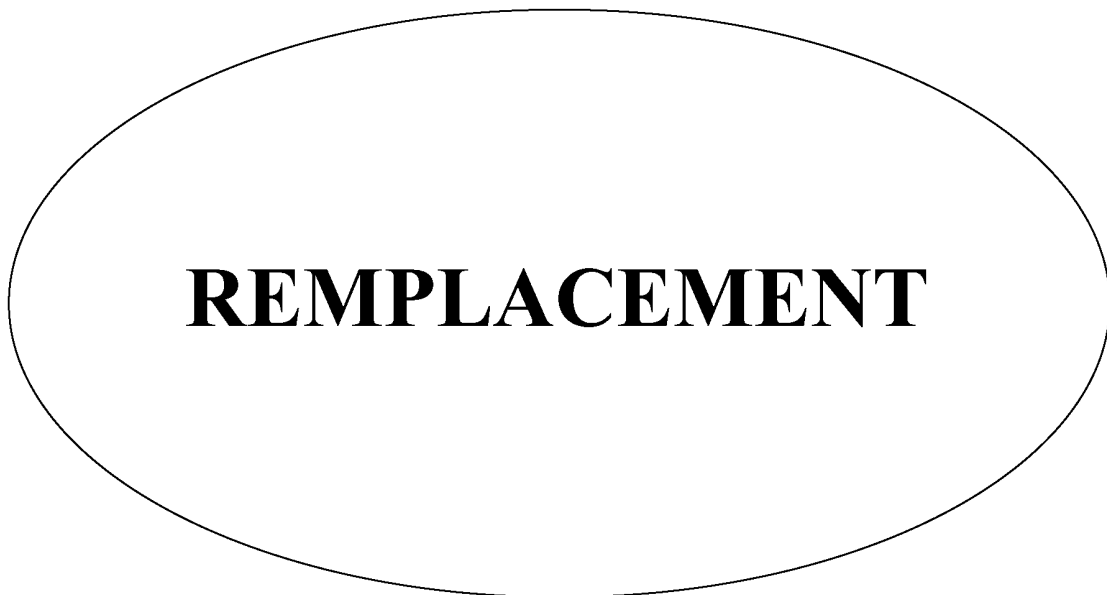
Le loueur (ou son délégué),

Le client,

Annexe n° 7



Annexe n° 8



Annexe n°9

Bon de commande d'un service de taxis collectifs

(CACHET DE L'EXPLOITANT)

Date de réservation :**N° de réservation :****Exploitant :**

Nom : Madame / Monsieur / Société.....

Adresse : domicile/siège social situé..... n°.....

code postal : localité :

inscrit(e) à la banque carrefour des entreprises sous le numéro.....

exploitant un service de taxis collectifs en vertu d'une autorisation portant le n°.....,
délivrée par les services du Gouvernement wallon en date du.....**Client :**

Nom : Madame / Monsieur / Société.....

Adresse : domicile / siège social situé..... n°.....

code postal : localité :

Tél : GSM :

Nombre de passagers : adulte : enfant(s) – 12 ans :

Service : Aller Retour Aller/Retour

	Aller	Retour
Date :		
Heure :		
Lieu de départ :		
Destination :		

Signature :

Annexe n° 10



TC

(n° identification)

Annexe n° 11

Formulaire de demande d'autorisation d'exploiter un service de taxis collectifs.

Nos références : DGO2 / DTP / TC «...» - Taxis collectifs

- Demande d'autorisation d'exploiter un service de taxis collectifs
- Demande de renouvellement de l'autorisation n°
- Demande de modification des conditions d'exploitation de l'autorisation n°

A. Renseignements relatifs à l'exploitant – détenteur du ou des véhicules :

- Nom et prénom / dénomination :
- Adresse complète du domicile / siège social :
- Adresse du siège d'exploitation (si différente de l'adresse précédente) :
- Numéro d'identification à la banque carrefour des entreprises :
- Numéro de téléphone professionnel :

B. Renseignements relatifs au donneur d'ordre éventuel (agence de voyages,...) :

- Dénomination + adresse complète :
- Partenariat avec le TEC? Oui–Non (Dans l'affirmative, annexer la convention de partenariat au présent formulaire)

C. Renseignements relatifs au service de transport :

- Type de service :
- Lieu de destination (si plusieurs lieux de destination, possibilité de joindre une liste en annexe) :

D. Renseignements relatifs au(x) véhicule(s) :

- Nombre de véhicules :
- Caractéristiques générales :

Marque**Nombre de places****n° immatriculation** (si déjà en possession du véhicule)**Date 1^{ère} mise en circulation** (si déjà en possession du véhicules)

E. Déclaration :

Je soussigné..... , exploitant, déclare que la présente demande est complète et qu'elle est sincère et véritable.

Date de la demande :

Signature :

En cas de donneur d'ordre :

Je soussigné..... , donneur d'ordre, déclare, pour ce qui me concerne, que la présente demande est complète et qu'elle est sincère et véritable.

Date de la demande :

Signature :

Annexes à joindre au présent formulaire :

- Copie de la carte d'identité de l'exploitant / copie des statuts de la personne morale et de la carte d'identité des personnes chargées de la gestion journalière
- Extrait de casier judiciaire de modèle 1 datant de moins de 3 mois
- Pièces permettant de justifier la solvabilité :
 - Copie de la facture d'achat des véhicules ou la preuve du respect des échéances de paiement dans le cadre des contrats de vente à tempérament, location financement ou location-vente.
(si vous ne possédez pas encore les véhicules, une déclaration sur l'honneur certifiant la propriété future ou le respect des échéances de paiement)
 - une attestation émanant soit de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants soit de l'ONSS conforme à l'attestation délivrée en application de l'article 90 §3 et §4 de l'AR du 08 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions de travaux publics confirmant que vous êtes en règle en matière de cotisations sociales
(en cas de premier exercice d'une activité professionnelle, une déclaration sur l'honneur certifiant l'affiliation et les versements réguliers à l'organisme en cas d'octroi d'autorisation).
- Copie de l'attestation justifiant votre qualification professionnelle
- Documents suivants relatif(s) aux véhicule(s) à utiliser dans le cadre du service de taxis collectifs :
 - copie du certificat d'immatriculation
 - copie du dernier certificat de visite au contrôle technique
 - copie de l'attestation d'assurance pour du transport rémunéré de personnes et des cartes vertes en cours de validité

Si vous ne possédez pas encore les véhicules, vous disposerez d'un délai de deux mois à compter de la délivrance de l'autorisation pour transmettre ces documents à défaut de quoi l'autorisation deviendra automatiquement caduque.

La mise en circulation effective des véhicules dans le cadre du service ne sera autorisée qu'après délivrance d'une attestation confirmant la production des documents conformes et la vignette d'identification circulaire.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3137

[C - 2009/27165]

3. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;

Aufgrund des am 31. März 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 30. April 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Dekret": das Dekret vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- 2° "Region": die Wallonische Region;
- 3° "Regierung": die Wallonische Regierung;
- 4° "Kollegium": das Gemeindegremium der Gemeinde, wo der Betreiber entweder seinen Taxidienst betreibt oder wo er vorhat, seinen Taxidienst zu betreiben;
- 5° "Rat": der Gemeinderat der Gemeinde, wo der Betreiber entweder seinen Taxidienst betreibt oder wo er vorhat, seinen Taxidienst zu betreiben;

- 6° "Betreiber": jede natürliche oder juristische Person, die einen Taxidienst, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst oder einen Sammeltaxidienst im Sinne von Artikel 1 des Dekrets betreibt bzw. zu betreiben vorhat;
- 7° "Minister": der Minister des Transportwesens;
- 8° "Dienststellen der Regierung": die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, zu deren Zuständigkeitsbereich der Transport von Personen gehört;
- 9° "Tage": Kalendertage;
- 10° "Werktag": die Gesamtheit der Kalendertage, außer den Sonntagen und den gesetzlichen Feiertagen. Wenn die in Werktagen ausgedrückte Frist an einem Samstag endet, wird sie bis zum nächsten Werktag verlängert.

TITEL 2 — Die Taxidienste

KAPITEL I — Betriebsbedingungen

Abschnitt I — Bestimmungen in Bezug auf die Betreiber

Art. 2 - Niemand darf den Beruf des Betreibers eines Taxidienstes ausüben, wenn er den in den Artikeln 3 bis 5 erwähnten Bedingungen in Sachen Sittlichkeit, Zahlungsfähigkeit und berufliche Qualifikation nicht genügt.

Wenn der Betrieb von einer juristischen Person gesichert wird, müssen die Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation von den mit der täglichen Führung unter den im Dekret vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden.

Art. 3 - Um seine Sittlichkeit zu beweisen, muss der Betreiber:

- 1° einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 vorweisen;
- 2° seit weniger als fünf Jahren keine rechtskräftige Verurteilung für eine der in Buch II, Titel III, Kapitel I bis V und Titel IX, Kapitel I und II des Strafgesetzbuches qualifizierten Straftaten in Belgien oder im Ausland erlitten haben.

Betreffend die durch ein ausländisches Gericht verkündeten Verurteilungen wird man alle Verurteilungen berücksichtigen, die eine Tat betreffen, die nach dem belgischen Gesetz eine der in der vorliegenden Bestimmung erwähnten Straftaten darstellt.

Die aufgehobenen Verurteilungen oder diejenigen, für welche der Betroffene seine Rehabilitation erhalten hat, werden nicht berücksichtigt.

Art. 4 - Um seine Zahlungsfähigkeit zu beweisen, muss der Betreiber:

- 1° Eigentümer der Fahrzeuge sein, die er bewirtschaftet, oder die Fälligkeitsfristen der Zahlungen einhalten, die er im Rahmen der Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufverträge, auf deren Grundlage er über die bewirtschafteten Fahrzeuge verfügen kann, tätigen muss. Wenn der Antragsteller noch kein Fahrzeug besitzt, wird er sich durch eine ehrenwörtliche Erklärung für das zukünftige Eigentum der Fahrzeuge oder die Einhaltung der Zahlungsfristen verpflichten.
- 2° keinen Verzug:
 - von mehr als sechs Monaten für die Zahlung von mit der Betreuung seines Dienstes verbundenen Gebühren oder Steuern haben;
 - in Sachen Sozialabgaben haben. Wenn der Antragsteller zum ersten Male eine berufliche Tätigkeit ausübt, wird er sich durch eine ehrenwörtliche Erklärung dazu verpflichten, dass die Zahlungen an die Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder an das Landesamt für soziale Sicherheit regelmäßig erfolgen werden.
- 3° über eine Haftpflichtversicherung für den bezahlten Transport von Personen verfügen, um die den beförderten Personen und Dritten bei der Verwendung seines Fahrzeugs zugefügten Schäden zu decken, und die Fristen für die Zahlungen, die er im Rahmen dieser Versicherungsverträge tätigen muss, einhalten.

Art. 5 - Um seine berufliche Qualifikation zu beweisen, muss der Betreiber Inhaber einer Bescheinigung der Dienststellen der Regierung sein, durch welche belegt wird, dass er tatsächlich an einer Ausbildung über die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen zur Organisation der Taxidienste und der im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste teilgenommen hat.

Der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits aktive Betreiber ist von dieser Ausbildung befreit.

Art. 6 - Die Betreiber dürfen Fahrer, die nicht Inhaber des gemäß den Artikeln 11 bis 14 ausgestellten Befähigungsnachweises sind, nicht einstellen bzw. fahren lassen.

Art. 7 - Der Betreiber muss der Gemeindeverwaltung innerhalb einer Frist von acht Werktagen jeden Wohnort-, Betriebssitz- oder Gesellschaftssitzwechsel sowie jeden Fahrzeugwechsel mitteilen.

Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der Fahrer

Art. 8 - Die Fahrer müssen ständig den in den Artikeln 9 bis 16 erwähnten erforderlichen Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation genügen.

Art. 9 - Um seine Sittlichkeit zu beweisen, muss der Fahrer:

- 1° einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 vorweisen oder, für die ausländischen Staatsangehörigen, jedes andere entsprechende Dokument oder den Beweis, dass sie über das Statut eines Flüchtlings verfügen.

Asylbewerber und ausländische Staatsangehörige, die seit über fünf Jahren in Belgien auf legale und ununterbrochene Weise leben, sind zulässig, wenn sie einen Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 vorlegen;

- 2° in Belgien oder im Ausland keiner der folgenden rechtskräftigen Verurteilungen ausgesetzt gewesen sein:
 - a) eine Kriminalstrafe mit oder ohne Strafaufschub;
 - b) eine korrektionale Hauptgefängnisstrafe von mehr als sechs Monaten mit oder ohne Strafaufschub;

- c) eine korrektionale Hauptgefängnisstrafe von drei bis sechs Monaten mit oder ohne Strafaufschub während der fünf Jahre vor der Ausstellung des Befähigungsnachweises oder der neuen Validierung des Letzteren;
- d) mehr als drei Verurteilungen mit oder ohne Strafaufschub wegen eines Verstoßes des dritten oder vierten Grades gegen die Straßenverkehrsordnung im Jahr vor der Ausstellung des Befähigungsnachweises oder der neuen Validierung des Letzteren;
- e) eine Verurteilung mit oder ohne Strafaufschub wegen Fahren unter alkoholischer Vergiftung, unter Alkoholeinfluss, im betrunkenen Zustand oder unter Einfluss von anderen Stoffen, die die Fahrfähigkeit beeinflussen, dies im Rahmen seiner beruflichen Tätigkeit und während des Jahres vor der Ausstellung des Befähigungsnachweises oder der neuen Validierung des Letzteren;
- f) Korrekional- bzw. Polizeistrafen, die zusammengerechnet drei Monate Hauptgefängnisstrafe mit oder ohne Strafaufschub überschreiten, dies während der drei Jahre vor der Ausstellung des Befähigungsnachweises oder der neuen Validierung des Letzteren.

Die aufgehobenen Verurteilungen oder diejenigen, für welche der Betroffene seine Rehabilitation erhalten hat, werden nicht berücksichtigt.

Art. 10 - Um seine berufliche Qualifikation zu beweisen, muss der Fahrer Inhaber des Befähigungsnachweises gemäß den Artikeln 11 und ff. des vorliegenden Erlasses sein; ein Muster dieses Befähigungsnachweises wird in der Anlage I zum vorliegenden Erlass angeführt.

Art. 11 - Um seinen Befähigungsnachweis zu bekommen muss der zukünftige Fahrer bei der Gemeindeverwaltung des Ortes, wo er seine Arbeit ausübt, mit den folgenden Dokumenten vorstellig werden:

- 1° sein Personalausweis oder im Falle eines ausländischen Staatsangehörigen ein seine Identität nachweisendes Dokument, das ggf. von einem vereidigten Übersetzer in eine der Landessprachen übersetzt worden ist;
- 2° die ordnungsgemäß validierte Bescheinigung der ärztlichen Prüfung oder die Fähigkeitsbescheinigung, die in Anwendung von Artikel 84 und ff. des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellt worden ist, außer wenn eine diesbezügliche Angabe auf dem Führerschein des Bewerbers steht;
- 3° der belgische nationale Führerschein der Kategorie B mindestens oder ein europäischer Führerschein einer gleichwertigen Kategorie;
- 4° für die betroffenen ausländischen Staatsangehörigen die Dokumente, deren Erlangung erforderlich ist, um das Recht, Arbeit in Belgien zu leisten, zu haben;
- 5° eine Kopie des in Artikel 9, 1° oder 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Dokumentes, das seine Sittlichkeit beweist;
- 6° ggf. eine Bescheinigung des erfolgreichen Abschlusses der Prüfungen für die Gemeinden, die solche Prüfungen organisieren.

Art. 12 - Den Personen, die den Beruf des Taxifahrers auf dem Gebiet der Region auf unregelmäßige Weise ausgeübt haben, ohne Inhaber eines Befähigungsnachweis zu sein, wird nach der Feststellung durch ein von einem Polizeibeamten oder einem Inspektor der Dienststellen der Regierung aufgenommenes Protokoll jede Möglichkeit, diesen Beruf während eines Zeitraums von sechs Monaten ab dem Datum des den Verstoß feststellenden Protokolls auszuüben, verweigert werden.

Art. 13 - Die Fahrer müssen jährlich zwischen dem 1. Januar und dem 31. März bei der Gemeindeverwaltung vorstellig werden; dabei müssen sie einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 oder für die ausländischen Staatsangehörigen jedes andere entsprechende Dokument sowie die Bescheinigung der ärztlichen Prüfung oder die in Anwendung der Artikel 84 und ff. des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellte und gültige Fähigkeitsbescheinigung mitführen, außer wenn eine diesbezügliche Angabe auf dem Führerschein des Fahrers steht, der dann vorzulegen ist.

Das Vorzeigen dieser Dokumente ermöglicht die neue Validierung der Befähigungsnachweise. Eine Angabe dieser neuen Validierung wird auf ihrem Befähigungsnachweis stehen.

Die neue Validierung des Befähigungsnachweises wird verweigert, wenn die Bescheinigung der ärztlichen Prüfung oder die Fähigkeitsbescheinigung abgelaufen ist oder wenn der Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 erscheinen lässt, dass nicht mehr betrachtet werden kann, dass der Fahrer wegen seit dem letzten Vermerk erlittener Verurteilungen nicht mehr die in Artikel 9, 2° erwähnten Garantien in Sachen Sittlichkeit aufweist.

Art. 14 - Der Verfall der Bescheinigung der ärztlichen Prüfung oder der Fähigkeitsbescheinigung oder die Tatsache, dass eine der in Artikel 9, 2° erwähnten Verurteilungen erlitten wurde, hat von Rechts wegen das Unwirksamwerden des Befähigungsnachweises zur Folge.

Art. 15 - Unbeschadet der Pflicht, über diese Dokumente zu verfügen, sobald das Ereignis eintritt, sind die Fahrer verpflichtet, die Gemeindeverwaltung binnen acht Werktagen ab dem Eintreten des Ereignisses über jeden Wechsel des Wohnsitzes zu informieren, indem sie ihren Ausweis vorzeigen, sowie über jeden Wechsel des Arbeitgebers, indem sie eine Abschrift ihres neuen Arbeitsvertrags vorzeigen.

Art. 16 - Keiner darf den Beruf des Taxifahrers ausüben, wenn er nicht das vollendete Alter von 21 Jahren erreicht hat.

Jeder Taxifahrer muss seit mindestens drei Jahren Inhaber eines Führerscheins der Kategorie B sein.

Art. 17 - Wenn sie im Dienst sind, müssen die Taxifahrer im Besitz der in Artikel 11, 1° bis 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Dokumente und ihres Befähigungsnachweises sein.

Art. 18 - § 1. Wenn sie im Dienst sind müssen die Fahrer im Besitz eines täglichen Fahrtenblattes sein, auf dem folgende Informationen unverwischbar angegeben werden:

- 1° die Identität des Betreibers, der Name des Fahrers, die Nummer des Nummernschildes des Fahrzeugs, die Identifizierungsnummer des Taxis und das Verwendungsdatum;
- 2° der Kilometerstand des Zählers des Fahrzeugs und des Taxameters bei Dienstanfang;
- 3° die Uhrzeit des Dienstanfangs des Fahrers und, für die Lohnempfänger, die vorgesehene Uhrzeit seines Dienstendes;
- 4° die Ordnungsnummern der Fahrten;

- 5° der Kilometerstand so wie er entweder auf dem Fahrzeugzähler oder auf dem Taxameter beim Ein- und Aussteigen der Kunden steht;
- 6° der Ort und die Zeit des Ein- und Aussteigens,
- 7° die eingenommenen Beträge;
- 8° die Dienstunterbrechungen;
- 9° der Kilometerstand des Zählers des Fahrzeugs und des Taxameters bei Dienstende.

Die oben unter 1° bis 3° erwähnten Angaben müssen vor dem Dienstbeginn des Fahrers eingetragen werden.

Die anderen Angaben müssen spätestens am Ende jeder Fahrt eingetragen werden.

Das tägliche Fahrtenblatt muss vom Fahrer eigenhändig unterzeichnet werden.

Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblattes ermöglicht, ausgerüstet werden.

Die Fahrtenblätter müssen am Gesellschaftssitz des Betreibers während drei Jahren ab deren Verwendung aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden.

Art. 19 - Die Fahrer müssen:

- 1° eine Uniform tragen:
 - für das männliche Personal: ein einfarbiges Jackett, eine einfarbige Hose, ein einfarbiges Hemd und geschlossene Schuhe;
 - für das weibliche Personal: eine einfarbige Jacke, eine einfarbige Hose oder ein einfarbiger Rock, eine einfarbige Bluse und geschlossene Schuhe.

Bei warmem Wetter ist das Tragen eines Jacketts nicht obligatorisch. Bei kaltem Wetter ist das Tragen eines einfarbigen Pullovers erlaubt;

- 2° sich höflich und respektvoll dem Publikum gegenüber verhalten;
- 3° den älteren Personen oder den Personen mit beschränkter Mobilität beim Einsteigen und beim Aussteigen helfen;
- 4° sich vor dem Abfahren davon vergewissern, dass die Türen gut geschlossen sind;
- 5° mit ihrem Fahrzeug zur Verfügung der Fahrgäste bleiben während der ganzen, von diesen beanspruchten Zeit, außer wenn offensichtlich übertrieben lange Leistungen daraus resultieren sollten;
- 6° sich davon vergewissern, dass der Kunde nichts im Fahrzeug vergessen hat, und ihm die Gegenstände, die er dort zurückgelassen hätte, sofort aushändigen; wenn diese Übergabe aus irgend einem Grund nicht stattfinden konnte, müssen die gefundenen Gegenstände so schnell wie möglich und spätestens innerhalb von 5 Tagen beim nächsten Polizeibüro abgegeben werden;
- 7° auf Anfrage eine Transportbescheinigung ausstellen, die mindestens folgende Angaben enthalten muss:
 - a) die Bezeichnung der Gesellschaft;
 - b) die Identifizierungsnummer des Taxis;
 - c) die Ordnungsnummer der Fahrt;
 - d) das Datum und die Uhrzeit der Übernahme und des Endes der Fahrt;
 - e) die Anzahl der gefahrenen Kilometer;
 - f) den Gesamtpreis der Fahrt;
 - g) den genauen Ort des Ein- und Aussteigens des Kunden;
 - h) den Namen und die Unterschrift des Fahrers;
- 8° für die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass zu Lasten der Fahrgäste gestellten Verpflichtungen sorgen;
- 9° den Fahrgästen beim Laden und Abladen ihres Gepäcks helfen.

Art. 20 - § 1. In Ermangelung einer gegenteiligen Anweisung des Kunden muss der Fahrer diesen über den schnellsten Weg zu seinem Bestimmungsort fahren.

§ 2. Nach jeder Fahrt oder ununterbrochenen Serie von Fahrten muss der Fahrer das Fahrzeug über den schnellsten Weg zu einem erlaubten Standplatz zurückfahren.

Art. 21 - Außer bei in Artikel 22 erwähnten gültigen Gründen muss jeder auf dem Gebiet seiner Gemeinde tätige Fahrer, sobald er frei ist und sein Fahrzeug fahrbereit ist, die Personen, die sich befördern lassen möchten, einsteigen lassen.

Der auf dem Gebiet seiner Gemeinde gerufene Fahrer muss jedoch die Fahrt verweigern, wenn sein Fahrzeug weniger als einhundert Meter von einem Standplatz, der für Taxis reserviert ist und auf dem ein oder mehrere Fahrzeuge verfügbar sind, entfernt ist.

Art. 22 - Die Fahrer dürfen:

- 1° die Übernahme von jeder Person verweigern, die darum bittet, sehr weit oder zu einem wenig bewohnten Ort gefahren zu werden, außer wenn der Kunde seine Identität bekannt gegeben hat, dies notfalls nach der Einschaltung der lokalen oder der föderalen Polizei;
- 2° die Übernahme von jeder betrunkenen oder unter Einfluss von Rauschmitteln stehenden Person verweigern;
- 3° die Übernahme von Kunden verweigern, die die öffentliche Ordnung stören, die Sicherheit gefährden, die guten Sitten beeinträchtigen und das Fahrzeug oder den Fahrer selbst nicht respektieren;
- 4° eine Vorschusszahlung für sehr lange Fahrten fordern.

Art. 23 - Es ist den Fahrern verboten:

- 1° im Fahrzeug zu rauchen;

- 2° einen höheren Preis zu fordern als derjenige, der auf dem Taxameter steht;
- 3° das Fahrzeug von einem Dritten fahren zu lassen, mit Ausnahme der zukünftigen Fahrer während ihres Praktikums;
- 4° ihren Dienst in Gesellschaft von anderen Personen als der Kundschaft, mit Ausnahme der zukünftigen Fahrer während ihres Praktikums, oder in Anwesenheit eines Tiers ausüben;
- 5° Gegenstände, die das Innere des Fahrzeugs verschmutzen bzw. beschädigen können, in ihr Fahrzeug zu laden;
- 6° ein Rundfunkgerät, einen Plattenabspielgerät oder einen Recorder, mit Ausnahme des dienstlichen Radiotelefons, spielen zu lassen, außer wenn der Fahrgast damit einverstanden ist;
- 7° ihr Fahrzeug fahren zu lassen, nur um Kunden zu werben;
- 8° ihr Fahrzeug in der Überzahl oder außerhalb der an den Standplätzen festgesetzten Grenzen zu stellen.

Abschnitt 3 — Bestimmungen bezüglich der Fahrzeuge

Art. 24 - § 1. Die für einen Taxidienst eingesetzten Fahrzeuge müssen in gutem Zustand sein und alle notwendigen Bedingungen in Sachen Qualität, Komfort, Bequemlichkeit und Sauberkeit, sowohl was die Karosserie als auch den Insassenraum betrifft, erfüllen.

§ 2. Ein für einen Taxidienst eingesetztes Fahrzeug darf nicht über 7 Jahre alt sein.

Art. 25 - Jedes im Dienst befindliche Fahrzeug muss vorne rechts ein Schild tragen, das mindestens fünfzehn Zentimeter breit und acht Zentimeter hoch ist und auf dem mindestens das Wort "Taxi", der Name der Gemeinde, durch die es zugelassen wurde, und die durch die Gemeinde gewährte Identifizierungsnummer gemäß dem in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass angeführten Muster stehen.

Die Nummer dieses Schilds muss auch im Taxi an einer Stelle, die die Fahrgäste gut sehen können, angebracht werden.

Art. 26 - Jedes für einen Taxidienst eingesetzte Fahrzeug muss unbedingt ein Nummernschild tragen, auf dem das Zeichen "TX" steht, im Sinne des Ministerialerlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen.

Sobald ein Fahrzeug nicht mehr im Rahmen des Betriebs des Taxidienstes verwendet wird, muss der Betreiber innerhalb von acht Werktagen das Nummernschild an die "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V.) (Direktion der Kraftfahrzeugzulassung) zurückgeben und dies der Gemeinde mitteilen.

Art. 27 - In jedem Fahrzeug müssen sich mindestens folgende Dokumente befinden:

- 1° eine Kopie der Betriebsgenehmigung und der beigelegten Bescheinigung, so wie in Artikel 42 erwähnt;
- 2° das tägliche Fahrtenblatt bezüglich der Fahrten des Fahrzeugs so wie in Artikel 18 erwähnt.

Falls das Fahrtenblatt elektronisch ausgefüllt wird, muss dieses zu jeder Zeit einsehbar sein;

- 3° eine Kopie der Regelung über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste, einschließlich der etwaigen kommunalen Regelung bezüglich der Taxidienste;
- 4° eine Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, gemäß dem in Anlage 3 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster.

Art. 28 - Die Fahrzeuge müssen mit einem Taxameter ausgerüstet sein, auf dem zwei Tarife stehen und auf dem die vorgeschriebenen Auskünfte genau und vom Wageninneren leicht lesbar stehen.

Das Ziffernblatt dieses Geräts muss, sobald seine Angaben nicht mehr bei Tageslicht lesbar sind, beleuchtet werden.

Das Gerät muss außerdem den in Sachen Messtechnik geltenden Vorschriften genügen.

Art. 29 - Je nachdem ob das Fahrzeug besetzt ist oder nicht, muss der Taxameter eingeschaltet sein oder nicht, außer wenn dieses Fahrzeug im Rahmen einer Vermietung mit Fahrer gemäß der Möglichkeit einer in Artikel 35 des Dekrets vorgesehenen gemischten Verwendung benutzt wird.

Ein Schild mit der Angabe "nicht frei" muss auf sichtbare Weise angebracht werden, wenn ein Fahrzeug fährt oder geparkt ist, ohne verfügbar zu sein, u.a. weil es Gegenstand einer Bestellung ist, aus mit den Leistungen des Personals verbundenen Gründen oder aus technischen Gründen.

Art. 30 - Mit jedem Taxameter muss eine auf dem Wagendach angebrachte Wiederholungsvorrichtung verbunden sein, die auf von draußen lesbare Weise angibt, dass das Taxi frei ist, wenn der Taxameter ausgeschaltet ist.

Wenn der Zähler eingeschaltet ist, muss die Wiederholungsvorrichtung sehr deutlich mittels einer Leuchtanzeige angeben, welcher Tarif gilt.

Art. 31 - In jedem Fahrzeug muss auf der Rückseite des Vordersitzes eine unter einer Kunststoffolie befindliche bzw. mit einer Kunststoffolie überklebte Anzeige ständig hängen, die den Tarif, der in der Gemeinde, auf deren Gebiet das Fahrzeug zugelassen ist, anwendbar ist, und die erlaubten Zuschläge gut lesbar angibt.

Die Angabe, nach der "die Bedienung, die MwSt. und das Trinkgeld im auf dem Taxameter stehenden Preis enthalten sind", muss deutlich auf der in Absatz 1 erwähnten Anzeige angegeben werden.

Art. 32 - Falls irgend eine Störung beim Funktionieren des Taxameters unterwegs eintritt, muss der Fahrer das Fahrzeug zurück zur Werkstatt fahren, sobald der Fahrgast es verlassen hat. In diesem Fall wird der Betrag für die Fahrt im Einvernehmen zwischen den Parteien festgesetzt.

Bei Umständen, die das Weiterfahren des Fahrzeugs verhindern, u.a. wegen einer Panne oder eines Unfalls, darf der Fahrgast entweder das Fahrzeug nach dem Zahlen der zum Zeitpunkt der Unterbrechung des Dienstes registrierten Summe verlassen, wenn der Fahrer ihm erlaubt, seine Fahrt mit einem anderen Fahrzeug zu beenden, oder das Fahrzeug behalten und in diesem Fall die der Nichtverfügbarkeit des Fahrzeugs entsprechende Wartezeit im Einvernehmen mit dem Fahrer und nach einer angemessenen Eintragung in das Fahrtenblatt abziehen.

Art. 33 - Bei einem Streitfall zwischen dem Fahrer und den Fahrgästen darf der Fahrer sich nicht weigern, diese zum nächstgelegenen Polizeibüro zu fahren, wo man ihre Beschwerden untersuchen wird.

Der Fahrgast, dessen Beschwerde nicht als begründet erkannt wird, muss den Preis für die zusätzliche Fahrt einschließlich der Wartezeit bezahlen.

Art. 34 - Die in Artikel 10 des Dekrets erwähnten Reservefahrzeuge müssen folgenden Bedingungen genügen:

- 1° vollständig ausgerüstet sein, um einen Taxidienst zu gewährleisten, einschließlich der Anforderung bezüglich des Nummernschildes mit den Buchstaben "TX";
- 2° in der Zulassungsurkunde des Betreibers und in der ihr beigefügten Bescheinigung nach Artikel 42 angeführt sein;
- 3° einerseits vorne rechts an der Außenseite das Identifizierungsschild des Fahrzeugs, das es ersetzt, und andererseits vorne links ein Schild mit der Aufschrift "RESERVE" gemäß dem in der Anlage 4 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster tragen;
- 4° alle für den Betrieb eines Taxidienstes erforderlichen Dokumente sowie die Zulassungsdokumente bezüglich der Verwendung des Reservefahrzeugs an Bord haben;
- 5° die in Artikel 27, 4° erwähnte Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass sie für den bezahlten Transport von Personen versichert sind, an Bord mitführen.

Art. 35 - Die in Artikel 9 des Dekrets erwähnten Ersatzfahrzeuge müssen folgenden Bedingungen genügen:

- 1° vollständig ausgerüstet sein, um einen Taxidienst zu gewährleisten, mit Ausnahme der Anforderung bezüglich des Nummernschildes mit den Buchstaben "TX";
- 2° einerseits vorne rechts an der Außenseite das Identifizierungsschild des Fahrzeugs, das es ersetzt, und andererseits vorne links ein Schild mit der Aufschrift "ERSATZFAHRZEUG" gemäß dem in der Anlage 5 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster tragen;
- 3° alle für den Betrieb eines Taxidienstes erforderlichen Dokumente sowie die Zulassungsdokumente bezüglich der Verwendung des Ersatzfahrzeugs an Bord haben;
- 4° die in Artikel 27, 4° erwähnte Bescheinigung des Versicherers, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, an Bord mitführen.

Abschnitt 4 — Bestimmungen bezüglich der Fahrgäste

Art. 36 - Es ist den Fahrgästen verboten:

- 1° im Fahrzeug zu rauchen;
- 2° in das Fahrzeug einzusteigen, wenn die Anzahl der Personen, für die es zugelassen ist, schon erreicht ist;
- 3° ohne die Erlaubnis des Fahrers in das Fahrzeug mit Hunden oder anderen Tieren, die man nicht auf dem Schoß halten kann, mit Ausnahme der Blindenhunde und der Hunde, die jeder Person mit einer Behinderung zur Seite stehen, einzusteigen. Die Tatsache, dass der Hund wirklich ein Assistenzhund ist, muss von der Person, die sich befördern lassen möchte, bewiesen werden können;
- 4° gefährliche Gegenstände oder Pakete, die wegen ihres Volumens, ihrer Art oder ihres Geruchs verwunden, verschmutzen, stören oder belästigen können, in das Fahrzeug einzuführen;
- 5° in das Fahrzeug in einem offensichtlich unsauberen Zustand einzusteigen;
- 6° sich aus dem Fahrzeug zu lehnen oder dessen Türen zu öffnen, während es fährt,;
- 7° das Fahrzeug zu verschmutzen oder es zu beschädigen;
- 8° irgend einen Gegenstand aus dem Fahrzeug zu werfen.

KAPITEL II — Genehmigungen

Abschnitt 1 — Verfahren zur Einreichung und zur Untersuchung der Anträge

Unterabschnitt 1 — Antrag auf Betriebsgenehmigung

Art. 37 - In jedem in Artikel 3 des Dekrets erwähnten Antrag auf Genehmigung, einen Taxidienst zu betreiben, muss unter Gefahr der Unzulässigkeit das Folgende angegeben sein:

- 1° Name, Vorname, Eigenschaft oder Beruf, Wohnort, berufliche Rufnummer und Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen des Betreibers oder, falls dieser eine juristische Person ist, ihr Gesellschaftsname oder ihre Bezeichnung, ihre Rechtsform, ihr Gesellschaftssitz, ihre Rufnummer und ihre Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° die Anzahl Fahrzeuge, für welche die Genehmigung beantragt wird, einschließlich der etwaigen Reservefahrzeuge;
- 3° die allgemeinen Merkmale der zu verwendenden Fahrzeuge;
- 4° die nicht auf der öffentlichen Straße befindlichen Standplätze, die im Besitz des Betreibers sind oder worauf er ein Nutzungsrecht besitzt.

Art. 38 - Dem Antrag auf Genehmigung müssen folgende Dokumente beigefügt werden:

- 1° je nach Fall eine Kopie des Ausweises des Betreibers oder der Satzungen der juristischen Person und des Ausweises der mit der täglichen Führung beauftragten Personen;
- 2° ein weniger als drei Monate alter Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1, der die Sittlichkeit des Betreibers beweist, gemäß Artikel 3.
- 3° die folgenden Belege, die es ermöglichen, die Zahlungsfähigkeit des Betreibers zu begründen, gemäß Artikel 4:
 - eine Kopie der Ankaufsrechnung für die im Rahmen des Betriebs des Taxidienstes zu verwendenden Fahrzeuge oder ggf. der Beweis der Einhaltung der Zahlungstermine im Rahmen der Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufverträge. Falls der Betreiber noch nicht über Fahrzeuge verfügt, eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die das zukünftige Eigentum oder die Einhaltung der Zahlungstermine bescheinigt wird;
 - eine je nach Fall entweder von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von dem Landesamt für soziale Sicherheit stammende Bescheinigung, die der in Ausführung von Artikel 90, §§ 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen ausgestellten Bescheinigung genügt, aus der hervorgeht, dass der Antragsteller die Regeln in Sachen Sozialbeiträge beachtet; wenn der Antragsteller zum ersten Male eine berufliche Tätigkeit ausübt, kann dieser seinem Antrag nur eine ehrenwörtliche Erklärung beifügen, in

der er bescheinigt, dass er sich nach der Gewährung der Genehmigung ordnungsgemäß eintragen und sich registrieren lassen wird, und dass er die Zahlungen an die Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder an das Landesamt für soziale Sicherheit regelmäßig tätigen wird;

- 4° eine Kopie der in Artikel 5 erwähnten Bescheinigung, durch die die berufliche Qualifikation des Antragstellers belegt wird;
- 5° die folgenden Dokumente bezüglich der Fahrzeuge, wenn sie bereits im Besitz des Betreibers sind:
 - Kopie der in Artikel 16 des Königlichen Erlasses vom 20 Juli 2001 zur Regelung der Zulassung der Motorfahrzeuge und der Anhänger erwähnten Zulassungsbescheinigung für alle im Rahmen des Betriebs verwendeten Fahrzeuge, einschließlich der etwaigen Reservefahrzeuge;
 - Kopie der in Artikel 24, § 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technische Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, Bestandteile und Sicherheitszubehör erwähnten Prüfbescheinigung für alle im Rahmen des Betriebs verwendeten Fahrzeuge, einschließlich der etwaigen Reservefahrzeuge;
 - Kopie der in Artikel 27, 4° erwähnten Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass jedes Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, und der gültigen grünen Versicherungskarten, einschließlich für die etwaigen Reservefahrzeuge.

Art. 39 - Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Antrag auf Betriebsgenehmigung wird zusammen mit seinen Anlagen dem Kollegium auf jede zweckmäßige Weise zugeschickt.

Das Kollegium prüft, ob der Antrag vollständig ist, und schickt dem Antragsteller auf jede zweckmäßige Weise eine Empfangsbestätigung zu.

Art. 40 - Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Empfangsbestätigung einer vollständigen Akte fasst das Kollegium seinen Beschluss.

Art. 41 - § 1. Im Rahmen eines Genehmigungsbeschlusses übermittelt das Kollegium der Regierung sofort auf jede zweckmäßige Weise seinen Beschluss sowie die Akte im Hinblick auf die Billigung und setzt den Betreiber in Kenntnis davon.

Die Regierung prüft, ob die Akte vollständig ist, und schickt dem Kollegium auf jede zweckmäßige Weise eine Empfangsbestätigung zu.

Die Regierung stellt dem Kollegium innerhalb von sechzig Tagen ab der Bestätigung des Empfangs einer vollständigen Akte im Hinblick auf die Billigung ihren Beschluss zu.

§ 2. Bei Billigung durch die Regierung oder falls die Regierung ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen nicht übermittelt hat, stellt das Kollegium dem Betreiber die Betriebsgenehmigung aus, dies vorbehaltlich der Vorlage der in Artikel 38, 5° erwähnten und dem Antrag nicht beigefügten Dokumente innerhalb von zwei Monaten.

Die tatsächliche Zulassung im Verkehr der Fahrzeuge wird nur nach dem Eingang all dieser Dokumente und der Ausstellung der in Absatz 3 erwähnten Bescheinigung erlaubt sein.

Sofort nach Eingang der in Artikel 38, 5° angeforderten Dokumente stellt das Kollegium dem Betreiber eine datierte und unterzeichnete Bescheinigung aus, durch die die Vorlage der ordnungsgemäßen Dokumente bestätigt wird, und schickt den Dienststellen der Regierung eine Kopie davon zu.

Die Bescheinigung muss auf jeden Fall dem Genehmigungsdokument beigefügt werden.

Falls der Betreiber diese Dokumente nicht innerhalb der vorgesehenen Frist übermittelt oder keine ordnungsgemäßen Dokumente vorzeigt, wird die Genehmigung des Kollegiums automatisch ungültig.

§ 3. Wird die Genehmigung von der Regierung verweigert, so teilt das Kollegium dies dem Betreiber sofort auf jede zweckmäßige Weise mit.

Art. 42 - § 1. Auf der dem Betreiber vom Kollegium ausgestellten Betriebsgenehmigung muss u.a. das Folgende stehen:

- die vollständige Identität des Betreibers im Sinne von Artikel 37, 1°,
- die Anzahl der zugelassenen Fahrzeuge, einschließlich der Reservefahrzeuge, und ihre allgemeinen Merkmale;
- das Datum und die Gültigkeitsdauer der Betriebsgenehmigung;
- die nicht auf der öffentlichen Straße befindlichen Standplätze, die im Besitz des Betreibers sind oder worauf er ein Nutzungsrecht besitzt.

§ 2. Auf der dem Genehmigungsdokument beigefügten Bescheinigung muss u.a. das Folgende stehen:

- der Genehmigungsbeschluss des Kollegiums, auf den sie sich bezieht;
- die jeweiligen Zulassungsnummern der zugelassenen Fahrzeuge, einschließlich der Reservefahrzeuge, und die entsprechenden Identifizierungsnummern.

Art. 43 - § 1. Im Rahmen einer Verweigerung der Genehmigung teilt das Kollegium dem Betreiber unverzüglich und auf jede zweckmäßige Weise seinen Beschluss zu, und richtet zur Information eine Kopie davon an die Dienststellen der Regierung.

§ 2. In diesem Fall oder bei fehlendem Beschluss des Kollegiums innerhalb von drei Monaten ab der Empfangsbestätigung ist es dem Antragsteller möglich, einen Einspruch bei der Regierung einzureichen. Dieser Einspruch muss je nach Fall innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung der Verweigerung oder innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der dreimonatigen Frist, die auf den Eingang der Empfangsbestätigung folgt, gestellt werden. Die Regierung befindet innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs.

Unterabschnitt 2 — Antrag auf Erneuerung einer Genehmigung

Art. 44 - Außer den Angaben, die auf dem Antrag auf Genehmigung mit Angabe der Fahrzeuge, für die die Erneuerung beantragt wird, einschließlich der Reservefahrzeuge, stehen müssen, müssen unter Gefahr der Unzulässigkeit folgende Dokumente dem Antrag auf Erneuerung beigefügt werden:

- 1° ein neuer Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1, der nicht älter als drei Monate ist und die Sittlichkeit des Betreibers beweist;

- 2° der Beweis, dass der Antragsteller immer noch der Eigentümer der Fahrzeuge ist, oder ggf. der Beweis der Einhaltung der Zahlungstermine im Rahmen der Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufverträge;
- 3° der Beweis, dass der Antragsteller die Sozialabgaben für das in seinem Betrieb beschäftigte Personal oder für sich selbst entrichtet hat und weiter entrichtet;
- 4° der Beweis, dass der Betreiber keine Verspätung von mehr als 6 Monaten für die Zahlung von mit der Betreibung seines Dienstes verbundenen Gebühren oder Steuern hat;
- 5° eine Kopie der in Artikel 27, 4° erwähnten Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass jedes im Rahmen des Betriebs verwendete Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, und der gültigen grünen Versicherungskarten, einschließlich für die etwaigen Reservefahrzeuge;
- 6° der Beweis, dass die im Rahmen des Betriebs verwendeten Fahrzeuge, einschließlich der Reservefahrzeuge, der technischen Kontrolle für Fahrzeuge genügen;
- 7° die Kopie der Zulassungsbescheinigung der im Rahmen des Betriebs verwendeten Fahrzeuge, einschließlich der Reservefahrzeuge.

Art. 45 - Der Antrag auf Erneuerung der Genehmigung wird gemäß dem in den Artikeln 39 bis 43 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

Er muss frühestens neun Monate und spätestens 6 Monate vor dem Ablauf der laufenden Genehmigung eingereicht werden.

Unterabschnitt 3 — Antrag auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs

Art. 46 - Die Anträge auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs im Sinne von Artikel 9 des Dekrets werden während der Betreibung eingereicht und enthalten folgende Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers im Sinne von Artikel 37, 1°;
- 2° die Identifizierungselemente, der Name des Eigentümers und die Zulassungsnummer des vorübergehend beschädigten oder außer Betrieb stehenden Fahrzeugs;
- 3° die Identifizierungsnummer und die Zulassungsnummer des Fahrzeugs, das als Ersatz verwendet wird;
- 4° die Dauer, für welche die Ersatzgenehmigung beantragt wird;
- 5° der genaue Grund für die vorübergehende Stilllegung des gewöhnlich bewirtschafteten Fahrzeugs;
- 6° die Angabe des Ortes, wo das stillgelegte Fahrzeug inspiziert werden kann.

Art. 47 - Die vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierten und unterzeichneten Anträge auf Genehmigung, ein Ersatzfahrzeug zu benutzen, werden dem Kollegium auf jede zweckmäßige Weise zugeschickt.

Das Kollegium prüft, dass der Antrag vollständig und korrekt ist. Es kann ggf. die fehlenden Dokumente anfordern und die unvollständigen Angaben auf dem Antrag oder seinen Anlagen vervollständigen lassen. Es kann ebenfalls den Betreiber darum bitten, das Fahrzeug vorzustellen.

Art. 48 - Das Kollegium stellt dem Betreiber seinen Beschluss innerhalb von acht Tagen nach dem Eingang eines vollständigen Antrags auf Genehmigung zu.

Falls dem Betreiber kein Beschluss innerhalb der im vorigen Absatz erwähnten Frist zugestellt worden ist, darf dieser sein Ersatzfahrzeug gemäß seinem Antrag benutzen.

Unterabschnitt 4 — Antrag auf Genehmigung, über ein Reservefahrzeug zu verfügen

Art. 49 - Die Anträge auf Genehmigung, über ein Reservefahrzeug im Sinne von Artikel 10 des Dekrets zu verfügen, werden entweder zur gleichen Zeit wie der Antrag auf Betriebsgenehmigung oder im Laufe der Betreibung eingereicht. In letzterem Fall enthält der Antrag auf Genehmigung folgende Angaben und Anlagen:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers im Sinne von Artikel 37, 1°;
- 2° eine Kopie der Betriebsgenehmigung;
- 3° eine Kopie der Ankaufsrechnung des Reservefahrzeugs oder ggf. des betreffenden Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufvertrags.
- 4° eine Kopie der in Artikel 38, 5° erwähnten Dokumente bezüglich des Fahrzeugs, wenn der Betreiber bereits über sie verfügt.

Art. 50 - Die Anträge auf Genehmigung, über ein Reservefahrzeug während der Betreibung zu verfügen, werden gemäß dem in den Artikeln 39 bis 43 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

Abschnitt 2 — Begrenzung der Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Taxis

Art. 51 - § 1. Die Anzahl der in einer Gemeinde zugelassenen Taxis ist auf ein Taxi für 2 500 Einwohner begrenzt.

§ 2. Wenn die Norm erreicht wird, fertigt das Kollegium eine Warteliste aus, in welche die Namen bzw. Gesellschaftsnamen der beantragenden Betreiber eingetragen werden.

§ 3. Die Gemeinde kann durch eine Verordnung objektive Auswahlkriterien im Rahmen der Auswahl der Bewerber festsetzen.

In Ermangelung davon erfolgt die Wahl in der chronologischen Ordnung des Eingangs der Anträge.

Art. 52 - In Abweichung von Artikel 51, § 1 kann die Regierung auf den begründeten Antrag einer Gemeinde hin die Norm nach oben bzw. unten neu festsetzen und eine andere Zahl für diese Gemeinde aus einem der folgenden Gründe festsetzen:

- 1° offensichtliche Unausgewogenheit zwischen dem Angebot und der Nachfrage und Umstände, die einen außergewöhnlichen Verkehr dauerhaft verursachen, u.a. wegen des Vorhandenseins eines Flughafens, eines Hafens, eines Bahnhofs, eines touristischen Standortes, eines Gewerbegebiets, eines Krankenhauses, eines Universitätszentrums auf dem Gebiet der Gemeinde;
- 2° Unmöglichkeit, Standplätze für zusätzliche Taxis einzurichten.

Art. 53 - Bei ihrer Beschlussfassung wird die Regierung wenigstens den mittleren Beschäftigungssatz der bereits zugelassenen Taxifahrzeuge berücksichtigen. Um diesen Beschäftigungssatz zu berechnen, können nur Taxifahrten, deren Abfahrts- bzw. Bestimmungspunkt sich in der Gemeinde befindet, berücksichtigt werden.

KAPITEL III — *Parken*

Art. 54 - Die Taxis können jeden auf der öffentlichen Straße befindlichen freien Standplatz, der im Sinne von Artikel 1, 1°, Absatz 3 des Dekrets für Taxis reserviert ist, besetzen.

Wenn alle Standplätze besetzt sind, muss das Fahrzeug zu einem anderen Standplatz, wo eine Parkstelle frei ist, gefahren werden.

Art. 55 - Das Fahrzeug darf die zugelassenen Standplätze nur dann besetzen, wenn es im Dienst ist. Sein Fahrer muss es zu jeder Zeit bewegen können, um seinen Platz in der Reihe zu behalten oder auf der Bitte eines zuständigen Bediensteten.

Art. 56 - An den Standplätzen müssen die Fahrzeuge in der Reihe oder gruppiert bleiben, ohne die Sicherheit oder die leichte Durchfahrt zu beeinträchtigen.

Art. 57 - Wenn ein Fahrgast kein anderes Taxi ausdrücklich wählt, wird die Fahrt von dem am Anfang der Reihe stehenden Fahrer übernommen.

Art. 58 - Die Gemeinde sorgt dafür, dass im Verhältnis zu der Anzahl der zugelassenen Fahrzeuge genügend Standplätze für die Taxis reserviert sind.

KAPITEL IV — *Einstellung der Tätigkeit*

Art. 59 - Bei einer endgültigen Einstellung der Tätigkeit müssen die Betreiber dies der Gemeinde innerhalb von acht Werktagen mitteilen und dort für jedes Fahrzeug das in Artikel 25 erwähnte Schild, wenn dieses ihm durch die Gemeindeverwaltung übergeben worden ist, sowie die Genehmigungsunterlagen abgeben

Das Nummernschild eines jeden Fahrzeugs muss innerhalb derselben Frist der "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V.)" (Direktion der Kraftfahrzeugzulassung) zurückgegeben werden.

Art. 60 - Die Gemeinde muss den Dienststellen der Regierung die Einstellung der Tätigkeiten des Betreibers innerhalb eines Monats nach der Hinterlegung der in Artikel 59 erwähnten Elemente mitteilen.

TITEL 3 — **Im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätige Dienste**

KAPITEL I — *Betriebsbedingungen*

Abschnitt 1 — Bestimmungen in Bezug auf die Betreiber

Art. 61 - Niemand darf den Beruf eines Betreibers von einem im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst ausüben, wenn er den gemäß den Artikeln 3 bis 5 erforderlichen Bedingungen in Sachen Sittlichkeit, Zahlungsfähigkeit und berufliche Qualifikation nicht genügt.

Wenn die Betreibung von einer juristischen Person geleistet wird, müssen die Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation von der mit der täglichen Führung beauftragten Person unter den im Dekret vorgesehenen Bedingungen erfüllt werden.

Art. 62 - Die Betreiber dürfen Fahrer, die nicht über die in Artikel 11, 1° bis 5° erwähnten Dokumente verfügen, nicht einstellen bzw. fahren lassen und müssen die Einhaltung der Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation durch die Fahrer überprüfen.

Art. 63 - § 1. Die Betreiber dürfen ein Fahrzeug mit Fahrer nur aufgrund eines spätestens zum Zeitpunkt der Übernahme abgeschlossenen schriftlichen Vertrags, der in der Reihenfolge der Vertragsabschlüsse nummeriert ist und wenigstens die auf dem in der Anlage 6 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster erwähnten Angaben enthält, an eine bestimmte natürliche bzw. juristische Person vermieten.

§ 2. Der Originalvertrag muss sich am Betriebsitz und eine Kopie davon an Bord des Fahrzeugs befinden, wenn die Unterzeichnung vor der Übernahme der Fahrgäste stattfindet; in den anderen Fällen muss sich der Originalvertrag an Bord des Fahrzeugs befinden.

§ 3. In Abweichung von § 2 genügt es, dass eine von beiden Parteien unterzeichnete Kopie, durch die das Bestehen eines am Betriebsitz einzusehenden Vertrags bescheinigt wird, an Bord des Fahrzeugs befindlich ist, wenn der Mietvertrag während einer langen Zeit getätigte Leistungen betrifft.

Art. 64 - Die Betreiber müssen am Sitz ihres Betriebs einen Ordner mit den Mietverträgen in der chronologischen Ordnung ihres Abschlusses haben sowie ein Register führen, in dem die hauptsächlichen Angaben bezüglich aller Vermietungen von Fahrzeugen mit Fahrer Tag für Tag angeführt werden, wobei das Datum und die Uhrzeit der Bestellung sowie die Nummer, der genaue Gegenstand des Mietvertrags und sein Preis angegeben werden.

Diese Dokumente müssen 3 Jahre lang aufbewahrt werden.

Art. 65 - Der Betreiber muss den Dienststellen der Regierung innerhalb einer Frist von zehn Tagen jeden Wohnort-, Betriebsitz- oder Gesellschaftssitzwechsel sowie jeden Fahrzeugwechsel melden.

Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der Fahrer

Art. 66 - Die Fahrer müssen ständig den in Artikel 9 erwähnten erforderlichen Bedingungen in Sachen Sittlichkeit genügen.

Art. 67 - Die Fahrer müssen ständig den erforderlichen Bedingungen in Sachen berufliche Qualifikation genügen, indem sie Inhaber der in Artikel 11, 1° bis 5° erwähnten Dokumente sind und sie sich nach Artikel 16 des vorliegenden Erlasses richten.

Art. 68 - Die Fahrer müssen jährlich dem Betreiber einen neuen, weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 vorlegen oder, was die ausländischen Staatsangehörigen betrifft, jedes andere entsprechende Dokument sowie die Kopie der gültigen Bescheinigung der ärztlichen Prüfung oder des gültigen Befähigungszeugnisses, die in Anwendung von Artikel 84 und ff. des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein ausgestellt worden sind, außer wenn eine diesbezügliche Angabe auf dem Führerschein des Fahrers steht; in diesem Fall muss dieser vorgelegt werden.

Art. 69 - Den Personen, die den Beruf eines Fahrers auf dem Gebiet der Region auf unregelmäßige Weise ausgeübt haben, ohne Inhaber der erforderlichen Dokumente zu sein, oder die abgelaufene oder unpassende Dokumente besitzen, wird nach der Feststellung durch ein von einem Polizeibeamten oder einem Inspektor der Dienststellen der Regierung aufgenommenes Protokoll jede Möglichkeit, diesen Beruf während eines Zeitraums von 6 Monaten ab dem Datum des den Verstoß feststellenden Protokolls auszuüben, verweigert werden.

Art. 70 - Wenn sie im Dienst sind, müssen die Fahrer im Besitz der in Artikel 11, 1° bis 3° erwähnten Dokumente sein.

Art. 71 - Gemäß Artikel 19, § 1, 5° des Dekrets müssen die Fahrer im Besitz eines täglichen Fahrtenblattes sein, auf dem folgende Informationen unverwischbar angegeben werden:

- 1° die Identität des Betreibers, der Name des Fahrers, die Nummer des Nummernschildes des Fahrzeugs, die Identifizierungsnummer des Fahrzeugs und das Verwendungsdatum;
- 2° der Kilometerstand des Zählers des Fahrzeugs bei Dienstanfang;
- 3° die Uhrzeit des Dienstanfangs des Fahrers und, für die Lohnempfänger, die vorgesehene Uhrzeit seines Dienstendes;
- 4° die Ordnungsnummern der Fahrten;
- 5° die Kilometerstände so wie sie auf dem Fahrzeugzähler beim Ein- und Aussteigen der Kunden stehen;
- 6° der Ort und die Zeit des Ein- und Aussteigens;
- 7° die Dienstunterbrechungen;
- 8° der Kilometerstand des Zählers des Fahrzeugs bei Dienstende;
- 9° die Nummer des Vertrags oder der verschiedenen Verträge in Bezug auf jede zurückgelegte Fahrt.

Die oben unter 1° bis 3° erwähnten Angaben müssen vor dem Dienstbeginn des Fahrers eingetragen werden.

Die anderen Angaben müssen spätestens am Ende jeder Fahrt eingetragen werden.

Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblattes ermöglicht, ausgerüstet werden.

Die Fahrtenblätter müssen am Gesellschaftssitz des Betreibers während drei Jahren ab deren Verwendung aufbewahrt werden und müssen nach Fahrzeug und nach Datum eingeordnet werden.

Art. 72 - Am Ende der Ausführung eines jeden Mietvertrags müssen die Fahrer das Fahrzeug sofort und über den schnellsten Weg zum Gesellschaftssitz oder zu einem der Betriebssitze des Unternehmens zurückfahren.

Abschnitt 3 — Bestimmungen bezüglich der Fahrzeuge

Art. 73 - § 1. Die für den Betrieb eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes eingesetzten Fahrzeuge müssen ständig in gutem Zustand sein und alle folgenden notwendigen Bedingungen in Sachen Qualität, Bequemlichkeit und Sauberkeit, sowohl was die Karosserie als auch den Insaßenraum betrifft, erfüllen:

- 1° die Türen, der Kofferraum und die Motorhaube müssen sich leicht öffnen und schließen lassen;
- 2° die Scheiben der Türen müssen sich leicht öffnen und schließen lassen;
- 3° im Kofferraum des Fahrzeugs dürfen keine Gegenstände liegen, die das Einbringen des Gepäcks der Fahrgäste verhindern könnten; er muss ständig in einwandfreiem Sauberkeitszustand gehalten werden, damit dieses Gepäck nicht verschmutzt wird;
- 4° die Fahrzeuge dürfen keine Unfall- oder Rostspuren aufweisen, die ihnen ein verahrlostes Aussehen geben; die Farbe des Fahrzeugs darf an keiner Stelle abblättern bzw. entfernt worden sein. Sie darf keine Nachbesserungen in einer anderen Farbe als derjenigen des Fahrzeugs aufweisen;
- 5° die Sitze dürfen nicht abgenutzt sein, das Material der Sitze darf weder zerrissen sein noch Schmutzspuren aufweisen;
- 6° das fahrende Fahrzeug darf keine abnormalen Geräusche oder Vibrationen erzeugen;
- 7° es darf weder Papier noch Abfall im Inneren des Fahrzeugs liegen bleiben;
- 8° die Fahrzeuge müssen regelmäßig belüftet werden, so dass kein unangenehmer Geruch im Fahrzeuginneren wahrnehmbar ist.

§ 2. Ein für einen im Bereich der Vermietung mit Fahrer tätigen Dienst eingesetztes Fahrzeug darf nicht über sieben Jahre alt sein.

Art. 74 - Jedes für den Betrieb eines im Bereich der Vermietung mit Fahrer tätigen Dienstes eingesetzte Fahrzeug muss vorne rechts und hinten eine durch die Dienststellen der Regierung vergebene kreisförmige Identifizierungsmarke tragen, die ständig von Außen leicht sichtbar sein muss und auf der die Buchstaben "LVC" und die durch die Regierung vergebene Identifizierungsnummer stehen, gemäß dem in der Anlage 7 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster.

Die Nummer dieser Marke muss auch im Inneren des Fahrzeugs an einer Stelle, die die Fahrgäste leicht sehen können, stehen.

Art. 75 - Jedes für den Betrieb eines im Bereich der Vermietung mit Fahrer tätigen Dienstes eingesetzte Fahrzeug muss im Sinne des Ministerialerlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen unbedingt ein Nummernschild mit den Buchstaben "TX" tragen.

Sobald ein Fahrzeug nicht mehr im Rahmen des Betriebs des Taxidienstes verwendet wird, muss der Betreiber innerhalb von acht Werktagen das Nummernschild an die "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V.) (Direktion der Kraftfahrzeugzulassung) zurückgeben und dies den Dienststellen der Regierung mitteilen.

Art. 76 - In jedem im Dienst befindlichen Fahrzeug müssen sich mindestens folgende Dokumente befinden:

- 1° eine Kopie der Betriebsgenehmigung und der beigefügten Bescheinigung, die durch die Dienststellen der Regierung ausgestellt worden sind, so wie in Artikel 81, § 2 erwähnt.
- 2° das Original oder eine Kopie des Mietvertrags des Fahrzeugs oder das das Bestehen des Vertrags bescheinigende Dokument, wenn dieser langfristig ausgeführte Leistungen betrifft;

- 3° das tägliche Fahrtenblatt bezüglich der Fahrten des Fahrzeugs so wie in Artikel 71 erwähnt;
- 4° eine Kopie der Regelung bezüglich der Taxidienste und der im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- 5° die in Artikel 27, 4° erwähnte Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist.

Art. 77 - Die in Artikel 23 des Dekrets erwähnten Ersatzfahrzeuge müssen folgenden Bedingungen genügen:

- 1° die in Artikel 73 erwähnten aufgezwungenen Anforderungen für den Betrieb eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes erfüllen;
- 2° einerseits vorne rechts auf der Außenseite die Identifizierungsmarke des Fahrzeugs, das es ersetzt, tragen und andererseits vorne links eine Marke mit der Aufschrift "ERSATZFAHRZEUG" gemäß dem in der Anlage 8 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster tragen;
- 3° an Bord außer den für den Betrieb eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes erforderlichen Dokumenten die Genehmigungsdokumente in Bezug auf die Benutzung des Ersatzfahrzeugs mitführen;
- 4° die in Artikel 27, 4° erwähnte Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, an Bord mitführen.

KAPITEL II — Genehmigungen

Abschnitt 1 — Antrag auf Betriebsgenehmigung

Art. 78 - Jeder Antrag auf Genehmigung, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst zu betreiben, so wie in Artikel 18 des Dekrets vorgesehen, muss unter Gefahr der Unzulässigkeit das Folgende enthalten:

- 1° die vollständige Identität des Antragstellers im Sinne von Artikel 37, 1°;
- 2° die Anzahl der Fahrzeuge, für welche die Genehmigung beantragt wird;
- 3° die allgemeinen Merkmale der zu verwendenden Fahrzeuge;
- 4° den in Artikel 29 des Dekrets erwähnten Betriebssitz.

Art. 79 - Dem Antrag auf Genehmigung müssen die in Artikel 38 genannten Dokumente beigelegt werden.

Art. 80 - Der vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierte und unterzeichnete Antrag auf Betriebsgenehmigung wird zusammen mit seinen Anlagen auf jede zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.

Diese prüfen, ob der Antrag vollständig ist, und schicken dem Antragsteller auf jede zweckmäßige Weise eine Empfangsbestätigung zu.

Art. 81 - § 1. Innerhalb von dreißig Tagen ab der Bestätigung des Empfangs einer vollständigen Akte stellt die Regierung dem Antragsteller ihren Beschluss auf jede zweckmäßige Weise zu.

§ 2. Wird der Antrag genehmigt, so stellt die Regierung dem Betreiber die Betriebsgenehmigung aus, dies vorbehaltlich der Vorlage der in Artikel 38, 5° erwähnten und dem Antrag nicht beigelegten Dokumente innerhalb von zwei Monaten.

Die tatsächliche Zulassung der Fahrzeuge im Verkehr wird nur nach dem Eingang all dieser Dokumente und der Ausstellung der in Absatz 3 erwähnten Genehmigung erlaubt sein.

Sofort nach Eingang der in Artikel 38, 5° angeforderten Dokumente stellen die Dienststellen der Regierung dem Betreiber eine datierte und unterzeichnete Bescheinigung, durch die das Vorzeigen der ordnungsgemäßen Dokumente bestätigt wird, sowie die in Artikel 74 erwähnte kreisförmige Identifizierungsmarke für jedes zugelassene Fahrzeug zu.

Die Bescheinigung muss auf jeden Fall dem Genehmigungsdokument beigelegt werden.

Falls der Betreiber diese Dokumente nicht innerhalb der vorgesehenen Frist übermittelt oder keine ordnungsgemäßen Dokumente vorzeigt, wird die Genehmigung der Regierung automatisch ungültig.

Abschnitt 2 — Antrag auf Erneuerung einer Genehmigung

Art. 82 - Außer den Angaben, die auf dem Antrag auf Genehmigung mit Angabe der Fahrzeuge, für die die Erneuerung beantragt wird, stehen müssen, müssen unter Gefahr der Unzulässigkeit die in Artikel 44 erwähnten Dokumente dem Antrag auf Erneuerung beigelegt werden.

Art. 83 - Der Antrag auf Erneuerung der Genehmigung wird gemäß dem in den Artikeln 80 bis 81 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

Er muss frühestens neun Monate und spätestens sechs Monate vor dem Ablauf der laufenden Genehmigung eingereicht werden.

Abschnitt 3 — Antrag auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs

Art. 84 - Die Anträge auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs im Sinne von Artikel 23, § 2 des Dekrets werden während der Betreibung eingereicht und enthalten die in Artikel 46 erwähnten Angaben und Anlagen.

Art. 85 - Die vom Betreiber oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, von einer mit der täglichen Führung beauftragten Person datierten und unterzeichneten Anträge auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs werden zusammen mit ihren Anlagen auf jede zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.

Die Dienststellen der Regierung prüfen, dass der Antrag vollständig und korrekt ist. Sie können ggf. die fehlenden Dokumente anfordern und die ungenügenden Angaben auf dem Antrag oder seinen Anlagen vervollständigen lassen. Sie können ebenfalls den Betreiber darum bitten, die Fahrzeuge vorzustellen.

Art. 86 - Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb von acht Tagen ab dem Eingang eines vollständigen Antrags auf Genehmigung zu.

Falls dem Betreiber kein Beschluss innerhalb der im vorigen Absatz erwähnten Frist zugestellt worden ist, darf dieser sein Ersatzfahrzeug gemäß seinem Antrag verwenden.

KAPITEL III — *Parken*

Art. 87 - Die Fahrzeuge, die für die Betreibung eines im Bereich der Fahrzeugvermietung mit Fahrer tätigen Dienstes eingesetzt werden, dürfen nur dann auf der öffentlichen Straße oder auf einem der Öffentlichkeit zugänglichen Verkehrsweg stehen, wenn sie im Dienst sind, nachdem sie Gegenstand einer vorherigen Vermietung am Sitz des Betriebs gewesen sind, aufgrund eines laufenden Vertrags.

KAPITEL IV — *Einstellung der Tätigkeit*

Art. 88 - Bei einer endgültigen Einstellung der Tätigkeit müssen die Betreiber dies den Dienststellen der Regierung innerhalb von acht Werktagen mitteilen und für jedes Fahrzeug die in Artikel 74 erwähnte Marke sowie die Genehmigungsdokumente bei ihnen abgeben.

Das Nummernschild eines jeden Fahrzeugs muss innerhalb derselben Frist der "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V. - Direktion der Kraftfahrzeugzulassung)" zurückgegeben werden.

TITEL 4 — *Die Sammeltaxidienste*

KAPITEL I — *Betriebsbedingungen*

Abschnitt 1 — Bestimmungen in Bezug auf die Betreiber

Art. 89 - Niemand darf den Beruf eines Betreibers von einem Sammeltaxidienst ausüben, wenn er den gemäß den Artikeln 3 bis 5 erforderlichen Bedingungen in Sachen Sittlichkeit, Zahlungsfähigkeit und berufliche Qualifikation nicht genügt.

Wenn der Betrieb von einer juristischen Person geleistet wird, müssen die Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation von der mit der täglichen Führung beauftragten Person erfüllt werden.

Art. 90 - Die Betreiber dürfen Fahrer, die nicht Inhaber der in Artikel 11, 1° bis 5° erwähnten Dokumente sind, nicht einstellen bzw. fahren lassen und müssen die Einhaltung der Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation durch die Fahrer überprüfen.

Art. 91 - § 1. Die Betreiber dürfen einen Sammeltaxidienst nur aufgrund eines Bestellscheins leisten, der die Reservierung eines Platzes bestätigt, in der Reihenfolge ihres Abschlusses nummeriert ist und wenigstens die auf dem in der Anlage 9 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster erwähnten Angaben enthält.

§ 2. Der Originalbestellschein muss sich entweder an Bord des Fahrzeugs oder am Betriebssitz mit einer Kopie an Bord des Fahrzeugs befinden.

Art. 92 - Die Betreiber müssen am Sitz ihres Betriebs einen Ordner mit den Bestellscheinen in der chronologischen Ordnung ihres Abschlusses haben sowie ein Register führen, in dem die hauptsächlichen Angaben bezüglich aller Bestellungen Tag für Tag angeführt werden, wobei das Datum und die Uhrzeit der Bestellung sowie ihre Nummer und ihr Preis angegeben werden.

Diese Dokumente müssen drei Jahre lang aufbewahrt werden.

Art. 93 - Der Betreiber muss den Dienststellen der Regierung innerhalb einer Frist von zehn Tagen jeden Wohnort-, Betriebssitz- oder Gesellschaftssitzwechsel sowie jeden Fahrzeugwechsel melden.

Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der Fahrer

Art. 94 - Die Fahrer müssen ständig den gemäß den Artikeln 66 bis 69 erwähnten erforderlichen Bedingungen in Sachen Sittlichkeit und berufliche Qualifikation genügen.

Art. 95 - Wenn sie im Dienst sind, müssen die Fahrer im Besitz der in Artikel 11, 1° bis 3° erwähnten Dokumente sein.

Art. 96 - Gemäß Artikel 31, § 1, 3° des Dekrets müssen die Fahrer im Besitz eines täglichen Fahrtenblattes sein, auf dem u.a. die in Artikel 71 erwähnten Angaben unverwischbar angeführt werden.

Das Fahrzeug kann mit einem Zusatzgerät, das das elektronische Erstellen eines Fahrtenblattes ermöglicht, ausgerüstet werden.

Die Fahrtenblätter müssen am Gesellschaftssitz des Betreibers während drei Jahren ab deren Verwendung aufbewahrt werden und müssen nach Fahrzeug und nach Datum eingeordnet werden.

Art. 97 - Die Fahrer müssen die in Artikel 19, 2° bis 9° erwähnten Verpflichtungen einhalten.

Art. 98 - Der Fahrer, der bei einer Sammelfahrt eingesetzt wird, wählt selber den geeignetesten Weg unter Berücksichtigung der jeweiligen Bestimmungen.

Der Fahrer kann jedoch nur dann eine Fahrt zwischen zwei oder mehreren Stellen einer regelmäßigen Autobuslinie übernehmen, wenn ein Partnerschaftsabkommen mit einer der Betreibungsgesellschaften abgeschlossen worden ist, die durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region errichtet worden sind.

Art. 99 - Am Ende der Ausführung einer jeden Sammelfahrt müssen die Fahrer das Fahrzeug sofort und über den schnellsten Weg zum Gesellschaftssitz oder zu einem der Betriebssitze des Unternehmens zurückfahren.

Art. 100 - Die in Artikel 22 erwähnten Bestimmungen bezüglich der Fahrer sind auf die Sammeltaxidienste anwendbar.

Art. 101 - Die in Artikel 23, 1°, 3°, 4°, 5° und 6° aufgelisteten Verbote bezüglich der Taxifahrer sind auf die Fahrer von Sammeltaxis anwendbar.

Abschnitt 3 — Bestimmungen bezüglich der Fahrzeuge

Art. 102 - § 1. Die für den Betrieb eines Sammeltaxidienstes eingesetzten Fahrzeuge müssen ständig in gutem Zustand sein und alle notwendigen Bedingungen in Sachen Qualität, Komfort, Bequemlichkeit und Sauberkeit, sowohl was die Karosserie als auch den Insaßenraum betrifft, erfüllen.

§ 2. Ein für einen Sammeltaxidienst eingesetztes Fahrzeug darf nicht über sieben Jahre alt sein.

Art. 103 - Jedes für den Betrieb eines Sammeltaxidienstes eingesetzte Fahrzeug muss vorne rechts und hinten eine durch die Dienststellen der Regierung ausgestellte kreisförmige Identifizierungsmarke tragen, die ständig von Außen leicht sichtbar sein muss und auf der die Buchstaben "TC" und die durch die Regierung vergebene Identifizierungsnummer stehen, gemäß dem in der Anlage 10 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster.

Die Nummer dieser Marke muss auch im Inneren des Fahrzeugs an einer Stelle, die die Fahrgäste leicht sehen können, stehen.

Art. 104 - Jedes für einen Sammeltaxidienst eingesetzte Fahrzeug muss unbedingt ein Nummernschild mit den Buchstaben "TX" im Sinne des Ministerialerlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen tragen.

Sobald ein Fahrzeug nicht mehr im Rahmen des Betriebs des Taxidienstes verwendet wird, muss der Betreiber innerhalb von acht Werktagen das Nummernschild an die "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V.) (Direktion der Kraftfahrzeugzulassung) zurückgeben und dies den Dienststellen der Regierung mitteilen.

Art. 105 - In jedem im Dienst befindlichen Fahrzeug müssen sich mindestens folgende Dokumente befinden:

- 1° eine Kopie der Betriebsgenehmigung und der ihr beigefügten Bescheinigung, die durch die Dienststellen der Regierung ausgestellt worden sind, so wie in Artikel 81, § 2 erwähnt;
- 2° das Original oder eine Kopie des Bestellscheins für jeden der Fahrgäste;
- 3° das tägliche Fahrtenblatt bezüglich der Fahrten des Fahrzeugs so wie in Artikel 71 erwähnt;
- 4° eine Kopie der Regelung bezüglich der Taxidienste und der im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste;
- 5° die in Artikel 27, 4° erwähnte Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist.

Art. 106 - Die in Artikel 23 des Dekrets erwähnten Ersatzfahrzeuge müssen folgenden Bedingungen genügen:

- 1° die in Artikel 102 erwähnten Anforderungen für die Betreibung eines Sammeltaxidienstes erfüllen;
- 2° einerseits vorne rechts auf der Außenseite die Identifizierungsmarke des Fahrzeugs, das es ersetzt, und andererseits vorne links eine Marke mit der Aufschrift "ERSATZ" gemäß dem in der Anlage 8 zum vorliegenden Erlass stehenden Muster tragen;
- 3° zusätzlich zu den für den Betrieb eines Sammeltaxidienstes erforderlichen Dokumente die Zulassungsdokumente bezüglich der Verwendung des Ersatzfahrzeugs an Bord haben;
- 4° eine Kopie der in Artikel 27, 4° erwähnten Bescheinigung des Versicherers, durch die bestätigt wird, dass das Fahrzeug für den bezahlten Transport von Personen versichert ist, an Bord mitführen.

Abschnitt 4 — Bestimmungen bezüglich der Fahrgäste

Art. 107 - Die in Artikel 36 erwähnte und für die Fahrgäste geltenden Verbote sind auf die Sammeltaxidienste anwendbar.

KAPITEL II — Genehmigungen

Abschnitt 1 — Antrag auf Betriebsgenehmigung

Art. 108 - Jeder Antrag auf die Genehmigung, einen Sammeltaxidienst zu betreiben, muss mittels eines Formulars, dessen Muster in der Anlage 11 zum vorliegenden Erlass steht, eingereicht werden.

Art. 109 - Dem Formular müssen folgende in Artikel 38 erwähnte Dokumente beigefügt werden.

Art. 110 - Der mittels des Formulars getätigte Antrag auf Genehmigung wird gemäß dem in den Artikeln 80 bis 81 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

Abschnitt 2 — Antrag auf Erneuerung einer Genehmigung

Art. 111 - Jeder Antrag auf Erneuerung muss mittels des in Artikel 109 erwähnten Formulars eingereicht werden.

Art. 112 - Dem Formular müssen folgende in Artikel 44 erwähnte Dokumente beigefügt werden.

Art. 113 - Der Antrag auf Erneuerung der Genehmigung wird gemäß dem in den Artikeln 80 bis 81 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

Er muss frühestens neun Monate und spätestens sechs Monate vor dem Ablauf der laufenden Genehmigung eingereicht werden.

Abschnitt 3 — Antrag auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs

Art. 114 - Jeder Antrag auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs wird während der Betreibung eingereicht und muss die in Artikel 46 erwähnten Angaben und Anlagen enthalten.

Art. 115 - Die Anträge auf Genehmigung zur Benutzung eines Ersatzfahrzeugs werden gemäß dem in den Artikeln 85 bis 86 festgesetzten Verfahren eingereicht und untersucht.

KAPITEL III — Parken

Art. 116 - Die Fahrzeuge, die für die Betreibung eines Sammeltaxidienstes eingesetzt werden, dürfen nur dann auf der öffentlichen Straße oder auf einem der Öffentlichkeit zugänglichen privaten Verkehrsweg stehen, wenn sie im Dienst sind, nachdem sie Gegenstand einer Bestellung gewesen sind, die durchgeführt wird.

KAPITEL IV — Einstellung der Tätigkeit

Art. 117 - Bei einer endgültigen Einstellung der Tätigkeit müssen die Betreiber dies den Dienststellen der Regierung innerhalb von acht Werktagen mitteilen und für jedes Fahrzeug die in Artikel 103 erwähnte Marke sowie die Genehmigungsdokumente bei ihnen abgeben.

Das Nummernschild eines jeden Fahrzeugs muss innerhalb derselben Frist der "Direction de l'Immatriculation des Véhicules (D.I.V. - Direktion der Kraftfahrzeugzulassung)" zurückgegeben werden.

TITEL 5 — Die Transportdienste allgemeinen InteressesKAPITEL I — *Zulassung*

Art. 118 - Werden von Amts wegen für den Betrieb eines Transportdienstes allgemeinen Interesses im Sinne von Artikel 1, 4° des Dekrets zugelassen:

- 1° die Gemeinden, auch wenn sie gemäß einer in Artikel L1512-1 CDLD erwähnten Vereinbarung handeln;
- 2° die öffentlichen Sozialhilfzentren (ÖSHZ);
- 3° die autonomen Gemeinderegien;
- 4° die Projektvereinigungen zwischen Gemeinden;
- 5° die Interkommunalen;
- 6° die durch Kapitel XII des Grundlagengesetzes vom 8 Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren geregelten Vereinigungen;
- 7° die Krankenkassen, so wie sie durch das Gesetz vom 6. August 1990 über die Krankenkassen und Krankenkassenlandesverbände organisiert sind;
- 8° die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, wenn:
 - sie eine Zielsetzung öffentlichen Interesses verfolgen;
 - sie durch eine Krankenkasse, eine Gemeinde oder ein ÖSHZ oder die Mandatsträger der Gemeinde oder des ÖSHZ, die im Rahmen der Ausübung ihres Mandats handeln, gegründet worden sind, oder wenn die Gemeinde, das ÖSHZ oder ihre Mandatsträger, die im Rahmen der Ausübung ihres Mandats handeln, zu ihren Mitgliedern zählen;
 - und wenn sie de jure oder de facto unter ihrer Kontrolle handeln.

Sind nicht betroffen die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die nur Zuschüsse der lokalen Behörden beziehen, oder wenn einige ihrer Mandatsträger ad personam Mitglieder sind, sogar wenn sie Mitglieder ihrer Organe sind.

Art. 119 - Jeder Antrag auf Zulassung muss unter Gefahr der Unzulässigkeit die folgenden Angaben und Anlagen enthalten:

- 1° die vollständige Identität der Einrichtung zusammen mit einer Liste, in der die vollständige Identität eines jeden der Verantwortlichen und eine Kopie der Satzungen angeführt werden;
- 2° die genaue Zielsetzung öffentlichen Interesses in Sachen Transport, die die Einrichtung verfolgt;
- 3° die auf den Transport im Rahmen der Fahrten des Dienstes anwendbaren Tarifbedingungen.

Art. 120 - Der von der für die Einrichtung verantwortlichen Person datierte und unterzeichnete Antrag auf Zulassung wird zusammen mit seinen Anlagen auf jede zweckmäßige Weise den Dienststellen der Regierung zugeschickt.

Diese prüfen, ob der Antrag vollständig ist; wenn ja, schicken sie dem Antragsteller auf jede zweckmäßige Weise eine Empfangsbestätigung zu.

Art. 121 - Die Regierung stellt dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang eines vollständigen Antrags zu.

Art. 122 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum von drei Jahren gewährt, der erneuert werden kann, wenn die Zulassungsbedingungen noch erfüllt sind.

Art. 123 - Die zugelassene Einrichtung verpflichtet sich, die Dienststellen der Regierung über jede Änderung bezüglich ihrer Identität, ihrer Satzungen, ihrer Zielsetzung oder ihrer Tarifbedingungen zu informieren.

Art. 124 - Die Regierung kann zu jeder Zeit beschließen, die Zulassung wegen Nichterfüllung einer dieser Bedingungen aufzuheben bzw. zu entziehen.

KAPITEL II — *Betriebsbedingungen*

Art. 125 - Um seine Sittlichkeit zu beweisen, muss der Fahrer der Einrichtung einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 oder, wenn es sich um ausländische Staatsbürger handelt, jedes andere gleichwertige Dokument gemäß Artikel 9, 3° vorlegen.

Die Einrichtung befindet über die Sittlichkeit des Fahrers auf der Grundlage des vorgelegten Dokumentes und bürgt für sie.

Die Fahrer müssen jährlich der Einrichtung einen neuen, weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 oder, wenn es sich um ausländische Staatsbürger handelt, jedes andere entsprechende Dokument vorlegen.

Art. 126 - Die Fahrer müssen den in Artikel 16 erwähnten erforderlichen Bedingungen in Sachen Alter und Mindesterfahrung in Sachen Fahren genügen.

Die Einrichtung muss die Einhaltung dieser Bedingungen überprüfen.

Art. 127 - Jede im Anwendungsbereich des vorliegenden Titels einbegriffene Transporttätigkeit muss durch eine angemessene Versicherung gedeckt sein.

Diese Deckung kann durch die zugelassene Einrichtung oder den Fahrer selbst unter Vorbehalt der Überprüfung durch die Einrichtung gesichert werden.

Art. 128 - Wenn sie im Dienst sind, müssen die Fahrer im Besitz der in Artikel 11, 1° bis 3° erwähnten Dokumente sein.

Die Einrichtung muss diese Dokumente für jeden ihrer Fahrer, für die sie verantwortlich ist, überprüfen.

Art. 129 - Die Fahrer müssen im Besitz eines täglichen Fahrtenblattes sein, auf dem folgende Informationen unverwischbar angegeben werden:

- 1° die Identität der Einrichtung, der Name des Fahrers, die Nummer des Nummernschildes des Fahrzeugs und das Verwendungsdatum;

- 2° die Kilometerstände so wie sie auf dem Fahrzeugzähler bei dem Beginn jeder Fahrt bis zur Rückkehr stehen;
- 3° der Ort und die Zeit des Beginns jeder Fahrt und der Rückkehr;
- 4° ggf. die eingenommenen Summen, sonst der für jede Fahrt verlangte Preis.

Die Fahrtenblätter müssen am Sitz der Einrichtung während drei Jahren ab deren Verwendung aufbewahrt werden und müssen entweder nach Fahrzeug und nach Datum oder nach Fahrer und nach Datum eingeordnet werden.

Art. 130 - Die Einrichtungen müssen an ihrem Sitz ein Register führen, in dem jede Fahrt angegeben wird und das Datum und die Uhrzeit der Bestellung sowie ihre Nummer und ihr Preis angeführt werden.

Dieses Register muss drei Jahre lang aufbewahrt werden.

Art. 131 - Die Einrichtungen müssen ein Register mit folgenden Angaben und Dokumenten führen:

- Name, Vorname, Eigenschaft, Wohnort und Rufnummer aller Fahrer;
- eine Kopie des Ausweises, des Führerscheins und des gültigen Auszugs aus dem Strafregister nach dem Muster 1 von allen Fahrern;
- die allgemeinen Merkmale der von den Fahrern verwendeten Fahrzeuge, ihre Zulassungsnummer und der Beweis, dass sie ordnungsgemäß versichert sind.

KAPITEL III — Erklärung

Art. 132 - Jede Transporttätigkeit allgemeinen Interesses muss Gegenstand einer vorherigen Erklärung bei der Regierung sein.

Die datierte und unterschriebene Erklärung muss auf jede zweckmäßige Weise bei den Dienststellen der Regierung eingereicht werden und die folgenden Angaben und Anlagen enthalten:

- 1° die vollständige Identität der Einrichtung im Sinne von Artikel 37, 1°;
- 2° eine ehrenwörtliche Bescheinigung der Einrichtung, durch die bescheinigt wird, dass:
 - sie einen Transport allgemeinen Interesses im Sinne von Art. 1, 4° des Dekrets durchführt;
 - sie den aufgrund der vorliegenden Regelung angeforderten Bedingungen genügt;
 - alle in den Artikeln 129 und 131 erwähnten Dokumente bezüglich der Fahrer und der Fahrzeuge am Sitz der Einrichtung eingesehen werden können;
- 4° ggf. die Art der durch den Dienst betroffenen Fahrgäste;
- 5° die Angabe des Preises pro Kilometer bzw. des Pauschalpreises, der durch die Einrichtung unter Einhaltung des in Artikel 1, 4° des Dekrets festgesetzten Preises bestimmt wird.

Art. 133 - Die Dienststellen der Regierung prüfen, ob die Erklärung vollständig ist, und schicken der Einrichtung auf jede zweckmäßige Weise eine Empfangsbestätigung zu.

Art. 134 - Diese Erklärung muss alle drei Jahre bei den Dienststellen der Regierung erneuert werden.

TITEL 6 — Sanktionen

KAPITEL I — Aufhebung und Entzug der Genehmigungen

Art. 135 - Die Genehmigung, einen Taxidienst, einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst oder einen Sammeltaxidienst zu betreiben, kann durch die zuständige Behörde je nach der Art des betroffenen Dienstes aus in den Artikeln 8, § 2 und 22, § 2 des Dekrets erwähnten Gründen für einen bestimmten Zeitraum aufgehoben oder endgültig entzogen werden.

Vor jeder Maßnahme zur zeitweiligen Aufhebung oder zum endgültigen Entzug einer Genehmigung wird der Betreiber durch die zuständige Behörde zu einer vorherigen Anhörung vorgeladen. In der Vorladung werden die gegen ihn bestehenden Vorwürfe angegeben; ihm wird auch mitgeteilt, dass er die Verfahrensakte einsehen kann.

Die begründete Entscheidung zur zeitweiligen Aufhebung oder zum endgültigen Entzug der Genehmigung wird dem betroffenen Betreiber auf jede zweckmäßige Weise mit Empfangsbestätigung innerhalb von zehn Tagen ab der Anhörung zugestellt.

Nach Ablauf dieser Frist wird davon ausgegangen, dass die Behörde endgültig auf jede Aufhebung oder jeden Entzug der Genehmigung verzichtet, die/der auf den zu Lasten der betroffenen Person gestellten Tatsachen beruht, es sei denn, es bestehen neue Elemente.

Innerhalb von acht Tagen ab der Zustellung der Entscheidung zur Aufhebung bzw. zum Entzug muss der Betreiber der zuständigen Behörde das Folgende zurückgeben:

- die Genehmigungsdokumente;
- für die bei einem Taxidienst eingesetzten Fahrzeuge das in Artikel 25 erwähnte Schild, wenn dieses durch die Gemeindeverwaltung ausgestellt worden ist, und für die bei einem im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst oder einem Sammeltaxidienst eingesetzten Fahrzeuge die in den Artikeln 74 bzw. 103 erwähnte Identifizierungsmarke.

Innerhalb von acht Tagen ab der Zustellung einer Entscheidung zum endgültigen Entzug muss der Betreiber der "Direction de l'Immatriculation des Véhicules" (D.I.V. - Direktion der Kraftfahrzeugzulassung) das Nummernschild zurückgeben.

Art. 136 - Jede begründete Entscheidung des Kollegiums, einem Betreiber von einem Taxidienst seine Genehmigung zeitweilig aufzuheben bzw. endgültig zu entziehen, muss unverzüglich den Dienststellen der Regierung mitgeteilt werden.

Art. 137 - Der Betreiber eines Taxidienstes hat die Möglichkeit, einen Einspruch gegen die durch das Kollegium gefasste Aufhebungs- bzw. Entzugsentscheidung einzureichen.

Dieser Einspruch muss innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zustellung der Entscheidung zur Aufhebung bzw. zum Entzug der Genehmigung eingereicht werden.

Die Regierung befindet innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Einspruchs.

KAPITEL II — *Administrative Geldbußen*

Art. 138 - § 1. Stellt einen von einem Betreiber verübten Verstoß des Typs A dar:

- 1° der Betrieb eines Taxidienstes, eines im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienstes, eines Sammeltaxidienstes ohne eine von der zuständigen Behörde ausgestellte effektive Genehmigung;
- 2° die Organisierung eines Transportdienstes allgemeinen Interesses ohne Zulassung und/oder Erklärung;
- 3° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen in Bezug auf die Betreiber;
- 4° jeder Verstoß in Bezug auf die Einstellung der Tätigkeit;
- 5° jeder Verstoß gegen Artikel 19, § 1, 3°, 4°, 7° des Dekrets und Artikel 31, § 1, 2° des Dekrets.

§ 2. Stellt einen von einem Fahrer verübten Verstoß des Typs B dar:

- 1° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen in Bezug auf die Fahrer;
- 2° jeder Verstoß in Bezug auf das Parken;
- 3° jeder Verstoß gegen Artikel 19, § 1, 5° des Dekrets und Artikel 31, § 1, 3° des Dekrets.

§ 3. Stellt einen je nach Fall vom Betreiber oder vom Fahrer verübten Verstoß des Typs C dar:

- 1° jeder Verstoß gegen die Betriebsbedingungen in Bezug auf die Fahrzeuge;
- 2° jeder Verstoß gegen Artikel 19, § 1, 2°, 6°, 8°, 9° und 10° des Dekrets und Artikel 31, § 1, 4°, 5° und 6° des Dekrets.

§ 4. Stellt einen Verstoß des Typs dar, jeder Verstoß, der von einem Fahrgast gegen die Betriebsbedingungen in Bezug auf die Fahrgäste verübt wird.

Art. 139 - § 1. Diejenigen, die einen in Artikel 138, § 1, 1° vorgesehenen Verstoß des Typs A begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 500 Euro bestraft; diejenigen, die einen in Artikel 132, § 1, 2° bis 5° vorgesehenen Verstoß des Typs A begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 300 Euro bestraft.

§ 2. Diejenigen, die einen in Artikel 138, § 2 vorgesehenen Verstoß des Typs B begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 100 Euro bestraft.

§ 3. Diejenigen, die einen in Artikel 138, § 3 vorgesehenen Verstoß des Typs C begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 150 Euro bestraft.

§ 4. Diejenigen, die einen in Artikel 138, § 4 vorgesehenen Verstoß des Typs D begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 50 Euro bestraft.

Art. 140 - Bei Wiederholung wird der in Artikel 139 festgesetzte Betrag der administrativen Geldbuße verdoppelt, dies unbeschadet des Artikels 39 des Dekrets.

Art. 141 - Die in Artikel 139 bestraften Tatbestände werden von einem Polizeibeamten oder einem Inspektor der Dienststellen der Regierung protokolliert; eine Kopie des Protokolls wird dem Zuwiderhandelnden auf der Stelle ausgehändigt.

Art. 142 - § 1. Das Protokoll wird dem von der Regierung bezeichneten beauftragten Beamten übermittelt.

§ 2. Die administrative Sanktion wird vom beauftragten Beamten auferlegt.

§ 3. Vor der Festsetzung einer administrativen Geldbuße und innerhalb von dreißig Kalendertagen ab dem in Artikel 141 erwähnten Feststellungsprotokoll benachrichtigt der beauftragte Beamte die betroffene Person per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief.

Der Einschreibebrief enthält folgende Elemente:

- 1° die Angabe der in Betracht gezogenen Beschuldigung(en);
- 2° den Betrag der berücksichtigten Geldbuße;
- 3° die Tatsache, dass der Zuwiderhandelnde innerhalb von zwanzig Tagen ab der Zustellung des Einschreibebriefs die Möglichkeit hat, seine Verteidigungsgründe schriftlich bekannt zu geben und darum zu bitten, vom beauftragten Beamten angehört zu werden, um seine Verteidigung mündlich vorzustellen; wenn der Zuwiderhandelnde angehört und von einer Drittperson begleitet oder vertreten werden möchte, muss er eine Kopie des Ausweises dieser Drittperson seinem Antrag auf Anhörung beifügen, außer wenn diese Drittperson die Eigenschaft eines Anwalts besitzt;
- 4° den Ort, den Tag und die Uhrzeiten, an denen die Akte eingesehen werden kann.

Der beauftragte Beamte teilt ggf. den Tag mit, an dem der Betroffene aufgefordert ist, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzustellen.

§ 4. Die Anhörung findet spätestens sechzig Werktagen nach dem Einsenden des in § 3 erwähnten Einschreibebriefs statt. Der beauftragte Beamte erstellt ein Protokoll der Anhörung und fordert die betroffene Person auf, es zu unterschreiben, dies ggf. nachdem sie ihre Bemerkungen eingetragen hat.

Art. 143 - § 1. Der beauftragte Beamte setzt den Betrag der administrativen Geldbuße durch einen begründeten Beschluss fest und teilt ihn der betroffenen Person innerhalb von sechzig Tagen ab der Zustellung des Einschreibebriefs an den Zuwiderhandelnden oder bei einem Antrag auf Anhörung innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum, an dem der Zuwiderhandelnde oder sein Vertreter angehört worden ist bzw. hätte angehört werden müssen, mit. Nach dieser Frist wird davon ausgegangen, dass der beauftragte Beamte endgültig auf jede Geldstrafe, die durch die zu Lasten der betroffenen Person gestellten Tatsachen begründet ist, verzichtet, dies vorbehaltlich neuer Elemente.

§ 2. Der Beschluss wird dem Zuwiderhandelnden per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zugestellt.

§ 3. In dem Beschluss werden der Name des Inhabers des Kontos, auf welches der Betrag überwiesen werden muss, und dessen Nummer angegeben.

§ 4. Der Zuwiderhandelnde zahlt den geforderten Betrag innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses.

§ 5. In Ermangelung einer Zahlung innerhalb der in § 4 vorgesehenen Frist stellt der beauftragte Beamte einen Zahlungsbefehl innerhalb von sechzig Tagen nach Ablauf der besagten Frist aus, erklärt diesen für vollstreckbar und stellt ihn dem Zuwiderhandelnden per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zu.

Art. 144 - Im Zustellungsschreiben des Beschlusses des beauftragten Beamten, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, werden die Möglichkeit eines Einspruchs beim Polizeigericht und die Frist, innerhalb welcher der Einspruch eingelegt werden kann, gemäß Artikel 39, § 3 des Dekrets, angegeben.

Art. 145 - Keine administrative Geldbuße darf einer Person auferlegt werden, die wegen der gleichen Tatsachen Gegenstand von auf der Grundlage von Artikel 38 des Dekrets eingeleiteten Strafverfolgungen gewesen ist, sogar wenn sie eine Einstellung des Verfahrens oder einen Freispruch als Ergebnis hatten.

TITEL 7 — Übergangs- und Schlussbestimmungen

KAPITEL I — *Übergangsbestimmungen*

Art. 146 - Die Genehmigungen, einen Taxidienst zu betreiben, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurden, sowie die sie betreffenden Betriebsbedingungen bleiben bis zum Ende ihrer Gültigkeitsfrist anwendbar.

Art. 147 - Alle Taxifahrzeuge, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits im Dienst sind, müssen bei der Einreichung des Antrags auf Erneuerung der Genehmigung durch den Betreiber der in Artikel 26 erwähnten Zulassungsbedingung genügen.

Art. 148 - Die Fahrer verfügen über eine Frist von sechs Monaten, um den Bestimmungen der Artikel 10 und 11 des vorliegenden Erlasses zu genügen.

Art. 149 - Im Rahmen der Anwendung von Artikel 51 wird eine Gemeinde, wenn die Anzahl der zur Betreuung eines Taxidienstes auf ihrem Gebiet zugelassenen Fahrzeuge die Höchstquote übertrifft, eine auf die höhere Einheit aufgerundete proportionale Verringerung vornehmen müssen, um die Anzahl der Fahrzeuge auf die genehmigte Quote zu verringern.

Diese Verringerung wird am Ablauf jeder Genehmigung bei dem durch den Betreiber eingereichten Antrag auf Erneuerung anwendbar sein.

KAPITEL II — *Schlussbestimmungen*

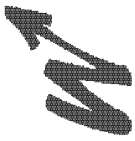
Art. 150 - Das Dekret und der vorliegende Erlass treten am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 151 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE



RÉGION WALLONNE

GEMEINDE.....

BEFÄHIGUNGSNACHWEIS

Nr.

Der Unterzeichnete bescheinigt:
 a) dass Frau/Herr* geboren in am in
 wohhaft

..... folgende Dokumente vorgelegt hat:

- 1° Personalausweis
- 2° ordnungsgemäß für gültig erklärte Bescheinigung der ärztlichen Prüfung / Fähigkeitsbescheinigung
- 3° Führerschein
- 4° Dokumente, die das Recht, Arbeit in Belgien leisten zu dürfen, bescheinigen (nur für die betroffenen ausländischen Staatsangehörigen)
- 5° einen weniger als drei Monate alten Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1 (oder für die ausländischen Staatsbürger jedes andere gleichwertige Dokument)
- 6° die Bescheinigung des erfolgreichen Abschlusses der Prüfung (für die Gemeinden, die eine solche Prüfung organisieren) gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktobers 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste

b) dass die unter a) erwähnte Person berechtigt ist, ihre berufliche Fähigkeit in einem einen Taxidienst auf dem Gebiet unserer Gemeinde betreibenden Unternehmen gelten zu lassen.

Ausgestellt in am

Stempel der Verwaltung

Für das Kollegium
 Der Gemeindevizepräsident

Anlage Nr. 2

TAXI

(Gemeinde)

(Identifizierungsnummer)

Anlage Nr. 3

(auf Papier mit Briefkopf der Versicherungsgesellschaft zu erstellen und der gültigen grünen Versicherungskarte beizufügen)

Versicherungsnachweis für die bezahlte Beförderung von Personen

Die, Unterzeichnete VERSICHERUNGSGESELLSCHAFT
mit Sitz in
vertreten durch in seiner/ihrer Eigenschaft als

bescheinigt, dass:

Frau/ Herr
wohnhaft in
oder
Die Gesellschaft
deren Gesellschaftssitz in eingerichtet ist
hier vertreten durch Frau/Herrn
eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer
.....

Inhaber(in) einer "Haftpflichtversicherung für die bezahlte Beförderung von Personen" ist mit der Nr. für das folgende Fahrzeug mit einer Kapazität von höchstens 9 Personen einschließlich des Fahrers

Kategorie und Marke des Fahrzeugs	Zulassungsnummer	Nummer des Fahrgestells oder des Motors

Gültigkeitsperiode: GÜLTIG vom bis zum

Geschehen zu

Am

(Unterschrift des Versicherers)

Anlage Nr. 4

RESERVE

(Gemeinde)

(Identifizierungsnummer)

Anlage Nr. 5

ERSATZFAHRZEUG

Anlage Nr. 6

Vereinbarung bezüglich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer**STEMPEL DES BETREIBERS****Jahr:**
Nr. des Vertrags:**ZWISCHEN EINERSEITS:**

Frau/Herrn.....
 wohnhaft in
 oder
 Der Gesellschaft
 deren Gesellschaftssitz in eingerichtet ist
 hier vertreten durch Frau/Herrn.....
 eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer.....
 die/der einen im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienst betreibt und Inhaber(in)
 einer Betriebsgenehmigung Nr. ist, die durch die Dienststellen der Wallonischen Regierung am
 ausgestellt wurde,

nachstehend den "Vermieter" genannt,

UND ANDERERSEITS:

.....
 (Name und vollständige Anschrift)

nachstehend den "Kunden" genannt

WIRD DAS FOLGENDE VEREINBART:**Gegenstand:**

Der Vermieter setzt dem Kunden das/die folgende(n) Fahrzeug(e) mit Fahrer zur Verfügung (*):

Identifizierungsnummer	Marke und Model	Zulassungsnr.

(*). Wenn das/die für die Ausführung des vorliegenden Vertrags eingesetzte(n) Fahrzeug(e) nicht bekannt ist/sind, bitte die vollständige Liste aller zur Verfügung stehenden Fahrzeuge beifügen..

 für die folgende einzige Leistung:

- Anfang der Leistung am .../.../... umUhr
- Ende der Leistung am .../.../... umUhr

 für alle folgenden Leistungen:

- Leistung 1: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 2: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 3: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 4: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 5: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 6: am .../.../... vonUhr bisUhr
- Leistung 7: am .../.../... vonUhr bisUhr

Für den Zeitraum vom bis zum im Rahmen eines langfristigen Mietvertrags, der am Sitz des Unternehmens eingesehen werden kann.

Identität des Fahrgastes (nicht obligatorisch):**Preis:**

Der Preis der Leistungen beträgtEuro

Die Bestimmungen des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste und seiner Durchführungserlasse sind völlig anwendbar.

Geschehen in am .../.../... in zwei Originalausfertigungen. Jede Partei bestätigt, dass sie ein Exemplar erhalten hat; das Original oder eine Kopie muss sich während der ganzen Dauer der Durchführung des Vertrags immer an Bord des Fahrzeugs befinden.

Der Vermieter (oder sein Beauftragter),

Der Kunde,

Anlage Nr. 7



LVC

(Identifizierungsnummer)

Anlage Nr. 8



REPLACEMENT

Anlage Nr. 9

Bestellschein für einen Sammeltaxidienst

(STEMPEL DES BETREIBERS)

Datum der Vorbestellung:**Nr. der Vorbestellung:****Betreiber:**

Name: Frau/Herr/Firma

Anschrift: Wohnsitz/ Gesellschaftssitz gelegenNr.

Postleitzahl:Ortschaft

eingetragen bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter der Nummer

Betreiber eines Sammeltaxidienstes auf der Grundlage einer Genehmigung mit der Nummer,
die von den Dienststellen der Wallonischen Regierung amausgestellt
worden ist**Kunde:**

Name: Frau/Herr/Firma

Anschrift: Wohnsitz/ Gesellschaftssitz gelegenNr.

PostleitzahlOrtschaft

Tel.:Mobiltelefon:

Anzahl der Fahrgäste: Erwachsene:Kind(er) – 12 Jahre:

Dienst : Hinfahrt Rückfahrt Hin- und Rückfahrt

	Hinfahrt	Rückfahrt
Datum:		
Uhrzeit:		
Ort der Abfahrt:		
Bestimmungsort:		

Unterschrift:

Anlage Nr. 10



TC

(Identifizierungsnummer)

Anlage Nr. 11

Formular für den Antrag auf Genehmigung, einen Sammeltaxidienst zu betreiben

U/Z: DGO2 / DTP / TC "... " - Sammeltaxis

- Antrag auf Genehmigung, einen Sammeltaxidienst zu betreiben
- Antrag auf Erneuerung der Genehmigung Nr.
- Antrag auf Änderung der Betriebsbedingungen der Genehmigung Nr.

A. Auskünfte bezüglich des Betreibers, der über das (die) Fahrzeug(e) verfügt:

- Name und Vorname / Bezeichnung:
- Anschrift des Wohnsitzes / Gesellschaftssitzes:
- Anschrift des Betriebsitzes (wenn nicht dieselbe wie die vorherige) :
- Eintragsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:
- Berufliche Telefonnummer:

B. Auskünfte bezüglich des etwaigen Auftraggebers (Reiseagentur, ...):

- Bezeichnung + vollständige Anschrift:
- Partnerschaft mit der "TEC" ? Ja-Nein (Falls ja, bitte dem vorliegenden Formular die Partnerschaftvereinbarung beifügen)

C. Auskünfte bezüglich des Transportdienstes:

- Typ des Dienstes:
- Bestimmungsort (falls mehrere Bestimmungsorte, kann eine Liste als Anlage beigefügt werden) :

D. Auskünfte bezüglich des/der Fahrzeug(s)(e):

- Anzahl Fahrzeuge:
- Allgemeine Merkmale:

Marke

Anzahl Plätze

Zulassungsnummer (wenn schon im Besitz des Fahrzeugs)

Datum der ersten Inbetriebnahme (wenn schon im Besitz des Fahrzeugs)

E. Erklärung

Der / die Unterzeichnete, Betreiber, erklärt, dass der vorliegende Antrag vollständig, richtig und wahrhaftig ist.

Datum des Antrags:

Unterschrift :

Im Falle eines Auftraggebers:

Der / die Unterzeichnete, Auftraggeber, erklärt, dass der vorliegende Antrag, was ihn / sie betrifft, vollständig, richtig und wahrhaftig ist.

Datum des Antrags:

Unterschrift:

Dem vorliegenden Formular beizufügende Anlagen:

- Kopie des Ausweises des Betreibers / Kopie der Satzungen der juristischen Person und des Ausweises der mit der täglichen Führung beauftragten Personen
- Weniger als 3 Monate alter Auszug aus dem Strafregister nach dem Muster 1
- Belege für die Zahlungsfähigkeit:
 - Kopie der Ankaufsrechnung der Fahrzeuge oder Beweis der Einhaltung der Zahlungstermine im Rahmen der Kreditverkauf-, Mietfinanzierungs- oder Mietkaufverträge.
(falls Sie noch nicht über die Fahrzeuge verfügen, eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die das zukünftige Eigentum oder die Einhaltung der Zahlungstermine bescheinigt wird)
 - eine entweder von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von dem Landesamt für soziale Sicherheit stammende Bescheinigung, die der in Ausführung von Artikel 90, §3 und §4 des KE vom 08. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen ausgestellte Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass Sie den Regeln in Sachen Sozialbeiträge genügen
(bei der ersten Ausübung einer beruflichen Tätigkeit eine ehrenwörtlichen Erklärung, durch die die Mitgliedschaft und die regelmäßigen Zahlungen an die Einrichtung bei Gewährung der Genehmigung bescheinigt werden)
- Kopie der Bescheinigung, die Ihre berufliche Qualifikation begründet
- Folgende Dokumente bezüglich des/der im Rahmen eines Sammeltaxidienstes zu verwendenden Fahrzeug(s)(e):
 - Kopie der Zulassungsbescheinigung
 - Kopie der letzten Prüfbescheinigung der technischen Kontrolle
 - Kopie der Versicherungsbescheinigung für den bezahlten Transport von Personen und der gültigen grünen Versicherungskarten

Wenn Sie noch nicht über die Fahrzeuge verfügen, werden Sie eine zweimonatige Frist ab der Ausstellung der Genehmigung haben, um diese Dokumente zu übermitteln, sonst wird die Genehmigung automatisch ungültig.

Die tatsächliche Inbetriebnahme der Fahrzeuge im Rahmen des Dienstes wird nur nach Ausstellung einer Bescheinigung, durch die die Vorlage der ordnungsgemäßen Dokumente und der kreisförmigen Identifizierungsmarke bestätigt wird, erlaubt sein.

 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3137

[C - 2009/27165]

3 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, gemeenten en Provinces van het Waalse Gewest), gegeven op 31 maart 2009;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen gericht aan de Raad van State, op 30 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is uitgebracht binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — Begripsomschrijving
Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "decreet" : het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur;
- 2° « Gewest » : het Waalse Gewest;
- 3° « Regering » : de Waalse Regering;
- 4° « college » : het gemeentecollege van de gemeente waar de uitbater zijn taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten.
- 5° « raad » : de gemeenteraad van de gemeente waar de uitbater zijn taxidienst uitbaat of voornemens is uit te baten.

- 6° « uitbater » : elke natuurlijke of rechtspersoon die een taxidienst, een dienst voor verhuur van voertuigen met chauffeur of een collectieve taxidienst in de zin van artikel 1 van het decreet uitbaat;
- 7° « Minister » : de Minister van Vervoer;
- 8° « Regeringsdiensten » : de Directie van de Waalse Overheidsdienst die voor Personenvervoer bevoegd is;
- 9° « dagen » : kalenderdagen;
- 10° « werkdagen » : het geheel van de kalenderdagen, met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen. Indien de in werkdagen uitgedrukte termijn op een zaterdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd.

TITEL 2. — Taxidiensten

HOOFDSTUK I. — *Uitbatingsvoorwaarden*

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de uitbaters

Art. 2. Niemand mag het beroep van uitbater van een taxidienst uitoefenen zonder te voldoen aan de zedelijkheids-, solvabiliteits- en kwalificatievereisten bedoeld in de artikelen 3 tot 5.

Wanneer de uitbating door een rechtspersoon waargenomen wordt, moeten de vereisten inzake zedelijkheid en beroepskwalificatie vervuld worden door de personen belast met het dagelijks beheer onder de voorwaarden waarin het decreet voorziet.

Art. 3. Om zijn zedelijkheid te bewijzen moet de uitbater :

- 1° een uittreksel uit het strafregister (model 1) overleggen dat hoogstens drie maanden oud is;
- 2° in België of in het buitenland sinds minder dan vijf jaar geen veroordeling opgelopen hebben die in kracht van gewijsde is gegaan voor één van de overtredingen vermeld in Boek II, titel III, hoofdstukken I tot V en titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek.

Wat betreft de veroordelingen uitgesproken door een buitenlandse rechtbank, zal rekening gehouden worden met elke veroordeling van toepassing op een feit dat, volgens de Belgische wetgeving, één van de overtredingen vormt waarop deze bepaling betrekking heeft.

Er wordt geen rekening met de uitgewiste veroordelingen, noch met die waarvoor betrokkene eerherstel heeft gekregen.

Art. 4. Om zijn solvabiliteit te bewijzen moet de uitbater :

- 1° eigenaar zijn van de voertuigen of zich houden aan de termijnen waarin hij betalingen moet verrichten in het kader van de overeenkomsten verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurkoop waarvoor de uitgebater voertuigen hem ter beschikking worden gesteld. Wanneer de aanvrager nog geen voertuig bezit, dan moet hij zich rechtvaardigen met een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toekomstige eigendom van de voertuigen of van de naleving van de betalingstermijnen;
- 2° geen achterstand oplopen :
 - van meer dan zes maanden wat betreft de betalingen van heffingen of belastingen i.v.m. de uitbating van zijn dienst;
 - inzake sociale bijdragen. Wanneer de aanvrager voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, dan moet hij zich rechtvaardigen met een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de stortingen aan de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen of aan het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid regelmatig uitgevoerd zullen worden;
- 3° in aanmerking komen voor een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor het bezoldigd vervoer van personen ter dekking van de schade toegebracht aan de vervoerde personen en aan derden bij het gebruik van zijn voertuig en zich houden aan de termijnen waarin hij betalingen moet verrichten in het kader van die verzekeringsovereenkomsten.

Art. 5. Om zijn beroepskwalificatie te bewijzen, moet de uitbater houder zijn van een attest dat uitgaat van de Regeringsdiensten en waaruit blijkt dat hij daadwerkelijk deelgenomen heeft aan een opleiding i.v.m. de wettelijke en reglementaire bepalingen die voorzien in de organisatie van de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur.

De uitbater die actief is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is vrijgesteld van die opleiding.

Art. 6. De uitbaters mogen chauffeurs die niet beschikken over het bekwaamheidsattest afgegeven overeenkomstig de artikelen 11 tot 14 niet in dienst nemen of laten rijden.

Art. 7. De uitbater is verplicht het gemeentebestuur binnen acht werkdagen in kennis te stellen van elke wijziging van woonplaats, van exploitatie- of maatschappelijke zetel, alsook van elke verandering van voertuig.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de chauffeurs

Art. 8. De chauffeurs voldoen bestendig aan de zedelijkheids- en beroepskwalificatievereisten bedoeld in de artikelen 9 tot 16.

Art. 9. Om zijn zedelijkheid te bewijzen moet de chauffeur :

- 1° een uittreksel uit het strafregister (model 1) overleggen dat hoogstens drie maanden oud is of, voor de buitenlandse staatsburgers, elk ander gelijkwaardig document of het bewijs dat ze in aanmerking komen voor het statuut van vluchteling.

De kandidaten-vluchteling en de buitenlandse staatsburgers die sinds meer dan vijf jaar op wettelijke en onafgebroken wijze in België verblijven komen in aanmerking voor zover ze

een uittreksel uit het Belgisch strafregister (model 1) overleggen;

- 2° in België of het buitenland geen van de hiernavolgende in kracht van gewijsde gegane veroordelingen hebben opgelopen :
 - a) een criminele straf, al dan niet met uitstel;
 - b) een correctionele gevangenisstraf, in hoofdzaak, van meer dan zes maanden, al dan niet met uitstel;

- c) een correctionele gevangenisstraf, in hoofdzaak, van drie tot zes maanden, al dan niet met uitstel, binnen de vijf jaar die voorafgaan aan de aflevering van het bekwaamheidscertificaat of aan de nieuwe geldigverklaring ervan;
- d) meer dan drie veroordelingen, al dan niet met uitstel, voor overtredingen van het verkeersreglement in de derde of vierde graad, in het jaar dat voorafgaat aan de aflevering van het bekwaamheidscertificaat of aan de nieuwe geldigverklaring ervan;
- e) een veroordeling, al dan niet met uitstel, voor het besturen in staat van alcoholintoxicatie, onder invloed, in staat van dronkenschap of onder invloed van andere stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden in het kader van zijn beroepsactiviteit, in het jaar dat voorafgaat aan de aflevering van het bekwaamheidscertificaat of aan de nieuwe geldigverklaring ervan;
- f) correctionele of politieveroordelingen die, bij elkaar opgeteld, meer dan drie maanden gevangenisstraf in hoofdzaak bedragen, al dan niet met uitstel, binnen de drie jaar die voorafgaan aan de aflevering van het bekwaamheidscertificaat of aan de nieuwe geldigverklaring ervan.

Er wordt geen rekening met de uitgewiste veroordelingen, noch met die waarvoor betrokkene eerherstel heeft gekregen.

Art. 10. Om zijn beroepsbekwaamheid te bewijzen, moet de chauffeur overeenkomstig de artikelen 11 en volgende van dit besluit beschikken over het bekwaamheidscertificaat waarvan een model in bijlage 1 bij dit besluit opgenomen is.

Art. 11. Om in het bezit te komen van zijn bekwaamheidscertificaat moet de kandidaat-chauffeur zich aanmelden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij zijn beroep uitoefent en de volgende documenten bij zich hebben :

- 1° zijn identiteitskaart of, voor een buitenlandse staatsburger, een document met zijn identiteit, in voorkomend geval in één van de landstalen vertaald door een beëdigd vertaler;
- 2° het behoorlijk gevalideerde bewijs van medische schifting of het geschiktheidsattest, afgeleverd overeenkomstig de artikelen 84 en volgende van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, behoudens indien een daarop betrekking hebbende melding op het rijbewijs van de kandidaat staat;
- 3° het nationaal Belgisch rijbewijs, minstens van categorie B, of een Europees rijbewijs van gelijkwaardige categorie;
- 4° voor de betrokken buitenlandse staatsburgers, de documenten waarvan het bezit vereist wordt om arbeidsprestaties in België te mogen verrichten;
- 5° een afschrift van het document bedoeld in artikel 9, 1° of 3°, van dit besluit waaruit zijn zedelijkheid blijkt;
- 6° desgevallend, een getuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor de examens in de gemeenten die er organiseren.

Art. 12. Aan personen die, zonder houder te zijn van het bekwaamheidscertificaat, onrechtmatig het beroep van taxichauffeur hebben uitgeoefend op het grondgebied van het Gewest, zal, na vaststelling bij proces-verbaal opgesteld door een politieambtenaar of een inspecteur van de Regeringsdiensten, alle mogelijkheid geweigerd worden om dat beroep uit te oefenen gedurende een periode van zes maanden, met ingang op de datum van het proces-verbaal van vaststelling van het misdrijf.

Art. 13. De chauffeurs moeten zich jaarlijks tussen 1 januari en 30 maart bij het gemeentebestuur aanmelden, voorzien van een uittreksel uit het strafregister (model 1) dat hoogstens drie maanden oud is, of, voor de buitenlandse staatsburgers, van elk ander gelijkwaardig document, alsook van het geldig bewijs van medische schifting of het geldig geschiktheidsattest, afgeleverd overeenkomstig de artikelen 84 en volgende van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, behoudens indien een daarop betrekking hebbende melding op het rijbewijs van de kandidaat staat. In dit geval moet het rijbewijs overgelegd worden.

Bij die aanmelding kunnen de bekwaamheidscertificaten weer geldig verklaard worden. Op hun bekwaamheidscertificaat zal melding worden gemaakt van deze nieuwe geldigverklaring.

De nieuwe geldigverklaring van het bekwaamheidscertificaat zal worden geweigerd als het bewijs van medische schifting of het geschiktheidsattest vervallen is of als uit het strafregisteruittreksel (model 1) blijkt dat wegens de sinds het laatste visum opgelopen veroordelingen niet langer geacht kan worden dat de chauffeur de in artikel 9, 2°, bedoelde zedelijkheids garanties biedt.

Art. 14. Het vervallen van het medische schiftingscertificaat of van het geschiktheidscertificaat of het feit dat één van de in artikel 9, 2°, bedoelde veroordelingen werd opgelopen heeft van rechtswege het verval van het bekwaamheidscertificaat tot gevolg.

Art. 15. Onverminderd de verplichting om in het bezit te zijn van deze documenten op het ogenblik waarop de situatie zich voordoet, zijn de chauffeurs ertoe gehouden het gemeentebestuur binnen acht werkdagen, te rekenen van het tijdstip waarop de situatie zich voordoet, kennis te geven van elke wijziging van woonplaats, op vertoon van hun identiteitskaart, alsook van elke verandering van werkgever op vertoon van een afschrift van hun nieuw arbeidscontract.

Art. 16. Niemand mag het beroep van taxichauffeur uitoefenen onder de volle leeftijd van 21 jaar.

Elke taxichauffeur moet sinds minstens drie jaar houder zijn van een rijbewijs van categorie B.

Art. 17. Wanneer de chauffeurs in dienst zijn, moeten ze in het bezit zijn van de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 3°, van dit besluit, alsook van hun bekwaamheidscertificaat.

Art. 18. § 1. Wanneer de chauffeurs in dienst zijn, moeten ze in het bezit zijn van een dagelijks ritblad waarop o.a. de volgende gegevens in onuitwisbare inkt vermeld staan :

- 1° de identiteit van de uitbater, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig, het identificatienummer van de taxi en de datum van gebruik;
- 2° de kilometerstand op het dashboard en de taximeter in het begin van de dienst;
- 3° het uur waarop de dienst van de chauffeur begint en, voor de loontrekkende chauffeurs, het voorziene uur waarop de dienst eindigt;
- 4° de bestelnummers van de ritten;

- 5° de kilometerstanden zoals die voorkomen, hetzij op het dashboard, hetzij op de taximeter, bij het in- en uitstappen van de klanten;
- 6° de plaatsen waar en de uren waarop klanten in- en uitstappen;
- 7° de ontvangende bedragen;
- 8° de dienstonderbrekingen;
- 9° de kilometerstand op het dashboard en de taximeter op het einde van de dienst.

De gegevens onder 1° tot 3° moeten opgeschreven worden voordat de chauffeur aan zijn dienst begint.

De overige gegevens dienen ten laatste op het einde van elke rit te worden opgeschreven.

Het ritblad wordt door de chauffeur ondertekend.

Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee het ritblad elektronisch opgemaakt kan worden.

De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum, gerangschikt alvorens overgelegd te worden.

Art. 19. De chauffeurs moeten :

- 1° een uniform dragen :
 - voor het mannelijk personeel : een effen jasje, een effen broek, een effen hemd en gesloten schoenen;
 - voor het vrouwelijk personeel : een effen jasje, een effen broek of jurk, een effen hemd en gesloten schoenen.

Bij warm weer is het dragen van het jasje niet verplicht. Bij koud weer is het dragen van een effen pullover toegelaten;

- 2° zich beleefd en respectvol gedragen tegenover het publiek;
- 3° bejaarden of personen met een beperkte mobiliteit helpen bij het in- en uitstappen;
- 4° zich ervan vergewissen dat de deuren goed gesloten zijn alvorens hun voertuig in werking te zetten;
- 5° met hun voertuig ter beschikking blijven van de reizigers die ze vervoeren voor de gehele door hen gevraagde tijd, behalve indien daaruit prestaties zouden resulteren van een duidelijk overdreven omvang;
- 6° zich ervan vergewissen dat de klant niets is vergeten in het voertuig en hem onmiddellijk de voorwerpen teruggeven die hij daar zou hebben laten liggen;

als dit om de een of andere reden niet mogelijk is, moeten de gevonden voorwerpen zo vlug mogelijk, uiterlijk binnen vijf dagen, afgegeven worden bij het dichtsbij gelegen politiekantoor;

7° op verzoek een vervoerbewijs afleveren, dat op zijn minst de volgende gegevens bevat :

- a) de naam van de maatschappij;
- b) het identificatienummer van de taxi;
- c) het bestelnummer van de rit;
- d) de datum en het uur van de opneming en het einde van een rit;
- e) het aantal afgelegde kilometers;
- f) de totale prijs van de rit;
- g) de plaats waar de klant in en uitstapt;
- h) de naam en de handtekening van de chauffeur;

- 8° erop toezien dat de reizigers zich houden aan de verplichtingen die hen bij dit besluit worden opgelegd;
- 9° de reizigers helpen bij het laden en lossen van hun koffers.

Art. 20. § 1. Tenzij anders door de klant is aangegeven, moet de bestuurder hem langs de snelste weg naar zijn bestemming brengen.

§ 2. Na elke rit of ononderbroken reeks ritten moet de bestuurder zo snel mogelijk een vergunde standplaats opzoeken.

Art. 21. Behoudens de geldige redenen bedoeld in artikel 22, moet elke chauffeur in dienst op het grondgebied van zijn gemeente, zodra zijn taxi vrij en in staat van werking is, de personen oppikken die wensen vervoerd te worden.

De aangeroepen bestuurder moet de rit evenwel weigeren als zijn voertuig zich op minder dan honderd meter bevindt van een standplaats voor taxi's, waar één of meerdere voertuigen beschikbaar zijn.

Art. 22. De chauffeurs mogen :

- 1° weigeren elke persoon te vervoeren die erom vraagt over een lange afstand of naar een weinig bewoonde plaats vervoerd te worden, tenzij ze zijn identiteit hebben kunnen vaststellen, desnoods met tussenkomst van de plaatselijke politie of de federale politie;
- 2° elke persoon weigeren te vervoeren die in zichtbare staat van dronkenschap verkeert of onder invloed van verdovende middelen is;
- 3° weigeren klanten te vervoeren die de openbare orde verstoren, de veiligheid in gevaar brengen, de goede zeden schenden, geen respect tonen voor het voertuig of de chauffeur zelf;
- 4° een voorschot vragen voor langeafstandsritten.

Art. 23. Het is de chauffeurs verboden :

- 1° in het voertuig te roken;
- 2° een hogere prijs te vragen dan die vermeld op de taximeter;
- 3° hun voertuig door een derde te laten besturen, met uitzondering van de kandidaten-chauffeur die stage lopen;

- 4° hun dienst waar te nemen in het gezelschap van andere personen dan de klanten, met uitzondering van de kandidaten-chauffeur die stage lopen, of in het gezelschap van een dier;
- 5° hun voertuig te laden met voorwerpen die de binnenbekleding kunnen beschadigen of bevuilen;
- 6° een radio, een cd-speler of een geluidsopnemer te laten spelen, met uitzondering van de dienstradiotelefoon, behalve met de instemming van de reiziger;
- 7° met hun voertuig heen en weer te rijden teneinde klanten te ronselen;
- 8° hun voertuig boventallig of buiten de vastgelegde grenzen te parkeren.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende de voertuigen

Art. 24. § 1. De voor een taxidienst bestemde voertuigen moeten zich in goede staat bevinden en voldoen aan al de voorwaarden inzake kwaliteit, comfort, gemak en properheid, zowel wat het koetswerk als wat het interieur betreft.

§ 2. De leeftijdsgrens van een voor een taxidienst bestemd voertuig is vastgelegd op zeven jaar.

Art. 25. Elk voertuig in dienst moet vooraan rechts voorzien zijn van een plaat (minstens vijftien cm breed en acht cm hoog), waarop op zijn minst het woord « TAXI », de naam van de gemeente waardoor het vergund is en het door de gemeente toegekend identificatienummer voorkomen, overeenkomstig het model dat als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

Het nummer van die plaat moet in de taxi aangebracht worden op een plaats die duidelijk zichtbaar is voor de gebruikers.

Art. 26. Elk voertuig dat voor een taxidienst bestemd is, moet dwingend voorzien zijn van een nummerplaat met de afkorting « TX », in de zin van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

Zodra een voertuig niet meer gebruikt wordt in het kader van de uitbating van de dienst, moet de uitbater de nummerplaat binnen acht werkdagen inleveren bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., en de gemeente hiervan kennis geven.

Art. 27. Elk voertuig moet minstens de volgende documenten aan boord hebben :

- 1° een afschrift van de uitbatingvergunning en van het bijgevoegde attest, bedoeld in artikel 42;
- 2° het dagelijkse ritblad betreffende de verplaatsingen van het voertuig, bedoeld in artikel 18.

Elektronisch opgemaakte ritbladen moeten altijd ingekeken kunnen worden;

- 3° een afschrift van de regelgeving betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur, met inbegrip van het gemeentelijk reglement betreffende de taxidiensten;
- 4° een attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen, overeenkomstig het model dat als bijlage 3 bij dit besluit gaat.

Art. 28. De voertuigen zijn uitgerust met een taximeter die de voorgeschreven inlichtingen exact en met van binnen duidelijk leesbare tekens aangeeft.

De wijzerplaat van dit toestel moet verlicht worden van zodra de gegevens niet meer leesbaar zijn bij daglicht.

Het apparaat moet bovendien voldoen aan de voorschriften uitgevaardigd inzake metrologie.

Art. 29. Al naargelang het voertuig al dan niet bezet is, wordt de taximeter al dan niet in bedrijf gesteld, behalve als het voertuig gebruikt wordt in het kader van de verhuur van een voertuig met chauffeur, overeenkomstig de mogelijkheid van een gemengd gebruik zoals bepaald bij artikel 35 van het decreet.

Wanneer het voertuig rijdt of geparkeerd staat zonder beschikbaar te zijn, hetzij omdat het het voorwerp is van een bestelling, hetzij omwille van personeelsprestaties, hetzij om technische redenen, dan moet een paneel met de melding « Niet vrij » op zichtbare wijze aangebracht worden.

Art. 30. Aan elke taximeter wordt een verklikkerlicht gekoppeld dat op het dak van het voertuig wordt bevestigd zodat op leesbare wijze wordt aangegeven dat de taxi vrij is wanneer de taximeter in bedrijf gesteld wordt.

Wanneer de taximeter in bedrijf wordt gesteld, moet het verklikkerlicht door middel van een controlelampje zeer duidelijk aangeven welk tarief van toepassing is.

Art. 31. In elk voertuig wordt op bestendige wijze aan de achterzijde van de voorzetel een aanplakbiljet, onder plastic of geplastificeerd, aangebracht waarop het geldende tarief dat toepasselijk is in de gemeente op het grondgebied waarvan het voertuig vergund is, alsook de toegestane toeslagen leesbaar vermeld staan.

De melding waarmee aangegeven wordt dat « dienst, BTW en fooi inbegrepen zijn in de prijs vermeld op de taximeter » moet duidelijk voorkomen op het aanplakbiljet bedoeld in het eerste lid.

Art. 32. Indien de taximeter onderweg een defect heeft, moet de chauffeur het voertuig onmiddellijk naar de garage brengen zodra de reiziger het verlaten heeft. In dat geval wordt de prijs van de rit vastgelegd in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen.

Indien het voertuig zijn reis niet kan voortzetten, o.a. wegens een defect of een ongeval, mag de reiziger hetzij het voertuig verlaten na betaling van de som geregistreerd op het moment van de dienstonderbreking voor zover de chauffeur hem zijn rit laat beëindigen met een ander voertuig, hetzij in het voertuig blijven en, in dit geval, de wachttijd die met de onbeschikbaarheid van het voertuig overeenstemt in samenspraak met de chauffeur afhouden, met geschikte vermelding op het ritblad.

Art. 33. In geval van onenigheid tussen de chauffeur en de reizigers, mag de chauffeur niet weigeren hen naar het dichtstbij gelegen politiekantoor te brengen, waar hun klacht onderzocht zal worden.

De reiziger wiens klacht niet als gegrond beschouwd wordt, is ertoe gehouden de prijs van de bijkomende rit, wachttijd inbegrepen, te betalen.

Art. 34. De reservevoertuigen bedoeld in artikel 10 van het decreet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° volledig uitgerust zijn om een taxidienst waar te nemen, met inbegrip van de vereiste betreffende de nummerplaat waarop de afkorting « TX » voorkomt;
- 2° vermeld staan in de vergunningsakte van de uitbater en in het hierbij gevoegde attest, bedoeld in artikel 42;

- 3° aan de buitenkant, enerzijds, vooraan rechts voorzien zijn van de identificatieplaat van het voertuig dat het vervangt en, anderzijds, vooraan links voorzien zijn van een plaat met de melding « RESERVE », overeenkomstig het model dat als bijlage 4 bij dit besluit gaat;
- 4° alle documenten aan boord hebben die vereist worden voor de uitoefening van een taxidienst, alsook de vergunningsdocumenten betreffende het gebruik van het reservevoertuig;
- 5° een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar aan boord hebben waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

Art. 35. De vervangingsvoertuigen bedoeld in artikel 9 van het decreet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° volledig uitgerust zijn om een taxidienst waar te nemen, met inbegrip van de vereiste betreffende de nummerplaat waarop de afkorting « TX » voorkomt;
- 2° aan de buitenkant, enerzijds, vooraan rechts voorzien zijn van de identificatieplaat van het voertuig dat het vervangt en, anderzijds, vooraan links voorzien zijn van een plaat met de melding « VERVANGING », overeenkomstig het model dat als bijlage 5 bij dit besluit gaat;
- 3° alle documenten aan boord hebben die vereist worden voor de uitoefening van een taxidienst, alsook de vergunningsdocumenten betreffende het gebruik van het vervangingsvoertuig;
- 4° een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar aan boord hebben waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de reizigers

Art. 36. Het is de reizigers verboden :

- 1° in het voertuig te roken;
- 2° in het voertuig in te stappen als het reglementair aantal toegelaten personen bereikt is;
- 3° zonder toestemming van de chauffeur het voertuig te betreden met honden of andere dieren die niet op de schoot kunnen worden genomen, met uitzondering van de geleidehonden van blinden en hulphonden die assistentie verlenen aan elke gehandicapte persoon.
- 4° het voertuig te betreden met gevaarlijke voorwerpen of met pakken die door hun omvang, hun aard of hun geur, kwetsuren, vuiligheid, hinder of ongemak kunnen veroorzaken;
- 5° het voertuig te betreden als ze er zelf duidelijk vuil uitzien;
- 6° uit het voertuig te hangen of de deuren te openen terwijl het voertuig in beweging is;
- 7° het voertuig te bevuilden of te beschadigen;
- 8° eender welk voorwerp uit het voertuig te gooien.

HOOFDSTUK II. — *Vergunningen*

Afdeling 1. — Procedure tot indiening en onderzoek van de aanvragen

Onderafdeling 1. — Aanvraag tot uitbatingsvergunning

Art. 37. Elke aanvraag tot vergunning voor de uitbating van een taxidienst, zoals bedoeld in artikel 3 van het decreet, bevat, op straffe van onontvankelijkheid, de volgende gegevens :

- 1° de naam, de voornaam, de hoedanigheid of het beroep, de woonplaats, het beroepstelefoonnummer en het identificatienummer bij de Kruisbank der Ondernemingen van de uitbater of, als hij een rechtspersoon is, de firmanaam of benaming, de vorm, de maatschappelijke zetel, het telefoonnummer en het identificatienummer bij de Kruisbank der Ondernemingen;
- 2° het aantal voertuigen waarvoor de vergunning wordt gevraagd, met inbegrip van de eventuele reservevoertuigen;
- 3° de algemene kenmerken van de te gebruiken voertuigen;
- 4° de niet op de openbare weg gelegen standplaatsen waarvan de uitbater eigenaar is of waarvan hij het genot heeft.

Art. 38. De vergunningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten :

- 1° al naar gelang van het geval, een afschrift van de identiteitskaart van de uitbater of van de statuten van de rechtspersoon en van de identiteitskaart van de personen belast met het dagelijkse beheer;
- 2° een uittreksel uit het strafregister (model 1) dat hoogstens drie maanden oud is en waaruit de zedelijkheid van de uitbater blijkt, overeenkomstig artikel 3;
- 3° de volgende stukken waaruit de solvabiliteit van de uitbater blijkt, overeenkomstig artikel 4 :
 - een afschrift van de factuur van de aankoop van de voertuigen die in het kader van de uitbating van de dienst gebruikt moeten worden of, desgevallend, het bewijs van de naleving van de betalingstermijnen in het kader van overeenkomsten inzake verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurkoop. Indien de aanvrager nog niet over de voertuigen beschikt, een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toekomstige eigendom of van de naleving van de betalingstermijnen;
 - een attest dat, al naar gelang van het geval, uitgaat van hetzij de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen, hetzij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, conform het attest afgegeven ter uitvoering van artikel 90, §§ 3 en 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en waaruit blijkt dat de aanvrager in orde is met de sociale bijdragen; wanneer de aanvrager voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, mag hij enkel een verklaring op erewoord bij zijn aanvraag voegen, waarin hij verklaart dat hij, ingeval de gevraagde vergunning hem wordt toegekend, zich zal aansluiten en, in voorkomend geval zich zal laten inschrijven en dat de stortingen aan de sociale verzekeringsfonds voor zelfstandigen of aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid regelmatig zullen uitgevoerd worden;

- 4° een afschrift van het in artikel 5 bedoeld attest ter bevestiging van de beroepskwalificatie van de aanvrager;
- 5° de volgende documenten betreffende de voertuigen indien ze al in het bezit van de uitbater zijn :
- een afschrift van het kentekenbewijs bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende regeling van de inschrijving van de motorvoertuigen en van de aanhangvoertuigen van alle voertuigen gebruikt in het kader van de uitbating, met inbegrip van de eventuele reservevoertuigen;
 - een afschrift van het laatste keuringsbewijs bedoeld in artikel 24, § 1, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangvoertuigen, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, voor alle voertuigen gebruikt in het kader van de uitbating, met inbegrip van de eventuele reservevoertuigen;
 - een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat elk voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen, en van de geldige groene kaarten, ook voor de eventuele reservevoertuigen.

Art. 39. De aanvraag tot uitbatingsvergunning, gedagtekend en ondertekend door de uitbater, of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan het college gericht.

Het college gaat na of de aanvraag volledig is en richt door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Art. 40. Het college spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van het bericht van ontvangst van een volledig dossier.

Art. 41. § 1. In het kader van een vergunningsbeslissing maakt het college zijn beslissing en het dossier onmiddellijk door elk nuttig middel ter goedkeuring aan de Regering over en geeft het de uitbater kennis hiervan.

De Regering gaat na of het dossier volledig is en richt door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan het college.

De Regering geeft het college kennis van haar beslissing binnen zestig dagen na het bericht van ontvangst van een volledig dossier met het oog op de goedkeuring ervan.

§ 2. In geval van goedkeuring door de Regering of indien de Regering haar beslissing niet binnen zestig dagen heeft overgemaakt, geeft het college de vergunning aan de uitbater af voor zover de in artikel 38, 5°, bedoelde documenten die niet bij de aanvraag gevoegd zijn, binnen twee maanden overgelegd worden.

De effectieve ingebruikneming van de voertuigen wordt pas toegelaten na ontvangst van het geheel van die documenten en na afgifte van het attest bedoeld in het derde lid.

Na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 38, 5°, geeft het college een gedagtekend en ondertekend attest aan de uitbater af ter bevestiging van de overlegging van de gelijkvormige documenten en richt er een afschrift van aan de Regeringsdiensten.

Het attest wordt hoe dan ook bij het vergunningsdocument gevoegd.

Indien de uitbater die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt of geen gelijkvormige documenten overlegt, vervalt de vergunning van het college automatisch.

§ 3. Indien de Regering haar goedkeuring weigert te geven, geeft het college de uitbater onmiddellijk kennis hiervan via elk nuttig middel.

Art. 42. § 1. De door het college aan de uitbater afgegeven uitbatingsvergunning vermeldt o.a. :

- de volledige identiteit van de uitbater in de zin van artikel 37, 1°;
- het aantal vergunde voertuigen, met inbegrip van de reservevoertuigen, en de algemene kenmerken ervan;
- de geldigheidsdatum en -duur van de uitbatingsvergunning;
- de niet op de openbare weg gelegen standplaatsen waarvan de uitbater eigenaar is of waarvan hij het genot heeft.

§ 2. Het bij het vergunningsdocument gevoegde attest vermeldt o.a. :

- de vergunningsbeslissing van het college waarop het betrekking heeft;
- de respectieve registratienummers van de vergunde voertuigen, met inbegrip van de reservevoertuigen, en de overeenstemmende identificatienummers.

Art. 43. § 1. In het kader van een beslissing tot weigering van vergunning maakt het college zijn beslissing onmiddellijk door elk nuttig middel aan de uitbater over en richt het ter informatie een afschrift hiervan aan de Regeringsdiensten.

§ 2. In dat geval of bij gebrek aan beslissing van het college binnen drie maanden, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst, heeft de aanvrager de mogelijkheid om een beroep bij de Regering in te dienen. Dit beroep wordt naargelang van het geval betekend binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de weigering of binnen vijftien dagen na de datum waarop de termijn van drie maanden na ontvangst van het bericht van ontvangst verstrijkt. De Regering doet uitspraak binnen drie maanden na ontvangst van het beroep.

Onderafdeling 2. — Aanvraag tot hernieuwing van een vergunning

Art. 44. Behalve de gegevens die in de vergunningsaanvraag moeten voorkomen met opgave van de voertuigen, reservevoertuigen inbegrepen, waarvoor de hernieuwing wordt aangevraagd, gaat de aanvraag tot hernieuwing, op straffe van onontvankelijkheid, vergezeld van de volgende stukken :

- 1° een nieuw uittreksel uit het strafregister (model 1) dat niet ouder is dan drie maanden, ter bevestiging van de zedelijkheid van de uitbater;
- 2° het bewijs dat de aanvrager nog steeds eigenaar van de voertuigen is of, desgevallend, zich houdt aan de betalingstermijnen in het kader van de overeenkomsten inzake verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurverkoop.
- 3° het bewijs dat de aanvrager in orde was en is inzake de sociale bijdragen voor het personeel tewerkgesteld in zijn bedrijf of voor hemzelf;

- 4° het bewijs dat de uitbater niet meer dan zes maanden achterstand heeft inzake de betalingen van taksen of belastingen i.v.m. de uitbating van zijn dienst;
- 5° een afschrift van het in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat elk voertuig gebruikt in het kader van het bedrijf verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen en van de geldige groene kaarten, ook voor de eventuele reservevoertuigen.
- 6° het bewijs dat de voertuigen gebruikt in het kader van het bedrijf, met inbegrip van de reservevoertuigen, in orde zijn met de technische controle;
- 7° een afschrift van het kentekenbewijs van de voertuigen gebruikt in het kader van het bedrijf, met inbegrip van de reservevoertuigen.

Art. 45. De aanvraag tot vergunningshernieuwing wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die in de artikelen 39 tot 43 vastligt.

Ze wordt ten vroegste negen maanden en uiterlijk zes maanden voor de vervaldatum van de lopende vergunning ingediend.

Onderafdeling 3. — Vergunningsaanvraag voor het gebruik van een vervangingsvoertuig

Art. 46. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een vervangingsvoertuig in de zin van artikel 9 van het decreet worden gedurende de uitbating ingediend en bevatten de volgende gegevens en bijlagen :

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager in de zin van artikel 37, 1°;
- 2° de identificatiegegevens, de naam van de eigenaar en het registratienummer van het tijdelijk beschadigde of buiten bedrijf gestelde voertuig;
- 3° de identificatiegegevens en het registratienummer van het vervangingsvoertuig;
- 4° de duur waarvoor de vervangingsvergunning wordt aangevraagd;
- 5° de exacte reden van de tijdelijke immobilisatie van het doorgaans uitgebate voertuig;
- 6° de plaats waar het geïmmobiliseerde voertuig geïnspecteerd kan worden.

Art. 47. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een vervangingsvoertuig, gedagtekend en ondertekend door de uitbater of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, worden samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan het college gericht.

Het college gaat na of de aanvraag volledig en juist is. Het kan, desgevallend, de ontbrekende stukken opeisen en de aanvraag of de desbetreffende bijlagen laten aanvullen. Het kan ook van de uitbater verlangen dat hij het voertuig toont.

Art. 48. Het college geeft de uitbater kennis van zijn beslissing binnen acht dagen na ontvangst van een volledige vergunningsaanvraag.

Indien er geen beslissing aan de uitbater meegedeeld wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, dan mag hij zijn vervangingsvoertuig overeenkomstig zijn aanvraag gebruiken.

Onderafdeling 4. — Vergunningsaanvraag voor het gebruik van een reservevoertuig

Art. 49. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een reservevoertuig in de zin van artikel 10 van het decreet worden hetzij gelijktijdig met de aanvraag tot uitbatingsvergunning, hetzij gedurende de uitbating ingediend. In het laatste geval bevat de vergunningsaanvraag de volgende gegevens en bijlagen :

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager in de zin van artikel 37, 1°;
- 2° een afschrift van de uitbatingsvergunning;
- 3° een afschrift van de factuur van de aankoop van het reservevoertuig of, desgevallend, van de desbetreffende overeenkomst inzake verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurkoop;
- 4° een afschrift van de in artikel 38, 5°, bedoelde documenten betreffende het voertuig indien de uitbater er al over beschikt.

Art. 50. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een reservevoertuig gedurende de uitbating worden ingediend en onderzocht volgens de procedure bedoeld in de artikelen 39 tot 43.

Afdeling 2. — Beperking van het aantal vergunde taxi's in een gemeente

Art. 51. § 1. Het aantal vergunde taxi's in een gemeente wordt beperkt tot één taxi voor 2 500 inwoners.

§ 2. Wanneer de norm bereikt wordt, maakt het college een wachtlijst op die de naam of firma en het adres van de verzoekende uitbaters vermeldt.

§ 3. De gemeente kan op grond van een reglement objectieve keuzecriteria vastleggen in het kader van de selectie van de kandidaten.

Zoniet wordt de selectie doorgevoerd in de chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen.

Art. 52. In afwijking van artikel 51, § 1, kan de Regering die norm op gemotiveerd verzoek van een gemeente naar boven of naar beneden herzien en voor die gemeente een ander cijfer vastleggen om één van de volgende redenen :

- 1° evidente inadequatie tussen aanbod en vraag en omstandigheden die bestendig aanleiding geven tot een buitengewoon verkeer, o.a. wegens de aanwezigheid van een luchthaven, een haven, een station, een toeristische site, een bedrijfsruimte, een ziekenhuis, een universitair centrum op het grondgebied van de gemeente;
- 2° onmogelijkheid om bijkomende parkeerzones voor taxi's in te richten.

Art. 53. In haar beslissing zal de Regering hoe dan ook rekening houden met het gemiddeld bezettingspercentage van de reeds vergunde taxivoertuigen. Bij de berekening van dat gemiddeld bezettingspercentage mag slechts rekening gehouden worden met de taxiriten waarvan het vertrek- of het bestemmingspunt in de gemeente ligt.

HOOFDSTUK III. — *Parkeren*

Art. 54. Taxi's mogen elke vrije standplaats op de openbare weg, in de zin van artikel 1, 1°, derde lid, van het decreet, innemen die aan taxi's voorbehouden is.

Wanneer alle standplaatsen bezet zijn, moet het voertuig naar een andere standplaats gebracht worden waar een plaats vrij is.

Art. 55. Het voertuig mag slechts op de vergunde standplaatsen gaan staan indien het in dienst is. De bestuurder moet op elk moment het voertuig kunnen verplaatsen om aan te schuiven in de rij of op verzoek van een bevoegde agent.

Art. 56. Op de standplaatsen moeten de voertuigen altijd achter elkaar of in groep blijven staan, zonder de veiligheid of het gemak van doorgang te hinderen.

Art. 57. Wanneer een reiziger niet uitdrukkelijk een andere taxi kiest, wordt de rit uitgevoerd door de chauffeur die vooraan in de rij staat.

Art. 58. De gemeente zorgt ervoor dat het aantal standplaatsen voor taxi's in verhouding staat tot het aantal vergunde voertuigen.

HOOFDSTUK IV. — *Stopzetting van de activiteit*

Art. 59. In geval van definitieve stopzetting van de activiteit moeten de uitbaters binnen acht werkdagen de gemeente verwittigen en daar voor elk voertuig de in artikel 25 bedoelde plaat, indien ze hem door het gemeentebestuur is afgeleverd, alsook de vergunningsdocumenten inleveren.

De nummerplaat van elk voertuig moet binnen dezelfde termijnen bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., ingeleverd worden.

Art. 60. De gemeente geeft de Regeringsdiensten kennis van de stopzetting van de activiteit van de uitbater binnen de maand na de inlevering van de documenten bedoeld in artikel 59.

TITEL 3. — Diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeurHOOFDSTUK I. — *Uitbatingvoorwaarden**Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de uitbaters*

Art. 61. Niemand mag het beroep van uitbater van een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur uitoefenen zonder te voldoen aan de zedelijkheids-, solvabiliteits- en kwalificatievoorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 5.

Wanneer de uitbating door een rechtspersoon waargenomen wordt, moeten de voorwaarden inzake zedelijkheid en beroepskwalificatie vervuld worden door de personen belast met het dagelijks beheer onder de voorwaarden waarin het decreet voorziet.

Art. 62. De uitbaters mogen bestuurders die niet beschikken over de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 5°, niet in dienst nemen of laten rijden en moeten nagaan of ze voldoen aan de vereisten inzake zedelijkheid en beroepskwalificatie.

Art. 63. § 1. De uitbaters mogen een huurvoertuigen met chauffeur slechts ten gunste van een welbepaalde natuurlijke of rechtspersoon in gebruik stellen krachtens een schriftelijke overeenkomst gesloten uiterlijk op het tijdstip van de tenlasteneming; die overeenkomst is genummerd in de volgorde van de sluiting van de overeenkomsten en bevat op zijn minst de gegevens vermeld in het model opgenomen in bijlage 6 bij dit besluit.

§ 2. De originele overeenkomst wordt bewaard op de zetel van het bedrijf en een afschrift ervan in het voertuig wanneer de ondertekening voorafgaat aan de opneming van de reizigers; in de andere gevallen bevindt het originele van de overeenkomst zich in het voertuig.

§ 3. In afwijking van § 2 volstaat een door beide partijen ondertekend attest ter bevestiging van het bestaan van een overeenkomst die op de uitbatingsetel ter inzage ligt, aan boord van het voertuig indien de huurovereenkomst betrekking heeft op lange termijnprestaties.

Art. 64. De uitbaters dienen op de zetel van hun bedrijf een verzameling van de huurcontracten, in de chronologische volgorde van het sluiten ervan, te bewaren, en tevens een register te houden waarin de belangrijkste vermeldingen dag na dag worden opgenomen, betreffende al de verrichtingen i.v.m. het verhuren van een voertuigen met chauffeur, alsmede de datum en het uur van de bestelling, het nummer, het juiste voorwerp waar de huurovereenkomst op slaat en de prijs.

Die documenten worden bewaard gedurende drie jaar.

Art. 65. De uitbater moet de Regeringsdiensten binnen tien dagen in kennis te stellen van elke wijziging van woonplaats, van uitbatingsetel of maatschappelijke zetel, alsook van elke verandering van voertuig.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de chauffeurs

Art. 66. De chauffeurs moeten bestendig voldoen aan de zedelijkheidsvereisten waarin artikel 9 voorziet.

Art. 67. De chauffeurs moeten bestendig voldoen aan de beroepskwalificatievereisten door te beschikken over de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 5°, en door zich te richten naar artikel 16 van dit besluit.

Art. 68. De chauffeurs moeten jaarlijks de volgende documenten aan de uitbater overleggen: een nieuw uittreksel uit het strafregister (model 1) dat hoogstens drie maanden oud is of, voor de buitenlandse staatsburgers, elk ander gelijkwaardig document, alsook een afschrift van het certificaat van medische schifting of het geschiktheidsattest, afgeleverd overeenkomstig de artikelen 84 en volgende van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, behoudens indien een daarop betrekking hebbende melding op het rijbewijs van de kandidaat staat. In dit geval moet het rijbewijs overgelegd worden.

Art. 69. Aan de personen die het beroep van chauffeur onrechtmatig hebben uitgeoefend op het grondgebied van het Gewest, zonder de vereiste documenten of met vervallen of niet gelijkvormige documenten, zal, na vaststelling bij proces-verbaal opgemaakt door een politiebambtenaar of een inspecteur van de Regeringsdiensten, alle mogelijkheid ontzegd worden om dat beroep gedurende zes maanden uit te oefenen, te rekenen van de datum van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding.

Art. 70. De chauffeurs die in dienst zijn, moeten in het bezit zijn van de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 3°.

Art. 71. Overeenkomstig artikel 19, § 1, 5°, van het decreet moeten de chauffeurs in het bezit zijn van een dagelijks ritblad waarop o.a. de volgende gegevens in onuitwisbare inkt vermeld staan :

- 1° de identiteit van de uitbater, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig, het identificatienummer van het voertuig en de datum van gebruik;
- 2° de kilometerstand op het dashboard in het begin van de dienst;
- 3° het uur waarop de dienst van de chauffeur begint en, voor de loontrekkende chauffeurs, het voorziene uur waarop de dienst eindigt;
- 4° de bestelnummers van de ritten;
- 5° de kilometerstanden zoals die voorkomen op het dashboard bij het in- en uitstappen van de klanten;
- 6° de plaatsen waar en de uren waarop klanten in- en uitstappen;
- 7° de dienstonderbrekingen;
- 8° de kilometerstand op het dashboard op het einde van de dienst.

9° het nummer van de overeenkomst of van de verschillende overeenkomsten betreffende elke uitgevoerde rit. De gegevens onder 1° tot 3° moeten opgeschreven worden voordat de chauffeur aan zijn dienst begint.

De overige gegevens dienen te worden opgeschreven uiterlijk op het einde van elke rit.

Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden.

De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en per voertuig en per datum gerangschikt.

Art. 72. Na uitvoering van elke huurovereenkomst moeten de chauffeurs het voertuig rechtstreeks en langs de kortste weg naar de maatschappelijke zetel of naar één van de uitbatingsetels van het bedrijf terugbrengen.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende de voertuigen

Art. 73. § 1. De voertuigen bestemd voor de uitbating van een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur moeten zich bestendig in goede staat bevinden en voldoen aan alle vereisten inzake kwaliteit, gemak en properheid, zowel wat het koetswerk als wat het interieur betreft, :

- 1° de portieren, de kofferruimte en de motorkap kunnen moeiteloos open en dicht gedaan worden;
- 2° de ramen van de portieren kunnen moeiteloos open en dicht gedaan worden;
- 3° in de kofferruimte van het voertuig mogen geen voorwerpen liggen die het opbergen van de bagage van de passagiers zouden kunnen verhinderen; om die bagage niet vuil te maken moet hij steeds perfect in een propre staat gehouden worden
- 4° de voertuigen mogen geen sporen van ongeval of roest vertonen, die een verwaarloosde indruk zouden geven; de verf van het voertuig mag nergens afladderen of loskomen. De verf mag geen herstellingen van een andere kleur dan deze van het voertuig vertonen;
- 5° de zetels mogen niet ingedeukt zijn, de bekleding van de zetels mag niet gescheurd zijn en mag geen sporen van bevuiling vertonen;
- 6° wanneer het voertuig in beweging is, mag het geen abnormale geluiden of trillingen produceren;
- 7° in het voertuig mag er geen papier of afval komen te slingeren;
- 8° de voertuigen moeten regelmatig verlucht worden zodat er binnen in het voertuig geen enkele onaangename geur waar te nemen valt.

§ 2. De leeftijdsgrens van een voertuig dat bestemd is voor een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur is vastgelegd op zeven jaar.

Art. 74. Elk voertuig bestemd voor de uitbating van een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur moet aan de rechter voorzijde en achteraan op een van buiten bestendig zichtbare plaats voorzien zijn van een door de Regeringsdiensten afgeleverd cirkelvormig identificatievignet waarop de afkorting « LVC » voorkomt en van het door de Regering toegekend identificatienummer, overeenkomstig het model dat als bijlage 7 bij dit besluit gaat.

Het nummer van het vignet wordt binnen het voertuig weergegeven op een plaats die duidelijk zichtbaar is voor de gebruikers.

Art. 75. Elk voertuig bestemd voor een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur moet dwingend voorzien zijn van een nummerplaat met de afkorting « TX », in de zin van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

Zodra een voertuig niet meer gebruikt wordt in het kader van de uitbating van de dienst, moet de uitbater de nummerplaat binnen acht werkdagen inleveren bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., en de Regeringsdiensten hiervan kennis geven.

Art. 76. Elk voertuig in dienst moet minstens de volgende documenten aan boord hebben :

- 1° een afschrift van het vergunningsdocument en van het bijgevoegde attest, afgegeven door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 81, § 2;
- 2° het originele of een afschrift van de huurovereenkomst van het voertuig of het attest ter bevestiging van het bestaan van de overeenkomst wanneer die betrekking heeft op prestaties die over een lange periode verricht worden;
- 3° het dagelijkse ritblad betreffende de verplaatsingen van het voertuig, bedoeld in artikel 71;
- 4° een afschrift van de regelgeving betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur;
- 5° een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

Art. 77. De vervangingsvoertuigen bedoeld in artikel 23 van het decreet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de in artikel 73 bedoelde voorwaarden om een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur waar te nemen;
- 2° aan de buitenkant, enerzijds, vooraan rechts voorzien zijn van het identificatievignet van het voertuig dat het vervangt en, anderzijds, vooraan links voorzien zijn van een vignet met de melding « VERVANGING », overeenkomstig het model dat als bijlage 8 bij dit besluit gaat;
- 3° behalve de documenten vereist om een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur waar te nemen, de vergunningsdocumenten voor het gebruik van het vervangingsvoertuig aan boord hebben;
- 4° een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar aan boord hebben waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

HOOFDSTUK II. — *Vergunningen*

Afdeling 1. — Aanvraag tot uitbatingsvergunning

Art. 78. Elke vergunningsaanvraag voor de uitbating van een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur, bedoeld in artikel 18 van het decreet, vermeldt op straffe van onontvankelijkheid :

- 1° de volledige identiteit van de aanvrager in de zin van artikel 37, 1°;
- 2° het aantal voertuigen waarvoor de vergunning wordt aangevraagd;
- 3° de algemene kenmerken van de te gebruiken voertuigen;
- 4° de uitbatingszetel bedoeld in artikel 29 van het decreet.

Art. 79. De vergunningsaanvraag gaat vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 38.

Art. 80. De aanvraag tot uitbatingsvergunning, gedagtekend en ondertekend door de uitbater, of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, wordt samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht.

Deze diensten gaan na of de aanvraag volledig is en richten door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Art. 81. § 1. De Regering geeft de aanvrager door elk nuttig middel kennis van haar beslissing binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst van een volledig dossier.

§ 2. In geval van vergunning levert de Regering de vergunning aan de uitbater af voor zover hij de in artikel 38, 5°, bedoelde documenten, die niet bij de aanvraag gevoegd zijn, binnen twee maanden overlegt.

De effectieve ingebruikneming van de voertuigen wordt pas toegelaten na ontvangst van het geheel van die documenten en na afgifte van het attest bedoeld in het derde lid.

Na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 38, 5°, geven de Regeringsdiensten voor elk vergund voertuig een gedagtekend en ondertekend attest aan de uitbater af ter bevestiging van de overlegging van de gelijkvormige documenten en van het cirkelvormige identificatievignet bedoeld in artikel 74.

Het attest wordt hoe dan ook bij het vergunningsdocument gevoegd.

Indien de uitbater die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt of geen gelijkvormige documenten overlegt, vervalt de vergunning van de Regering automatisch.

Afdeling 2. — Aanvraag tot hernieuwing van een vergunning

Art. 82. Behalve de gegevens die in de vergunningsaanvraag moeten voorkomen met opgave van de voertuigen waarvoor de hernieuwing wordt aangevraagd, gaat de aanvraag tot hernieuwing, op straffe van onontvankelijkheid, vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 44.

Art. 83. De aanvraag tot vergunningshernieuwing wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die in de artikelen 80 tot 81 vastligt.

Ze wordt ten vroegste negen maanden en uiterlijk zes maanden voor de vervaldatum van de lopende vergunning ingediend.

Afdeling 3. — Aanvraag tot vergunning voor het gebruik van een vervangingsvoertuig

Art. 84. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een vervangingsvoertuig in de zin van artikel 23, § 2, van het decreet worden gedurende de uitbating ingediend en bevatten de gegevens en bijlagen bedoeld in artikel 46.

Art. 85. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een vervangingsvoertuig, gedagtekend en ondertekend door de uitbater of door een persoon belast met het dagelijkse bestuur als het om een rechtspersoon gaat, worden samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht.

De Regeringsdiensten gaan na of de aanvraag volledig en juist is. Ze kunnen, desgevallend, de ontbrekende stukken opeisen en de aanvraag of de desbetreffende bijlagen laten aanvullen. Ze kunnen ook van de uitbater verlangen dat hij de voertuigen toont.

Art. 86. De Regering geeft de uitbater kennis van haar beslissing binnen acht dagen na ontvangst van een volledige vergunningsaanvraag.

Indien er geen beslissing aan de uitbater meegedeeld wordt binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, dan mag hij zijn vervangingsvoertuig overeenkomstig zijn aanvraag gebruiken.

HOOFDSTUK III. — *Parkeren*

Art. 87. De voertuigen gebruikt voor de uitbating van een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur mogen slechts geparkeerd worden op de openbare weg of op een privéweg die door het publiek zichtbaar is of voor het publiek toegankelijk is, als ze in dienst zijn, nadat ze het voorwerp zijn geweest van een voorafgaande verhuur in de zetel van de onderneming en waarvan het contract in uitvoering is.

HOOFDSTUK IV. — *Stopzetting van de activiteit*

Art. 88. In geval van definitieve stopzetting van de activiteit moeten de uitbaters binnen acht werkdagen de Regeringsdiensten verwittigen en daar voor elk voertuig het in artikel 74 bedoelde vignet en de vergunningsdocumenten inleveren.

De nummerplaat van elk voertuig moet binnen dezelfde termijnen bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., ingeleverd worden.

TITEL 4. — **Collectieve taxidiensten**HOOFDSTUK I. — *Uitbatingsvoorwaarden**Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de uitbaters*

Art. 89. Niemand mag het beroep van uitbater van een collectieve taxidienst uitoefenen zonder te voldoen aan de zedelijkheids-, solvabiliteits- en kwalificatievoorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 5.

Wanneer de uitbating door een rechtspersoon waargenomen wordt, moeten de voorwaarden inzake zedelijkheid en beroepskwalificatie vervuld worden door de persoon belast met het dagelijks beheer.

Art. 90. De uitbaters mogen bestuurders die niet beschikken over de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 5°, niet in dienst nemen of laten rijden en moeten nagaan of ze voldoen aan de vereisten inzake zedelijkheid en beroepskwalificatie.

Art. 91. § 1. De uitbaters mogen een collectieve taxidienst alleen op basis van een bestelbon waarnemen. De bestelbons bevestigen de plaatsreservatie, zijn in de volgorde van de reservatie genummerd en bevatten de gegevens opgenomen in het model dat als bijlage 9 bij dit besluit gaat.

§ 2. Het originele bestelbon bevindt zich hetzij aan boord van het voertuig, hetzij op de uitbatingszetel, met een afschrift aan boord van het voertuig.

Art. 92. De uitbaters dienen op de zetel van hun bedrijf een verzameling van de bestelbonnen in de chronologische volgorde van het sluiten ervan te bewaren, en tevens een register te houden waarin dagelijks de voornaamste gegevens i.v.m. alle bestellingen worden opgenomen, alsmede de datum en het uur van de bestelling, het nummer en de prijs ervan.

Die documenten worden bewaard gedurende drie jaar.

Art. 93. De uitbater moet de Regeringsdiensten binnen tien dagen in kennis te stellen van elke wijziging van woonplaats, van uitbatingszetel of maatschappelijke zetel, alsook van elke verandering van voertuig.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de chauffeurs

Art. 94. De chauffeurs voldoen bestendig aan de zedelijkheids- en beroepskwalificatievereisten bedoeld in de artikelen 66 tot 69.

Art. 95. De chauffeurs die in dienst zijn, moeten in het bezit zijn van de documenten bedoeld in artikel 11, 1° tot 3°.

Art. 96. Overeenkomstig artikel 31, § 1, 3°, van het decreet moeten de chauffeurs in het bezit zijn van een dagelijks ritblad waarop o.a. de in artikel 71 bedoelde gegevens in onuitwisbare inkt vermeld staan.

Het voertuig kan uitgerust worden met een periferisch toestel waarmee een ritblad elektronisch opgemaakt kan worden.

De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de maatschappelijke zetel van de uitbater bewaard en per voertuig en per datum gerangschikt.

Art. 97. De chauffeurs moeten voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 19, 2° tot 9°.

Art. 98. De chauffeur die een collectieve rit uitvoert, kiest zelf de geschikste en snelste weg, al naar gelang van de bestemmingen.

De chauffeur kan de dienst tussen twee of meer punten van een regelmatige lijn pas waarnemen voor zover een partnerschapsovereenkomst is gesloten met één van de exploitatiemaatschappijen ingesteld bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer van personen in het Waalse Gewest.

Art. 99. Na elke collectieve rit moeten de chauffeurs het voertuig rechtstreeks en langs de kortste weg naar de maatschappelijke zetel of naar één van de uitbatingszetels van het bedrijf terugbrengen.

Art. 100. De in artikel 22 opgenomen bepalingen betreffende de chauffeurs zijn toepasselijk op de collectieve taxidiensten.

Art. 101. De in artikel 23, 1°, 3°, 4°, 5° en 6°, opgesomde verboden betreffende de taxichauffeurs zijn toepasselijk op de chauffeurs van collectieve taxi's.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende de voertuigen

Art. 102. § 1. De voor de uitbating van een collectieve taxidienst bestemde voertuigen moeten zich voortdurend in goede staat bevinden en voldoen aan al de vereisten inzake kwaliteit, gemak en properheid, zowel wat het koetswerk als wat het interieur betreft.

§ 2. De leeftijdsgrens van een voor een collectieve taxidienst bestemd voertuig is vastgelegd op zeven jaar.

Art. 103. Elk voertuig bestemd voor de uitbating van een collectieve taxidienst moet aan de rechter voorzijde en achteraan op een van buiten bestendig zichtbare plaats voorzien zijn van een door de Regeringsdiensten afgeleverd cirkelvormig identificatievignet waarop de afkorting « TC » voorkomt en van het door de Regering toegekend identificatienummer, overeenkomstig het model dat als bijlage 10 bij dit besluit gaat.

Het nummer van het vignet wordt binnen het voertuig weergegeven op een plaats die duidelijk zichtbaar is voor de gebruikers.

Art. 104. Elk voertuig dat voor een collectieve taxidienst bestemd is, moet dwingend voorzien zijn van een nummerplaat met de afkorting « TX », in de zin van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen.

Zodra een voertuig niet meer gebruikt wordt in het kader van de uitbating van de dienst, moet de uitbater de nummerplaat binnen acht werkdagen inleveren bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., en de Regeringsdiensten hiervan kennis geven.

Art. 105. Elk voertuig in dienst moet minstens de volgende documenten aan boord hebben :

- 1° een afschrift van het vergunningsdocument en van het bijgevoegde attest, afgegeven door de Regeringsdiensten overeenkomstig artikel 81, § 2;
- 2° het originele of een afschrift van de bestelbon voor elke reiziger;
- 3° het dagelijkse ritblad betreffende de verplaatsingen van het voertuig, bedoeld in artikel 71;
- 4° een afschrift van de regelgeving betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur;
- 5° het in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

Art. 106. De vervangingsvoertuigen bedoeld in artikel 23 van het decreet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de voorwaarden om een collectieve taxidienst overeenkomstig artikel 102 waar te nemen;
- 2° aan de buitenkant, enerzijds, vooraan rechts voorzien zijn van het identificatievignet van het voertuig dat het vervangt en, anderzijds, vooraan links voorzien zijn van een vignet met de melding « VERVANGING », overeenkomstig het model dat als bijlage 8 bij dit besluit gaat;
- 3° alle documenten aan boord hebben die vereist worden voor de uitoefening van een collectieve taxidienst, alsook de vergunningsdocumenten betreffende het gebruik van het vervangingsvoertuig;
- 4° een in artikel 27, 4°, bedoeld attest van de verzekeraar aan boord hebben waaruit blijkt dat het voertuig verzekerd is voor het bezoldigd vervoer van personen.

Afdeling 4. — Bepalingen betreffende de reizigers

Art. 107. De in artikel 36 bedoelde verboden voor de reizigers zijn toepasselijk op de collectieve taxidiensten.

HOOFDSTUK II. — Vergunningen

Afdeling 1. — Aanvraag tot uitbatingsvergunning

Art. 108. Elke vergunning voor de uitbating van een collectieve taxidienst moet aangevraagd worden d.m.v. een formulier waarvan het model als bijlage 11 bij dit besluit gaat.

Art. 109. Het formulier gaat vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 38.

Art. 110. De vergunningsaanvraag d.m.v. het formulier wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die in de artikelen 80 tot 81 vastligt.

Afdeling 2. — Aanvraag tot hernieuwing van een vergunning

Art. 111. Elke vergunningshernieuwing wordt aangevraagd d.m.v. het formulier bedoeld in artikel 109.

Art. 112. Het formulier gaat vergezeld van de documenten bedoeld in artikel 44.

Art. 113. De aanvraag tot vergunningshernieuwing wordt ingediend en onderzocht volgens de procedure die in de artikelen 80 tot 81 vastligt.

Ze wordt ten vroegste negen maanden en uiterlijk zes maanden voor de vervaldatum van de lopende vergunning ingediend.

Afdeling 3. — Aanvraag tot vergunning voor het gebruik van een vervangingsvoertuig

Art. 114. Elke vergunningsaanvraag voor het gebruik van een vervangingsvoertuig wordt gedurende de uitbating ingediend en bevat de gegevens en bijlagen bedoeld in artikel 46.

Art. 115. De vergunningsaanvragen voor het gebruik van een vervangingsvoertuig worden ingediend en onderzocht volgens de procedure bedoeld in de artikelen 85 en 86.

HOOFDSTUK III. — Parkeren

Art. 116. De voertuigen gebruikt voor de uitbating van een collectieve taxidienst mogen slechts op de openbare weg of op een voor het publiek toegankelijke privéweg stationeren als ze in dienst zijn omdat ze het voorwerp hebben uitgemaakt van een in uitvoering zijnde bestelling.

HOOFDSTUK IV. — Stopzetting van de activiteit

Art. 117. In geval van definitieve stopzetting van de activiteit moeten de uitbaters binnen acht werkdagen de Regeringsdiensten verwittigen en daar voor elk voertuig het in artikel 103 bedoelde vignet en de vergunningsdocumenten inleveren.

De nummerplaat van elk voertuig moet binnen dezelfde termijnen bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., ingeleverd worden.

TITEL 5. — Vervoersdiensten van algemeen belang :

HOOFDSTUK I. — Erkenning

Art. 118. De volgende instanties worden ambtshalve erkend om een dienst van algemeen belang in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet waar te nemen :

- 1° de gemeenten, ook als ze handelen krachtens een overeenkomst bedoeld in artikel L1512-1 CDLD;
- 2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (O.C.M.W.'s);
- 3° de autonome gemeentebedrijven;
- 4° de projectverenigingen tussen gemeenten;
- 5° de intercommunales;

- 6° de verenigingen die onder het toepassingsgebied vallen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 7° de ziekenfondsen zoals georganiseerd bij de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;
- 8° de verenigingen zonder winstoogmerk voor zover :
 - ze een doelstelling van algemeen belang nastreven;
 - ze gesticht zijn door een ziekenfonds, een gemeente of een O.C.M.W. of de mandatarissen van de gemeenten of van een Ocmw in de uitoefening van hun mandaat, of voor zover de gemeente, het O.C.M.W. of hun mandatarissen in de uitoefening van hun mandaat er lid van zijn
 - en in rechte of in feite onder hun controle werken.

Dat geldt niet voor de verenigingen zonder winstoogmerk die enkel subsidies van de plaatselijke overheden ontvangen of waarvan sommige mandatarissen ten persoonlijke titel lid zijn, ook al zijn ze lid van hun organen.

Art. 119. Elke erkenningsaanvraag moet, op straffe van onontvankelijkheid, de volgende gegevens en bijlagen bevatten :

- 1° de volledige identiteit van de instelling, vergezeld van een lijst met de volledige identiteit van elk van de verantwoordelijken en een afschrift van de statuten;
- 2° de exacte doelstelling van algemeen belang inzake vervoer die door de instelling nagestreefd wordt;
- 3° de tariefvoorwaarden die op het vervoer toepasselijk zijn in het kader van de ritten van de dienst.

Art. 120. De erkenningsaanvraag wordt gedagtekend en ondertekend door de verantwoordelijke van de instelling en samen met de desbetreffende bijlagen door elk nuttig middel aan de Regeringsdiensten gericht.

Deze diensten gaan na of de aanvraag volledig is en, zo ja, richten door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Art. 121. De Regering geeft de uitbater kennis van haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van een volledige aanvraag.

Art. 122. De erkenning wordt verleend voor een hernieuwbare duur van drie jaar voor zover de erkenningsvoorwaarden vervuld zijn.

Art. 123. De erkende instelling verbindt zich ertoe de Regeringsdiensten kennis te geven van elke wijziging betreffende haar identiteit, statuten, doelstelling of tariefvoorwaarden.

Art. 124. De Regering kan altijd beslissen de erkenning op te schorten of in te trekken zodra één van die voorwaarden niet vervuld is.

HOOFDSTUK II. — *Uitbatingvoorwaarden*

Art. 125. Om zijn zedelijkheid te bewijzen moet de chauffeur overeenkomstig artikel 9, 3°, een uittreksel uit het strafregister (model 1) dat hoogstens drie maanden oud is aan de instelling overleggen of, voor de buitenlandse staatsburgers, elk gelijkwaardig document.

De instelling beoordeelt de zedelijkheid van de chauffeur op basis van het overgelegde document en staat daar borg voor.

De chauffeurs moeten jaarlijks een nieuw uittreksel uit het strafregister (model 1) dat hoogstens drie maanden oud is aan de instelling overleggen of, voor de buitenlandse staatsburgers, elk gelijkwaardig document.

Art. 126. De chauffeurs moeten voldoen aan de vereisten inzake leeftijd en rijervaring waarin artikel 16 voorziet. De instelling moet nagaan of die voorwaarden vervuld zijn.

Art. 127. Elke vervoersactiviteit waarop deze titel van toepassing is moet gedekt worden door een geschikte verzekeringspolis.

Die dekking kan waargenomen worden door de erkende instelling of door de chauffeur zelf, mits controle door de instelling.

Art. 128. De chauffeurs die in dienst zijn, moeten in het bezit zijn van de documenten bedoeld in artikel 11, 1° en 3°.

De instelling moet die documenten nakijken voor elk van haar chauffeurs jegens wie ze verantwoordelijk is.

Art. 129. De chauffeurs moeten in het bezit zijn van een dagelijks ritblad waarop o.a. de volgende gegevens in onuitwisbare inkt vermeld staan :

- 1° de identiteit van de instelling, de naam van de chauffeur, de nummerplaat van het voertuig en de datum van gebruik;
- 2° de kilometerstanden zoals die voorkomen op het dashboard aan het begin van elke opdracht tot de terugkeer;
- 3° voor elke opdracht, de plaatsen en uren van vertrek en terugkeer;
- 4° desgevallend, voor elke opdracht, de geïnde sommen of het gevraagde tarief.

De ritbladen worden gedurende drie jaar na de datum van gebruik op de zetel van de instelling bewaard en, hetzij per voertuig en per datum, hetzij per chauffeur en per datum gerangschikt.

Art. 130. De instellingen houden op hun zetel een register met het overzicht van elke rit, alsook met de datum en het uur van de bestelling, het nummer en de prijs ervan.

Dat register wordt bewaard gedurende drie jaar.

Art. 131. De instellingen houden een register met :

- de naam, de voornaam, de hoedanigheid of het beroep, de woonplaats en het telefoonnummer van elke chauffeur;
- een afschrift van de identiteitskaart, van het rijbewijs en van het geldig uittreksel uit het strafregister (model 1) van elke chauffeur;

- de algemene kenmerken van de door de chauffeurs gebruikte voertuigen, het registratienummer ervan en het bewijs dat ze behoorlijk verzekerd zijn.

HOOFDSTUK III. — *Aangifte*

Art. 132. Elke vervoersactiviteit van algemeen belang moet vooraf bij de Regering aangegeven worden.

De aangifte, gedagtekend en ondertekend, wordt door elk nuttig middel bij de Regeringsdiensten ingediend en bevat de volgende gegevens en bijlagen :

- 1° de volledige identiteit van de instelling in de zin van artikel 37, 1°;
- 2° een verklaring op erewoord van de instelling waaruit blijkt dat :
 - ze vervoer van algemeen belang in de zin van artikel 1, 4°, van het decreet verricht;
 - ze voldoet aan de vereisten waarin deze regelgeving voorziet;
 - het geheel van de in de artikelen 129 en 131 bedoelde documenten betreffende de chauffeurs en de voertuigen ter inzage ligt op de zetel van de instelling;
- 4° eventueel het type reizigers waarop de dienst gericht is;
- 5° de kilometerprijs of de forfaitaire prijs bepaald door de instelling met inachtneming van de maximumprijs die in artikel 1, 4°, van het decreet vastligt.

Art. 133. De Regeringsdiensten gaan na of de aangifte volledig is en richt door elk nuttig middel een bericht van ontvangst aan de instelling.

Art. 134. Die aangifte wordt om de drie jaar bij de Regeringsdiensten hernieuwd.

TITEL 6. — *Sancties*

HOOFDSTUK I. — *Opschorting en intrekking van de vergunningen*

Art. 135. De vergunning voor de uitbating van een taxidienst, een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur of een collectieve taxidienst kan, al naar gelang van het type betrokken dienst, door de bevoegde overheid voor een bepaalde duur opgeschort of definitief ingetrokken worden om de redenen bedoeld in de artikelen 8, § 2, en 22, § 2, van het decreet.

Vooraleer enige maatregel tot tijdelijke opschorting of definitieve intrekking van een vergunning genomen wordt, wordt de betrokken uitbater opgeroepen om door de bevoegde overheid te worden gehoord. De oproepingsbrief vermeldt de grieven die tegen hem worden aangevoerd en laat hem weten dat hij het proceduredossier mag inkijken.

De gemotiveerde beslissing tot tijdelijke opschorting of tot definitieve intrekking van de vergunning wordt door elk nuttig middel met bericht van ontvangst aan de betrokken uitbater betekend binnen tien dagen na het verhoor.

Na afloop van die termijn wordt de overheid geacht definitief af te zien van elke opschorting of intrekking gegrond op de feiten die de betrokken persoon ten laste worden gelegd, behoudens nieuw element.

Binnen acht dagen na kennisgeving van de beslissing tot opschorting of intrekking dient de uitbater de volgende documenten bij de bevoegde overheid in te leveren :

- de vergunningsdocumenten;
- wat betreft de voertuigen die voor een taxidienst bestemd zijn, het vignet bedoeld in artikel 25 indien het door het gemeentebestuur is afgeleverd en, wat betreft de voertuigen die voor een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur of voor een collectieve taxidienst bestemd zijn, het identificatievignet bedoeld in de artikelen 74 en 103.

Binnen acht dagen na kennisgeving van de beslissing tot definitieve intrekking dient de uitbater de nummerplaat bij de Directie Inschrijving Voertuigen, afgekort D.I.V., in te leveren.

Art. 136. Elke gemotiveerde beslissing van het college tot tijdelijke opschorting of definitieve intrekking van de vergunning van de uitbater van een taxidienst wordt onmiddellijk aan de Regeringsdiensten meegedeeld.

Art. 137. De uitbater van een taxidienst heeft de mogelijkheid om bij de Regering een beroep in te dienen tegen de door het college genomen beslissing tot opschorting of intrekking.

Het beroep moet worden ingediend binnen vijftien dagen na kennisgeving van de beslissing tot opschorting of intrekking van de vergunning.

De Regering doet uitspraak binnen drie maanden na ontvangst van het beroep.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve boetes*

Art. 138. § 1. Overtredingen van het type A begaan door een uitbater :

- 1° elke uitbating van een taxidienst, een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur, een collectieve taxidienst zonder effectieve vergunning afgeleverd door de bevoegde overheid;
- 2° elke organisatie van een vervoersdienst van algemeen belang zonder erkenning en/of aangifte;
- 3° elke overtreding van de uitbatingsvoorwaarden betreffende de uitbaters;
- 4° elke overtreding betreffende de stopzetting van de activiteit;
- 5° elke overtreding van artikel 19, § 1, 3°, 4°, 7°, van het decreet en van artikel 31, § 1, 2°, van het decreet.

§ 2. Overtredingen van het type B begaan door een chauffeur :

- 1° elke overtreding van de uitbatingsvoorwaarden betreffende de chauffeurs;
- 2° elke parkeerovertreiding;
- 5° elke overtreding van artikel 19, § 1, 5°, van het decreet en van artikel 31, § 1, 3°, van het decreet.

§ 3. Overtredingen van het type C begaan, al naar gelang van het geval, hetzij door de uitbater, hetzij door de chauffeur :

- 1° elke overtreding van de uitbatingsvoorwaarden betreffende de voertuigen;
- 2° elke overtreding van artikel 19, § 1, 2°, 6°, 8°, 9° en 10°, van het decreet en van artikel 31, § 1, 4°, 5° en 6°, van het decreet.

§ 4. Elke overtreding van de uitbatingsvoorwaarden betreffende de reizigers die door een reiziger begaan wordt vormt een overtreding van het type D.

Art. 139. § 1. Een overtreding van het type A, zoals bedoeld in artikel 138, § 1, 1^o, wordt gestraft met een administratieve boete van 500 euro en een overtreding van het type A, zoals bedoeld in artikel 132, § 1, 2^o tot 5^o, wordt gestraft met een administratieve boete van 300 euro.

§ 2. Een overtreding van het type B, zoals bedoeld in artikel 138, § 2, wordt gestraft met een administratieve boete van 100 euro.

§ 3. Een overtreding van het type C, zoals bedoeld in artikel 138, § 3, wordt gestraft met een administratieve boete van 150 euro.

§ 4. Een overtreding van het type D, zoals bedoeld in artikel 138, § 4, wordt gestraft met een administratieve boete van 50 euro.

Art. 140. In geval van herhaling wordt het bedrag van de administratieve boete waarin artikel 139 voorziet verdubbeld, onverminderd artikel 39 van het decreet.

Art. 141. De krachtens artikel 139 bestrafte overtredingen worden door een politieambtenaar of een inspecteur van de Regeringsdiensten geconstateerd in een proces-verbaal waarvan onmiddellijk een afschrift aan de overtreder overgemaakt wordt.

Art. 142. § 1. Het proces-verbaal wordt overgemaakt aan de afgevaardigd ambtenaar die door de Regering aangewezen wordt.

§ 2. De administratieve sanctie wordt door de afgevaardigd ambtenaar opgelegd.

§ 3. Alvorens een administratieve boete vast te leggen, verwittigt de afgevaardigd ambtenaar betrokken persoon bij ter post aangetekend schrijven binnen dertig kalenderdagen na de vaststelling bedoeld in artikel 141.

Het aangetekend schrijven bevat de volgende gegevens :

1^o de weerhouden grief (grieven);

2^o het bedrag van de overwogen boete;

3^o het feit dat de overtreder binnen twintig dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven de mogelijkheid heeft om zijn verweermiddelen schriftelijk uiteen te zetten en mag vragen om door de afgevaardigd ambtenaar te worden gehoord ten einde zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen; indien de overtreder tijdens zijn verhoor door een derde begeleid of vertegenwoordigd wenst te worden, voegt hij een afschrift van diens identiteitskaart bij zijn verzoek om gehoord te worden, behalve als de derde advocaat is;

4^o de plaats waar en de dagen en uren waarop het dossier ingekeken kan worden.

De afgevaardigd ambtenaar bepaalt desgevallend de dag waarop betrokkene erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

§ 4. Het verhoor vindt plaats uiterlijk zestig werkdagen na verzending van het aangetekend schrijven bedoeld in § 3. De afgevaardigd ambtenaar maakt een proces-verbaal van verhoor op en verzoekt betrokken persoon erom het te ondertekenen, desgevallend nadat hij er zijn opmerkingen in opgeschreven heeft.

Art. 143. § 1. De afgevaardigd ambtenaar legt het bedrag van de administratieve boete bij een gemotiveerde beslissing vast en geeft betrokken persoon hiervan kennis binnen zestig dagen na kennisgeving van het aangetekend schrijven aan de overtreder of, in geval van verzoek om verhoor, binnen zestig dagen na de datum waarop de overtreder of diens vertegenwoordiger gehoord werd of had moeten worden. Na afloop van die termijn wordt de afgevaardigd ambtenaar geacht definitief af te zien van elke boete gegrond op de feiten die betrokken persoon ten laste worden gelegd, behoudens nieuw element.

§ 2. De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de overtreder betekend.

§ 3. De beslissing vermeldt de naam en het nummer van de rekening waarop het bedrag gestort moet worden.

§ 4. De overtreder betaalt het opgeëiste bedrag binnen een maand na kennisgeving van de beslissing.

§ 5. Bij gebrek aan betaling binnen de termijn bedoeld in § 4, levert de afgevaardigd ambtenaar binnen zestig dagen na afloop van die termijn een dwangbevel af, verklaart het uitvoerbaar en geeft er de overtreder kennis van bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Art. 144. In de kennisgeving van de beslissing waarbij de afgevaardigd ambtenaar een administratieve boete oplegt, wordt gewag gemaakt van de mogelijkheid om een beroep bij de politierechtbank in te stellen en van de termijn waarin het beroep uitgeoefend kan worden, overeenkomstig artikel 39, § 3, van het decreet.

Art. 145. Er mag geen administratieve boete opgelegd worden aan een persoon die voor dezelfde feiten het voorwerp is geweest van strafrechtelijke vervolgingen ingesteld op basis van artikel 38 van het decreet, zelfs als ze tot een buitenvervolginstelling of een vrijspraak geleid hebben.

TITEL 7. — Overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Overgangsbepalingen

Art. 146. De vergunningen voor de uitbating van een taxidienst afgeleverd voor de inwerkingtreding van dit besluit en de desbetreffende uitbatingsvoorwaarden blijven van toepassing tot de vervaldatum ervan.

Art. 147. Alle taxivoertuigen in dienst voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit moeten voldoen aan de registratievoorwaarde bedoeld in artikel 26 wanneer de uitbater zijn aanvraag tot vergunningshernieuwing indient.

Art. 148. De chauffeurs beschikken over een termijn van zes maanden om te voldoen aan de bepalingen van de artikelen 10 en 11 van dit besluit.

Art. 149. Wanneer het aantal vergunde toestellen voor de uitbating van een taxidienst op het grondgebied van een gemeente het toegelaten aantal overschrijdt, moet in het kader van de toepassing van artikel 51 een evenredige vermindering, naar de bovenste eenheid afgerond, door die gemeente uitgevoerd worden om het toegelaten aantal voertuigen naar verhouding te verminderen.

Die vermindering wordt na afloop van elke vergunning toegepast bij de hernieuwingsaanvraag van de uitbater.

HOOFDSTUK II. — *Slotbepalingen*

Art. 150. Het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Art. 151. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage nr. 1.



RÉGION WALLONNE

GEMEENTE :

BEKWAAMHEIDSCERTIFICAAT

Nr.

Wij, ondergetekende, bevestigen :

- a) dat
Mevrouw/Mijnheer*
..... geboren te, op, woonachtig te,
.....
de volgende documenten heeft overgelegd :
- 1° identiteitskaart
 - 2° behoorlijk gevalideerd bewijs van medische schifting / geschiktheidsattest
 - 3° rijbewijs
 - 4° document ter bevestiging van het recht om arbeidsprestaties in België te verrichten (enkel voor buitenlandse staatsburgers)
 - 5° een uittreksel uit het strafregister (model 1) overleggen dat hoogstens drie maanden oud is (of, voor buitenlandse staatsburgers, elk ander gelijkwaardig document)
 - 6° een getuigschrift waaruit blijkt dat de kandidaat geslaagd is voor het examen (enkel voor de gemeenten die er organiseren) overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur.
- b) dat de in punt a) bedoelde persoon bevoegd is om zijn vakbekwaamheid te laten gelden in een bedrijf voor de uitbating van een taxidienst op het grondgebied van onze gemeente.

Afgeleverd te, op

Stempel van het gemeentebestuur

Voor het College
De Gemeentesecretaris

.....

Bijlage nr.2

TAXI

(Gemeente)

(identificatienummer)

Bijlage nr. 3

(opmaken op papier met opschrift van de Verzekeringsmaatschappij en bij de geldige groene kaart voegen)

Verzekeringsattest voor het bezoldigd vervoer van personen

Wij, ondergetekende VERZEKERINGSMAATSCHAPPIJ

.....

waarvan de zetel gevestigd is te

vertegenwoordigd door in de hoedanigheid van

.....

bevestigen dat :

Mevrouw/Mijnheer

woonachtig te

of

° De vennootschap.....

waarvan de zetel gevestigd is te

hier vertegenwoordigd door Mevrouw/Mijnheer

ingeschreven bij de kruispuntbank voor ondernemingen onder het nummer

beschikt over een « burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering voor het bezoldigd vervoer van personen » nr. voor volgend voertuig met een maximumcapaciteit van 9 plaatsen, chauffeur inbegrepen:

Categorie en merk van het voertuig	Registratienummer	Chassis- of motornummer

Geldigheidsperiode: GELDIG van.....tot

Opgemaakt te

Op

(Handtekening van de verzekeraar)

Bijlage nr. 4

RESERVE

(Gemeente)

(identificatienummer)

Bijlage nr. 5

VERVANGING

Bijlage nr. 6

Overeenkomst tot verhuur van voertuigen met chauffeur**(STEMPEL VAN DE UITBATER)****Jaar :
Nr. overeenkomst:****TUSSEN ENERZIJDS :**

°Mevrouw/Mijnheer.....

 woonachtig te
 of
 ° De
 vennootschap.....
 waarvan de zetel gevestigd is te
 hier vertegenwoordigd door Mevrouw/Mijnheer

ingeschreven bij de kruispuntbank voor ondernemingen onder het nummer
 die een dienst voor de verhuur van voertuigen met chauffeur uitbaat en beschikt over een
 uitbatingsvergunning nr afgeleverd door de diensten van de Waalse Regering
 op.....,

hierna «de huurder » genoemd,

EN ANDERZIJDS :

.....

 naam en volledig adres)

hierna «de klant » genoemd

IS OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :**Voorwerp:**

De huurder stelt volgend(e) voertuig(en) met chauffeur ter beschikking van de klant (*) :

Identificatienummer	Merk en model	Registratienummer

(*) Indien het (de) voor de uitvoering van deze overeenkomst bestemde voertuig(en) niet vooraf gekend is (zijn), de volledige lijst bijvoegen van alle voertuigen die ter beschikking gesteld worden.

 voor volgende eenmalige prestatie :

- begin van de prestatie op .../.../.....om.....uur
- einde van de prestatie op .../.../.....om.....uur

 voor het geheel van de volgende prestaties :

- prestatie 1 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 2 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 3 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 4 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 5 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 6 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur
- prestatie 7 : op.../.../.....van.....uur tot.....uur

Voor de periode tussen.....en.....in het kader van een langetermijn overeenkomst die op de bedrijfszetel ter inzage ligt.

Identiteit van de reiziger (facultatief) :

Prijs :

De prijs van de prestaties bedraagteuro.

De bepalingen van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten zijn volkomen van toepassing.

Opgemaakt te, op/..../....., in twee originele exemplaren, waarvan elke partij bevestigt één exemplaar te hebben ontvangen en waarvan het originele of een afschrift zich tijdens de hele duur van de uitvoering van de overeenkomst aan boord van het voertuig moet bevinden.

De verhuurder (of zijn afgevaardigde),
klant,

De

Bijlage nr. 7



LVC

(n° identification)

Bijlage nr. 8



REPLACEMENT

Bijlage nr. 9

Bestelbon van een collectieve taxidienst**(STEMPEL VAN DE UITBATER)****Reservatiedatum :****Reservatienummer :****Uitbater:**

Naam : Mevrouw / Mijnheer

/Vennootschap.....

Adres : woonplaats/maatschappelijke zetel gevestigdnr.

.....

postcode : plaats :

ingeschreven bij de kruispuntbank voor ondernemingen onder het nummer

baat een collectieve taxidienst uit krachtens een vergunning met het nr,

afgeleverd door de diensten van de Waalse Regering op

Klant:

Naam : Mevrouw / Mijnheer

/Vennootschap.....

Adres : woonplaats/maatschappelijke zetel gevestigdnr.

.....

postcode : plaats :

Tel. : GSM :

Aantal reizigers : volwassene : kind(eren) – 12 jaar :

Dienst : Heen Terug Heen/Terug

	Heen	Terug
Datum :		
Uur :		
Vertrekpunt :		
Bestemming :		

Handtekening:

Bijlage nr. 10



TC

(n° identification)

Bijlage nr. 11

Formulier voor de aanvraag van een vergunning tot uitbating van een collectieve taxidienst

Onze referenties : DGO2 / DTP / TC «...» - Taxis collectifs

- Aanvraag van een vergunning tot uitbating van een collectieve taxidienst
- Aanvraag tot hernieuwing van de vergunning nr.
- Aanvraag tot wijziging van de uitbatingsvoorwaarden van de vergunning nr.

A. Gegevens betreffende de uitbater – bezitter van het (de) voertuig(en):

- Naam en voornaam / benaming :
- Volledig adres van de woonplaats / maatschappelijke zetel:
- Adres van de uitbatingszetel (indien het verschilt van het vorige adres) :
- Identificatienummer bij de kruispuntbank voor ondernemingen:
- Beroepstelefoonnummer:

B. Gegevens betreffende de eventuele opdrachtgever (reisagentschap,...) :

- Benaming + volledig adres:
- Partnerschap met de TEC? Ja–Nee (Zo ja, de partnerschapsovereenkomst bij dit formulier voegen)

C. Gegevens betreffende de vervoersdienst :

- Type dienst :
- Bestemmingsplaats (indien verschillende bestemmingsplaatsen, mogelijkheid om een lijst als bijlage bij te voegen) :

D. Gegevens betreffende het (de) voertuig(en) :

- Aantal voertuigen :
- Algemene kenmerken :

Merk

Aantal plaatsen

registratienummer (indien al in het bezit van het voertuig)

Datum 1^{ste} ingebruikneming (indien al in het bezit van het voertuig)

E. Verklaring :

Ik ondergetekende , uitbater, bevestig dat deze aanvraag volledig, waar en oprecht is.

Datum van de aanvraag :

Handtekening :

In geval van opdrachtgever :

Ik ondergetekende , opdrachtgever, bevestig, wat mij betreft, dat deze aanvraag volledig, waar en oprecht is.

Datum van de aanvraag :

Handtekening :

Bij dit formulier te voegen bijlagen:

- Afschrift van de identiteitskaart van de uitbater / afschrift van de statuten van de rechtspersoon en van de identiteitskaart van de personen belast met het dagelijkse beheer
- Uittreksel uit het strafregister (model 3) dat hoogstens drie maanden oud is
- Stukken aan de hand waarvan de solvabiliteit bewezen kan worden :
 - Afschrift van de factuur van de aankoop van de voertuigen of het bewijs van de naleving van de betalingstermijnen in het kader van de overeenkomsten inzake verkoop op afbetaling, huurfinanciering of huurverkoop.
(indien u nog niet over de voertuigen beschikt, een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toekomstige eigendom of van de naleving van de betalingstermijnen)
 - een attest dat uitgaat van hetzij de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen, hetzij het RSZ conform het attest afgeleverd overeenkomstig artikel 90, §3 en §4 van het KB van 08 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en waaruit blijkt dat u in orde bent met de sociale bijdragen
(indien u voor het eerst een beroepsactiviteit uitoefent, een verklaring op erewoord ter bevestiging van de toetreding en van de regelmatige stortingen aan de instelling in geval van toekenning van vergunning).
- Afschrift van het attest aan de hand waarvan uw beroepskwalificatie bevestigd wordt
- De volgende documenten betreffende het (de) voertuig(en) te gebruiken in het kader van een collectieve taxidienst:
 - afschrift van het registratienummer
 - afschrift van het keuringsbewijs bij de technische controle
 - afschrift van het verzekeringsattest voor het bezoldigd vervoer van personen en van de geldige groene kaarten

Indien u nog niet in het bezit van de voertuigen bent, dan beschikt u over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van aflevering van de vergunning, om die documenten over te maken; zoniet zal de vergunning automatisch vervallen.

De effectieve ingebruikneming van de voertuigen in het kader van de dienst wordt pas toegelaten na aflevering van een attest aan de hand waarvan de overlegging van de gelijkvormige documenten en van het cirkelvormige identificatievignet bevestigd wordt.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3138

[C - 2009/27166]

**3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis,
location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur,
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mai 2009;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 31 mars 2009;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'Etat le 30 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

I. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « décret » : le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur;